96e ANNÉE
VOL. 96

N° 45
5647

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 7 novembre 1964

Quebec, Saturday, November 7, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Acier Bernier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Laurent Bernier, vendeur, 217, Bérard, Granby, Wilfrid Choinière, entrepreneur, 344, Paré, Granby, Richard Côté, commis, 278, Bouchard, Granby, et Raynald Aubin, représentant technique, 720, boulevard Normandie, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Acier Bernier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera, rue Évangéline, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4294-64

Adriatic International Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieltenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat et conseil en Loi de la Reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes et exercer un com-

Letters Patent

Acier Bernier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Bernier, salesman, 217 Bérard, Granby, Wilfrid Choinière, contractor, 344, Paré, Granby, Richard Côté, clerk, 278 Bouchard, Granby, and Raynald Aubin, technical representative, 720 Normandie Blvd., St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Acier Bernier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 700 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Évangéline St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4294-64

Adriatic International Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds and to carry on a general exporting

merce général d'exportation et d'importation, sous le nom de « Adriatic International Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1875, 52e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4232-64

L'Agence de sécurité Phillips inc.
Phillips Security Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1964, constituant en corporation: William G. Phillips, homme d'affaires, Georgette Lauzé, ménagère, épouse dudit William G. Phillips, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 6790, 43e rue, Montréal, Jean W. Brunet, comptable, 1053, Croissant D'Ailleboust, Duvernay, Daniel J. O'Hearn, homme d'affaires, 5105, rue Léger, Pierrefonds, et Jean Doré, homme d'affaires, 966, Belleville, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une agence de détectives particuliers, de renseignements et de sécurité, sous le nom de « L'Agence de sécurité Phillips inc.— Phillips Security Agency Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2346-64

Agesco Ltd.
Agesco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, C.R., 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, C.R., 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4300, avenue Western, #414, Westmount, Nahum Gelber, 4115, rue Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Transiger et exercer toutes sortes d'agences d'affaires, sous le nom de « Agesco Ltd.— Agesco ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $2 chacune, 10,000 actions catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3475, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4255-64

and importing business, under the name of "Adriatic International Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1875, 52nd Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4232-64

L'Agence de sécurité Phillips inc.
Phillips Security Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William G. Phillips, businessman, Georgette Lauzé, housewife, wife of the said William G. Phillips, and duly aurhorized by him for the purpose of theses presents, both of 6790, 43rd Street, Montreal, Jean W. Brunet, accountant, 1053 Croissant D'Ailleboust, Duvernay, Daniel J. O'Hearn, businessman, of 5105 Léger St., Pierrefonds, and Jean Doré businessman, of 966 Belleville, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on the operations of a private detective agency, information and security, under the name of "L'Agence de sécurité Phillips inc.— Phillips Security Agency Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will pe at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2346-64

Agesco Ltd.
Agesco ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, Q.C., 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, Q.C., 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4300 Western Avenue, #414, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant Street, Montreal, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To transact and carry on all kinds of agency business, under the name of "Agesco Ltd.— Agesco ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 class "A" shares of a par value of $2 each, 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 5,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3475 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4255-64

Alimentation Pelletier (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Michel Farrah, marchand, Gary C. Farrah, représentant de vente, et Malvina Delâge, commerçante, fille majeure, tous trois de 1435, St-Gédéon, L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Alimentation Pelletier (1964) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 963, rue Mainguy, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4187-64

Alimentation Pelletier (1964) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Farrah, merchant, Gary C. Farrah, sales representative, and Malvina Delâge, tradesman, fille majeure, all three of 1435, St-Dédéon, L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Alimentation Pelletier (1964) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 963 Mainguy, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4187-64

Allen Children's Wear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat et conseil en loi de la Reine, 2990, Soissons, Montréal, Morris Chaikelson, avocat, 5162, Isabella, Montréal, et Max Slapack, avocat et conseil en loi de la Reine, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Allen Children's Wear Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 8,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8900, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4241-64

Allen Children's Wear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, advocate and Queen's Counsel, 2990 Soissons, Montreal, Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella, Montreal, and Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Allen Children's Wear Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 8,000 class "A" preferred shares of $10 each and 10,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 8900 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4241-64

Allfood Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Henri Wilfrid Laurier, avocat, 110, avenue Brixton, St-Lambert, David Harry Wood, avocat, 10537, avenue Christophe-Colomb Montréal, William Sanville Aaron, avocat, 555, avenue Cardinal, St-Laurent, Daniel Morris, avocat, 4502, rue Lacombe, Montréal, et Gabrielle Legault, secrétaire, célibataire, 5285, rue Brébeuf, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de machines distributrice pour la vente de produits liquides, de bonbons, confiserie, tabacs, produits alimentaires et laitiers, sous le nom de « Allfood Services Ltd. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Allfood Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Wilfrid Laurier, advocate, 110 Brixton Avenue, St-Lambert, David Harry Wood, advocate, 10537 Christophe-Colomb Avenue, Montreal, William Sanville Aaron, advocate, 555 Cardinal Avenue, St-Laurent, Daniel Morris, advocate, 4502 Lacombe Street, Montreal, and Gabrielle Legault, secretary, spinster, 5285 Brebeuf Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in and with machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food and dairy products, under the name of "Allfood Services Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no par value and 950 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4277-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4277-64

Ameublement Idéal (Sherbrooke) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérald Allaire, tous trois avocats, de 109, Sanborn, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Idéal (Sherbrooke) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 988, rue Galt, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4183-64

Ameublement Idéal (Sherbrooke) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérald Allaire, all three advocates, of 109 Sanborn, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement Idéal (Sherbrooke) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 988 Galt St. West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4183-64

L'Artisanat des vétérans du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Paul-Émile Landry, journalier, Marcelle Michaud, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Landry, tous deux de 2150, rue DeBlois, Giffard, Henri Paquet, journalier, Laurette Blanchet, ménagère, épouse dudit Henri Paquet, tous deux de 188, 11e rue, Québec, et Phillippe Rochette, journalier, 2150, rue DeBlois, Giffard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « L'Artisanat des vétérans du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1892, avenue Mailloux, chambre 3, Giffard, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4201-64

L'Artisanat des vétérans du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Landry, labourer, Marcelle Michaud, housewife, wife of the said Paul-Émile Landry, both of 2150 DeBlois Street, Giffard, Henri Paquet, labourer, Laurette Blanchet, housewife, wife of the said Henri Paquet, both of 188, 11th Street, Quebec, and Philippe Rochette, labourer, 2150 DeBlois Street, Giffard, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "L'Artisanat des vétérans du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1892 Mailloux Avenue, suite 3, Giffard, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4201-64

L'Association des directeurs de théâtre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Gagnon, avocat, 5703, Durocher, Outremont, Pierre Bouchard, avocat, 3765, Dupuis, Montréal, et Françoise Cloutier, secrétaire, 1680, Émard, Montréal, pour les objets suivants:

L'Association des directeurs de théâtre inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Gagnon, advocate, 5703 Durocher, Outremont, Pierre Bouchard, advocate, 3765 Dupuis, Montreal, and François Cloutier, secretary, 1680 Émard, Montreal, for the following purposes:

Grouper toutes personnes qui assument d'une façon totale ou partielle, la production, la direction, la responsabilité financière de spectacles sur la scène, ou de location de salles de théâtre, sous le nom de « L'Association des directeurs de théâtre inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont' réal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3953-64

To group together all persons who assume totally or partially the production, direction, financial responsibility of staging shows, or renting theatre halls, under the name of "L'Association des directeurs de théâtre inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3953-64

L'Association des propriétaires de Rivière-du-Loup inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Lepage, employé au Canadien National, 18, rue Ste-Marie, David Lebel, marchand, 176, rue Lafontaine, Lorenzo Morin, comptable, 70, rue Iberville, Alfred Michaud, marchand de glace, 230, rue Témiscouata, Edgar April, employé au Canadien National, 302, rue St-Alfred, Yvon Morin, professeur, rue des Chauffailles, L.-Gérard Marquis, commerçant, 11, rue Ste-Marie, Marcel Ouellet, entrepreneur électricien, 34, rue St-Paul et J.-Roland Mignault, employé au Canadien National, 8, rue St-Paul, tous neuf de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences, biens-fonds et autres biens immobiliers dans les limites de la cité de Rivière-du-Loup et sa périphérie, sous le nom de « L'Association des propriétaires de Rivière-du-Loup inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3936-64

L'Association des propriétaires de Rivière-du-Loup inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Lepage, Canadian National employee, 18 Ste-Marie St., David Lebel, merchant, 176 Lafontaine St., Lorenzo Morin, accountant, 70 Iberville St., Alfred Michaud, ice merchant, 230 Temiscouata St., Edgar April, Canadian National employee, 302 St-Alfred St., Yvon Morin, professor, des Chauffailles St., L.-Gérard Marquis, tradesman, 11 Ste-Marie St., Marcel Ouellet, electrical contractor, 34 St-Paul St., and J.-Roland Mignault, Canadian National employee, 8 St-Paul St., all nine of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To group into an association owners of residences, landowners and other immoveables within the limits of the city of Rivière-du-Loup and outlying districts, under the name of "L'Association des propriétaires de Rivière-du-Loup inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3936-64

L'Association des propriétaires du domaine Montagnard

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean St-Cyr, facteur, 4502, rue Louis-Veuillot, Arsène Mayrand, typographe, 8490, Waverly, Eusèbe Pasteris, entrepreneur, 6946, 9e avenue, tous trois de Montréal, et J.-Antoine Guérard, ouvrier, 2660, rue Flaubert, Duvernay, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de résidences de St-Colomban, comté des Deux-Montagnes, et des environs, sous le nom de « L'Association des propriétaires du domaine Montagnard ».

L'Association des propriétaires du domaine Montagnard

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean St-Cyr, mailman, 4502 Louis-Veuillot St., Arsène Mayrand, typographer, 8490 Waverly, Eusèbe Pasteris, contractor, 6946, 9th Ave., all three of Montreal, and J.-Antoine Guérard, worker, 2660 Flaubert St., Duvernay, for the following purposes:

To group into an association the proprietors of residences in St-Colomban, county of Two-Mountains and in the surrounding district, under the name of "L'Association des propriétaires du domaine Montagnard".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Colomban, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4073-64

Aurora Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5500, avenue Rosedale, app. 3, Côte-St-Luc, et June Sullivan Jones, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Aurora Gardens Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200, rue Hutchison, chambre 200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4257-64

B. M. Electrical Ltd.
B. M. électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Pierre de Grandpré, 206, avenue Walnut, Bernard Lasnier, 468, rue Arran, et Jean-Jacques Gagnon, 955, Boissy, tous trois avocats, de St-Lamvert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « B. M. Electrical Ltd.— B. M. électrique ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2, boulevard Desaulniers, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4066-64

Beaumark Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Hyman Laddie Schnaiberg, 7460, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, Philip Shrague Garonce, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Abraham Polger, notaire, 11647, Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at St-Colomban, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4073-64

Aurora Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Martin Aaron Aster, law-student, 5500 Rosedale Avenue, Apt. 3, Côte-St-Luc, and June Sullivan Jones, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Aurora Gardens Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, suite 200, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMPND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4257-64

B. M. Electrical Ltd.
B. M. électrique ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre de Grandpré, 206 Walnut Ave., Bernard Lasnier, 468 Arran St., and Jean-Jacques Gagnon, 955 Boissy, all three advocates, of St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "B. M. Electrical Ltd.— B. M. électrique ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2 Desaulniers St., St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4066-64

Beaumark Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Laddie Schnaiberg, 7460 Kingsley Road, Côte-St-Luc, Philip Shrague Garonce, 5577 Alpine Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Abraham Polger, notary, 11647 Joseph-Casavant, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce du verre, verrerie et contenants en verre, sous le nom de « Beaumark Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4180-64

To deal in glass, glassware and glass containers, under the name of "Beaumark Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4180-64

La Belle Canadienne cheveux chics ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: David Schafer, marchand, Anna Schafer, ménagère, épouse dudit David Schafer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4880, Mayfair, Montréal, et Fred Pfeiffer, comptable agréé, 1043, Pratt, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nouveautés, articles de mode, accessoires de salons de beauté, bijouterie et articles semblables, sous le nom de « La Belle Canadienne cheveux chics ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4244-64

La Belle Canadienne cheveux chics ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Schafer, merchant, Anna Schafer, housewife, wife of the said David Schafer, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4880 Mayfair, Montreal, Montreal, and Fred Pfeiffer, chartered accountant, 1043 Pratt, Outremont, for the following purposes:

To deal in novelties, fashion articles, supplies of beauty parlors, jewellery and similar articles, under the name of "La Belle Canadienne cheveux chics ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4244-64

Berger Fruit Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, 1545, McGregor, Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont-Royal, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, D'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits et légumes, sous le nom de « Berger Fruit Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4338-64

Berger Fruit Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus 1545 McGregor, Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

To deal in fruits and vegetables, under the name of "Berger Fruit Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4338-64

J. Bouchard & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Fabiola Vézina, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Raoul Bouchard, 320, 5e rue, Jean-Roch Bouchard,

J. Bouchard & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fabiola Vézina, housewife, wife contractually separate as to property of Raoul Bouchard, 320, 5th St., Jean-Roch Bouchard, funeral director, 108,

directeur de funérailles, 108, 13e rue, et Rodrigue Bouchard, directeur de funérailles, 320, 5e rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « J. Bouchard & fils ltée », avec un capital total de $400,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,960 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4333-64

directeur de funérailles, 108, 13th St., and Rodrigue Bouchard, funeral director, 320, 5th St., all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "J. Bouchard & fils ltée", with a total capital stock of $400,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,960 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4333-64

Boulangerie La Miche inc.
La Miche Bakery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1964, constituant en corporation: André Lavoie, Oscar Alvergue, comptables, et Lucile Fortier, secrétaire, célibataire majeure, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie La Miche inc.— La Miche Bakery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4369-64

Boulangerie La Miche inc.
La Miche Bakery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lavoie, Oscar Alvergue, accountants, and Lucile Fortier, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie La Miche inc.— La Miche Bakery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Carleton, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4369-64

Boulevard Gaz-Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1964, constituant en corporation: Gaétan Pilotte, contremaître, 6, Roman, St-Jean, Jean-Paul Martin, fleuriste, 5595, Marie-Victorin, Brossard, et Alain Pilotte, propriétaire de taxis, 234, de Salaberry, St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Boulevard Gaz-Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 112, rue St-Jacques, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3763-64

Boulevard Gaz-Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gaétan Pilotte, foreman, 6 Roman, St-John's, Jean-Paul Martin, florist, 5595 Marie-Victorin, Brossard, and Alain Pilotte, taxi owner, 234 de Salaberry, St-Jean, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, accessories and parts thereof, and to carry on business as garage keeper, under the name of "Boulevard Gaz-Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 112 St-James St., St-John's judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3763-64

Brunet & Cloutier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Paul-Émile Brunet, homme d'affaires, Lucille Lorange, ménagère, épouse con-

Brunet & Cloutier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Brunet, businessman, Lucille Lorange, housewife, wife contractually separate as to

tractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Brunet, et Réal Cloutier, homme d'affaires, tous trois de Rivière-Gagnon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Brunet & Cloutier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-Gagnon, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4324-64

property of the said Paul-Émile Brunet, and Réal Cloutier, businessman, all three of Rivière-Gagnon, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Brunet & Cloutier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-Gagnon, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4324-64

Camp Vive la Joie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Chassé, gérant d'entreprise, 47, rue Fraser, Edgar Beaulieu, fonctionnaire, 44, St-André, Gérard F. Lapoine, comptable, 24, St-Henri, et Léon Soucy, industriel, 109, Alexandre, tous quatre de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Établir et diriger une colonie de vacances, sous le nom de « Camp Vive la Joie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4245-64

Camp Vive la Joie inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Antonio Chassé, enterprise manager, 47 Fraser Street, Edgar Beaulieu, civil servant, 44 St-André, Gérard F. Lapoine, accountant, 24 St-Henri, and Léon Soucy, industrialist, 109 Alexandre, all four of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To establish and conduct a summer resort, under the name of "Camp Vive la Joie inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4245-64

Canadian Communications Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: William Findlay McAlpine, administrateur, 6642, 10e avenue, Ghislaine Ouellette, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 3454, rue Cartier, tous deux de Montréal, et Russel Owen Ward Bailey, vendeur, 299, rue William, Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie électrique et électronique sous le nom de « Canadian Communications Equipment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montféal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4038-64

Canadian Communications Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Findlay McAlpine, executive, 6642, 10th Avenue, Ghislaine Ouellette, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3454 Cartier Street, both of Montreal, and Russel Owen Ward Bailey, salesman, 299 William Street, Rosemère, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electrical and electronics company, under the name of "Canadian Communications Equipment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4038-64

Catega ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Catega ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Jean-Guy Therrien, professeur, 10, L.-H. Desjardins, Terrebonne, Ronald Cappelli, professeur, 1679, Linden, Montréal, et Raymond Désormeaux, courtier, 1305, De Grandpré, Duvernay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Catega ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4171-64

Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Therrien, professor, 10 L.-H. Desjardins, Terrebonne, Ronald Cappelli, professor, 1679 Linden, Montreal, and Raymond Désormeaux, broker, 1305, De Grandpré, Duvernay, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Catega ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

8280 4171-64

Centre culturel de Grand'Mère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Amilda Boucher, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Brière, Jean Filteau, ingénieur forestier, Jules P. Desaulniers, agent d'immeubles, Ritha Consigny, artiste, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Gingras, Liette Bouchard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Réjean Rémillard, et Raymond Boulet, avocat, tous six de Grand' Mère, pour les objets suivants:

Créer et diriger un centre culturel, sous le nom de « Centre culturel de Grand-Mère inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Grand' Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4246-64

Centre culturel de Grand'Mère inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Amilda Boucher, housekeeper, wife contractually separate as to property of Fernand Brière, Jean Filteau, forestry engineer, Jules P. Desaulniers, real estate agent, Ritha Consigny, artist, wife contractually separate as to property of Jean Gingras, Liette Bouchard, housekeeper, wife contractually separate as to property of Réjean Rémillard, and Raymond Boulet, advocate, all six of Grand'Mère, for the following purposes:

To create and direct a cultural center, under the name of "Centre culturel de Grand'Mère inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Grand-Mère, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

8280 4246-64

Chanteclerc Apartments Development Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Monique Dupuis, dactylo, célibataire, 4704, rue Adam, Montréal, Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, Montréal, et Monique Piché, 7416, rue Henri-Julien, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, d'immeubles et de construction, et de mise en valeur générale, sous le nom de « Chanteclerc Apartments Development Company Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Adèle-en-Haut, district judiciaire de Terrebonne.

Chanteclerc Apartments Development Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, lawyer, 4339 Wilson Street, Montreal, Monique Dupuis, typist, spinster, 4704 Adam Street, Montreal, Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, Montreal, and Monique Piché, 7416 Henri-Julien Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Chanteclerc Apartments Development Company Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 900 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Adèle-en-Haut, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4253-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4253-64

L. Charette & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Estelle Thérien, 6543, Boyer, Rita Dufresne, 166, Fleury, est, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin, ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues par des marchands généraux, sous le nom de « L. Charette & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4102-64

L. Charette & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Estelle Therien, 6543 Boyer, Rita Dufresne, 166 Fleury, East, both secretaries, filles majeures, and Yvon Jasmin, advocate, 7280 Gouin Blvd., West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise generally sold by general merchants, under the name of "L. Charette & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4102-64

Chez Hervé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Hervé Vachon, marchand, Jean-Paul Langlois, notaire, et Viviane G. Langlois, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Langlois, tous trois de Noranda, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et accessoires, sous le nom de « Chez Hervé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2 000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4059-64

Chez Hervé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hervé Vachon, merchant, Jean-Paul Langlois, notary, and Viviane G. Langlois, secretary, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Langlois, all three of Noranda, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing and accessories, under the name of "Chez Hervé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4059-64

Chic Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 5789, avenue Melling, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Brahm L. Campbell, 5500, avenue Snowdon, et Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525, avenue Westbourne, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Chic Garment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Chic Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 5789 Melling Avenue, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon Avenue, and Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525 Westbourne Avenue, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Chic Garment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4305-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4305-64

Chomedey Caterers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: André Perreault, 4353, avenue Girouard, Gilles Bertrand, 5640, avenue Decelles, tous deux de Montréal, et Rémi Geoffrion, 227, rue Langlois, Varennes, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Chomedey Caterers Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3200, chemin du Souvenir, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4167-64

Chomedey Caterers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard Avenue, Gilles Bertrand, 5640 Decelles Avenue, both of Montreal, and Rémi Geoffrion, 227 Langlois Street, Varennes, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chomedey Caterers Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3200 Souvenir Road, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4167-64

Le Club de chasse aux brigands

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, avenue Western, Westmount, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, Verdun, et Donald Harry Bunker, commis en loi, 728, rue Boissy, St-Lambert, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, négocier, établir, conduire, exploiter et diriger un club privé à l'Ile Reaux, comté de Montmorency, dans la province de Québec, et promouvoir et fournir le tir et tels autres sports et fonctions sociales que la corporation jugera à propos, sous le nom de « Le Club de chasse aux brigands ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3768-64

Le Club de chasse aux brigands

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Western Avenue, Westmount, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, 7376 Truman Avenue, Verdun, and Donald Harry Bunker, law clerk, 728 Boissy Street, St-Lambert, for the following purposes:

To organize, promote, carry on, establish, conduct, operate and manage a private club at Ile Reaux, county of Montmorency, in the Province of Quebec, and to promote and provide shooting and such other sports and social functions as the corporation may deem advisable, under the name of "Le Club de chasse aux brigands".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3768-64

Le Club de hockey de l'Ile Jésus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Georges C. Cler-

Le Club de hockey de l'Ile Jésus inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges C. Cler-

mont, avocat, 455, rue Beverley, Mont-Royal, Jean Biron, avocat, 7142, boulevard Pie IX, Montréal, et René L. Cousineau, avocat, 3620, Limoges, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des clubs ou une ligue de hockey sur glace, une ligne de quilles, de golf, de tennis ou de tous autres sports, sous le nom de « Le Club de hockey de l'Ile Jésus inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera 9231, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4139-64

mont, advocate, 455 Beverley St., Mount Royal, Jean Biron, advocate, 7142 Pie IX Blvd., Montreal, and René L. Cousineau, advocate, 3620 Limoges, St-Laurent, for the following purposes:

To operate and manage ice hockey clubs or a league, a bowling, golf, tennis or any other sports league, under the name of "Le Club de hockey de l'Ile Jésus inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at 9231 Châteaubriand St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4139-64

Club Paulo

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Reine Soulière, épouse d'Oscar Lamirande, 4, rue Washington, Carmen Perrier, épouse de Richard Lavigne, 64, rue Bancroft, Rita Guertin, épouse d'Arthur LeBlanc, 16, rue Notre-Dame, et Marguerite Boucher, épouse d'Émile Noël, 7, rue Helenores, toutes quatre ménagères, épouses communes en biens et dûment autorisées par leur mari respectif, d'Aylmar, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club Paulo ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Aylmer, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3863-64

Club Paulo

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964. have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marie-Reine Soulière, wife of Oscar Lamirande, 4 Washington Street, Carmen Perrier, wife of Richard Lavigne, 64 Bancroft Street, Rita Guertin, wife of Arthur LeBlanc, 16 Notre-Dame Street, and Marguerite Boucher, wife of Émile Noël, 7 Helenores Street, all four housewives, wives common as to property and duly authorized by their respective husbands, of Aylmer, for the following purposes:

To organize pastimes, under the name of "Club Paulo".

Tha amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Aylmer, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3863-64

Coaticook express inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Renald Desbiens, camionneur, Gaétane Chartier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Renald Desbiens, tous deux de 62, Bryan, et Joseph-Fortunat Castonguay, rentier, 11 boulevard Queen, nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Coaticook express inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 700 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4054-64

Coaticook express inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Renald Desbiens, trucker, Gaétane Chartier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Renald Desbiens, both of 62 Bryan, and Joseph-Fortunat Castonguay, annuitant, 11 Queen Blvd. north, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Coaticook express inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 700 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4054-64

Colin's Gift & Ski Shops Inc.
Magasins de cadeaux et de ski Colin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Christopher Eaton Lax, administrateur, Marilyn Mumford, ménagère, épouse séparée de biens dudit Christopher Eaton Lax, tous deux de 9, Crestwood, Montréal Ouest, et Gwendolyn Elizabeth Lax, gérante, célibataire, 4067, Marcil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toute genre, sorte et description d'équipement de ski, vêtements et accessoires vestimentaires de ski, ainsi que cadeaux de tout genre et description, sous le nom de « Colin's Gift & Ski Shops Inc. — Magasins de cadeaux et de ski Colin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 2,900 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4176-64

Colin's Gift & Ski Shops Inc.
Magasins de cadeaux et de ski Colin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Christopher Eaton Lax, executive, Marilyn Mumford, housewife, wife separate and to property of the said Christopher Eaton Lax, both of 9 Crestwood, Montreal West, and Gwendolyn Elizabeth Lax, manageress, spinster, 4067 Marcil, Montreal, for the following purposes:

To deal in every type, kind and description of ski equipment, ski wearing apparel and ski accessories, as well as gifts of every type and description, under the name of "Colin's Gift & Ski Shops Inc. — Magasins de cadeaux et de ski Colin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each, 2,900 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4176-64

Compagnie de béton du Saguenay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Tremblay, commerçant, 66, rue Carillon, Chicoutimi-Nord, Léo Tremblay, commerçant, 126, rue Price, ouest, Chicoutimi, et Nap.-Paul Gauthier, rentier, 410, rue Taché, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce du béton préparé, ainsi que de ses produits et sous-produits, sous le nom de « Compagnie de béton du Saguenay ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 123, boulevard St-Jean, St-Jean-Eudes, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4334-64

Compagnie de béton du Saguenay ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Tremblay, trader, 66 Carillon St., Chicoutimi-North, Léo Tremblay, trader, 126 Price St. West, Chicoutimi, and Nap.-Paul Gauthier, annuitant, 410 Taché St., Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in prepared concrete, as well as in its products and by-products, under the nam of "Compagnie de béton du Saguenay ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 123 St-Jean Blvd., St-Jean-Eudes, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4334-64

La Compagnie de finance Hochelaga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: John L. Liberman, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Irving I. Finkelberg, 652, avenue Outremont, Outremont, tous deux avocats, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

La Compagnie de finance Hochelaga inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Irving I. Finkelberg, 652 Outremont Avenue, Outremont, both advocates, and Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966 Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une agence de finance, placements et courtage, sous le nom de « La Compagnie de finance Hochelaga inc. », avec un capital total de $350,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune 25,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1669, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4159-64

To carry on general financial agency, investment and brokerage business, under the name of "La Compagnie de finance Hochelaga inc.", with a total capital stock of $350,000, divided into 25,000 common shares of a par value of $1 each, 25,000 class "A" shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1669 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4159-64

Confection Meilleure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gabriel Caron, industriel, Mme Gabriel Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gabriel Caron, et Guy Cloutier, comptable, tous trois d'East Broughton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Confection Meilleure inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à East Broughton, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAMOND DOUVILLE.

8280-o 4267-64

Confection Meilleure inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gabriel Caron, industrialist, Mrs. Gabriel Caron, house wife, wife separate as to property of the said Gabriel Caron, and Guy Cloutier, accountant, all three of East Broughton, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Confection Meilleure inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at East Broughton, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4267-64

Consolidated Elastic Braid and Web Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Michael Awada, George A. Bey, avocats, et Anita Zawisza, secrétaire, célibataire, tous trois de 635, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et négocier toutes sortes de tissus et produits en tissu comprenant l'élastique, galon, rouleaux de tissu, fil et fournitures de manufacturiers, sous le nom de « Consolidated Elastic Braid and Web Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,700 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4388-64

Consolidated Elastic Braid and Web Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, George A. Bey, advocates, and Anita Zawisza, secretary, spinster, all three of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in or with all kinds of fabric and fabric products including elastic, braid, web, thread and manufacturers' supplies, under the name of "Consolidated Elastic Braid and Web Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 3,700 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4388-64

Copoloff Insurance Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Copoloff Insurance Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat et conseil en loi de la Reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nathaniel H. Salomon, avocat, 4300, avenue Western, #414, Westmount, et Robert S. Litwack, avocat, 5217, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Copoloff Insurance Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6420, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4308-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nathaniel H. Salomon, advocate, 4300 Western Avenue, #414, Westmount, and Robert S. Litvack, advocate, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Copoloff Insurance Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6420 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4308-64

A & H Cunningham Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Howard James Cunningham, marchand, 278, rue Anyon, Greenfield Park, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, app. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulevard de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de quincaillerie, sous le nom de « A & H Cunningham Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4057-64

A & H Cunningham Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Howard James Cunningham, merchant, 278 Anyon Street, Greenfield Park, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of hardware merchant, under the name of "A & H Cunningham Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4057-64

Custom Kitchen and Sheet Metal Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gisele Maguer, 432, rue Rigaud, app. 10, Nancy Mosier, 3425, avenue Ridgewood, toutes deux de Montréal, et Nathalie Hanspiker, 5810, rue Louisburg, St-Laurent, toutes trois secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'articles de cuisine et de quincaillerie, sous le nom de « Custom Kitchen and Sheet Metal Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 3827-64

Custom Kitchen and Sheet Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gisele Maguer, 432 Rigaud Street, Apt. 10, Nancy Mosier, 3425 Ridgewood Avenue, both of Montreal, and Nathalie Hanspiker, 5810 Louisburg Street, St-Laurent, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of kitchenware and hardware merchants, under the name of "Custom Kitchen and Sheet Metal Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 3827-64

Denico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Timothy Patrick Slattery, C.R., 470, avenue Mount Stephen, Westmount, Edward Binney Fairbanks, C.R., 4779, avenue Grosvenor, Montréal, et René Doucet, 1, rue D'Artois, Préville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de placements, sous le nom de « Denico Inc. », avec un capital total de $500,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 50,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 25,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4069-64

Denico Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Timothy Patrick Slattery, Q.C., 470 Mount Stephen Avenue, Westmount, Edward Binney Fairbanks, Q.C., 4779 Grosvenor Avenue, Montreal, and René Doucet, 1 D'Artois Street, Préville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Denico Inc.", with a total capital stock of $500,100, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 50,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each, 25,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each and 20,000 class "C" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4069-64

Le Diplomate Motel (1964) inc.
Diplomat Motel (1964) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin de la reine Marie, Montréal, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hotels, restaurants, auberges, salles de café, tavernes, cabines, camps et cabines pour touristes, sous le nom de « Le Diplomate Motel (1964) inc. — Diplomat Motel (1964) Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4425-64

Le Diplomate Motel (1964) inc.
Diplomat Motel (1964) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Road, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate motels, hotels, restaurants, inns, cafés, taverns, lodges, tourist camps and tourist lodges, under the name of "Le Diplomate Motel (1964) inc. — Diplomat Motel (1964) Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Léonard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4425-64

Les Distributions Pélican ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, avocat, 159, Principale, St-Romuald, et Gabrielle Vallée, avocat, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de la patate, croustilles, (chips), blé d'inde soufflé, friandises et autres spécialités alimentaires, sous le nom de « Les Distributions Pélican ltée », avec un

Les Distributions Pélican ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Michaud, advocate, 6835 Boivin Place, Charlesbourg, Henri Beaudry, advocate, 159 Principale, St-Romuald, and Gabrielle Vallée, advocate, spinster, 798 de Longpré, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods related to potato, chips, pop corn, delicatessen business and other food specialties, under the name of "Les Distributions Pélican ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5 common shares of $10

capital total de $40,000, divisé en 5 actions ordinaires de $10 chacune et en 799 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4109-64

each and 799 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4109-64

Dolphin Missisquoi Bay Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Nathan Labow, administrateur, Phyllis Fitch, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nathan Labow, et dûment autorisée par ce dernier, aux fins des présentes, tous deux de 5713, avenue Westluke, Alex Mogelonsky, administrateur, 7804, avenue Kildare, tous trois de Côte-St-Luc, Maurice J. Lafrenière, administrateur, 8320, rue Waverley, Shlomo Jaacobi, administrateur, Shirley Field, ménagère, épouse séparée de biens dudit Shlomo Jaacobi, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 648, rue Sherbrooke, ouest, tous trois de Montréal, Samuel R. Risk, administrateur, et Lucie Kobin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Samuel R. Risk, et dûment autorisée aux fins des présentes, ces deux derniers, casier postal 65, Clarenceville, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club athlétique, sous le nom de « Dolphin Missisquoi Bay Country Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Clarenceville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4046-64

Dolphin Missisquoi Bay Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Nathan Labow, executive, Phyllis Fitch, housewife, wife separate as to property of the said Nathan Labow, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5713 Westluke Avenue, Alex Mogelonsky, executive, 7804 Kildare Avenue, all three of Côte-St-Luc, Maurice J. Lafrenière, executive, 8320 Waverley Street, Shlomo Jaacobi, executive, Shirley Field, housewife, wife separate as to property of the said Shlomo Jaacobi, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 648 Sherbrooke Street West, all three of Montreal, Samuel R. Risk, executive, and Lucie Kobin, housewife, wife separate as to property of the said Samuel R. Risk, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of P.O. Box 65, Clarenceville, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an athletic club, under the name of "Dolphin Missisquoi Bay Country Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Clarenceville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4046-64

Domaine du ski Mont-Bruno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Marcel Duluge, 195, rue Rabastalière, ouest, Pierre Dulude, 1639, rue Roberval, tous deux hommes d'affaires, de St-Bruno-de-Montarville, et Damase Brissette, avocat, 168, rue de Normandie, Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir des transporteurs à cables ou monte-pentes, des sites pour pistes de ski et autres places d'amusement, sous le nom de « Domaine du ski Mont-Bruno inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 195, rue Rabastalière, ouest, St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4368-64

Domaine du ski Mont-Bruno inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Dulude, 195 Rabastalière St. West, Pierre Dulude, 1639 Roberval St., both businessmen, of St-Bruno-de-Montarville, and Damase Brissette, advocate, 168 de Normandie St., Longueuil, for the following purposes:

To operate and maintain cableways or skitows, ski slopes and other places of amusement, under the name of "Domaine du ski Mont-Bruno inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 195 Rabastalière St., West, St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4368-64

A. Dubé & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gilbert Dubé, menuisier, Anselme Dubé, menuisier, et Donate Ross, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Anselme Dubé, tous trois de 6549, rue Perodeau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « A. Dubé & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6549, rue Perodeau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4286-64

A. Dubé & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Dubé, joiner, Anselme Dubé, joiner, and Donate Ross, housewife, wife contractually separate as to property of the said Anselme Dubé, all three of 6549 Perodeau St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "A. Dubé & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6549 Perodeau St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4286-64

Duro Stone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, avenue Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ciment et ses sous-produits, blocs de ciment, tuile, chaux, pierres à chaux, grès, plâtre calciné ou autre, pierre artificielle et tous autres produits connexes, sous le nom de « Duro Stone Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4347-64

Duro Stone Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in cement and the by-products thereof, cement blocks, tile, lime, limestone, sandstone, calcined and other plaster, artificial stone and all other similar products, under the name of "Duro Stone Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4347-64

Eastern Claims Adjusters Ltd.
Agents de réclamations de l'Est ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gaston LeHouillier, agent de réclamations, Fleurette Alain, ménagère, épouse dudit Gaston LeHouillier, tous deux de 2345, Marie-Victorin, Sillery, Eddy Tweddell, agent de réclamations, et Elizabeth Mallen, ménagère, épouse dudit Eddy Tweddell, ces deux derniers de 2931, coin des Caps, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de réclamations, d'ajusteurs d'assurances, d'ajusteurs de quote-parties, d'évaluateurs, d'inspecteurs et d'enquêteurs dans toutes leurs branches, sous le nom de « Eastern Claims Adjusters Ltd.— Agents de

Eastern Claims Adjusters Ltd.
Agents de réclamations de l'Est ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston LeHouillier, claims adjuster, Fleurette Alain, housewife, wife of the said Gaston LeHouillier, both of 2345 Marie-Victorin, Sillery, Eddy Tweddell, claims adjuster, and Elizabeth Mallen, housewife, wife of the said Eddy Tweddell, the two latter of 2931 coin des caps, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as claims adjusters, insurance adjusters, shares adjusters, appraisers, inspectors and investigators in all branches, under the name of "Eastern Claims Adjusters Ltd.— Agents de réclamations de l'Est ltée", with a

réclamations de l'Est Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 580, Grande-Allée, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4027-64

Les Écuries Argenteuil inc.
Argenteuil Stables Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Bertrand Ladouceur, homme d'affaires, Léonie Ladouceur, ménagère, et Jacqueline Proulx, commis, ces deux dernières célibataires, tous trois de St-André-Est, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour l'achat, la vente et l'échange de chevaux et d'équipements de course, sous le nom de « Les Écuries Argenteuil inc. — Argenteuil Stables Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-André-Est, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4195-64

Les Éditions Chenier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul D'Amour, représentant de commerce, 1849, rue Amherst, Montréal, Denis Rocheleau, pharmacien, 151, rue Riel, Hull, et Jacques Lucques, professeur, 3752, avenue Laval, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions Chenier inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4133-64

Les Éditions Sillery ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean Pérusse, éditeur, 3016, la Verdure, Québec, Alphonse Vallerand, comp-

total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 580 Grande-Allée East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4027-64

Les Écuries Argenteuil inc.
Argenteuil Stables Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bertrand Ladouceur, businessman, Léonie Ladouceur, housewife, and Jacqueline Proulx, clerk, the latter two spinsters, all three of St-André-East, for the following purposes:

To act as agents for the purchase, sale, exchange of horses and race equipments, under the name of "Les Écuries Argenteuil inc. — Argenteuil Stables Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-André-East, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4195-64

Les Éditions Chenier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul D'Amour, commercial representative, 1849 Amherts Street, Montreal, Denis Rocheleau, pharmacist, 151 Riel Street, Hull, and Jacques Lucques, professor, 3752 Laval Avenue, apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To carry the businesses of printers, publishers, papermakers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type founders and other similar trades, under the name of "Les Éditions Chenier inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4133-64

Les Éditions Sillery ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Pérusse, printer, 3016 La Verdure, Quebec, Alphonse Vallerand, accountant, 779 Place

table, 779, Place Philippe, Ste-Foy, et Marcel Turgeon, avocat, 37, St-Jean-Baptiste, Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions Sillery ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1679, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4061-64

table, 779, Place Philippe, Ste Foy, and Marcel Turgeon, advocate 37 St-Jean-Baptiste, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders, and other similar business, under the name of "Les Éditions Sillery ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $20 each.

The head office of the company will be at 1679 St-Louis Road, Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4061-64

Les Entreprises Concorde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Patrick Long, avocat, 10360, St-Laurent, app. 21, Montréal, Jean-Pierre Blanchard, comptable, 7065, 11e avenue, St-Michel, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, 4683, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Concorde inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4349-64

Les Entreprises Concorde inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Patrick Long, advocate, 10360 St. Lawrence, Apt. 21, Montreal, Jean-Pierre Blanchard, accountant, 7065, 11th Ave., St-Michel, and Annette Daignault, secretary, fille majeure, 4683 Notre-Dame West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Concorde inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4349-64

Les Entreprises forestières de Bellechasse incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Alfred Duchesneau, Harry Duchesneau, tous deux entrepreneurs, d'Armagh, et Roger Boutin, commerçant, St-Nérée, tous trois du comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises forestières de Bellechasse incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Armagh, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4431-64

Les Entreprises forestières de Bellechasse incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Duchesneau, Harry Duchesneau, both contractors, of Armagh, and Roger Boutin, tradesman, St-Nérée, all three of the county of Bellechasse, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber, under the name of "Les Entreprises forestières de Bellechasse incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Armagh, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4431-64

Les Entreprises Utilité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Léopold Piotte, rentier, 6677, rue

Les Entreprises Utilité inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Piotte, annuitant, 6677, Louis-Hébert,

Louis-Hébert, Montréal, James E. Lyng, comptable agréé, 5, Parc Montgomery, Roxboro, et Raymond Lamontagne, comptable agréé, 6349, 3e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le lavage, le nettoyage, la réparation et le travail de conciergerie, sous le nom de « Les Entreprises Utilité inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2715, rue des Ormeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3474-64

Épinette Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Saul Handelman, Stanley Cytrynbaum et Lawrence L. Fligel, avocats, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Épinette Construction Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4275, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4081-64

Excelite (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseil en loi de la Reine, 12, avenue Aberdeen, Westmount, Mary Elizabeth Spracklin, 2160, rue Favard, Montréal, Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits en plastique et produits connexes, sous le nom de « Excelite (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 2601, 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4415-64

La Ferme de tourbe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Montreal, James E. Lyng, chartered accountant, 5 Parc Montgomery, Roxboro, and Raymond Lamontagne, chartered accountant, 6349, 3rd Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business doing janitor work, such as washing, cleaning and repair work, under the name of "Les Entreprises Utilité inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2715 des Ormeaux, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3474-64

Épinette Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Handelman, Stanley Cytrynbaum and Lawrence L. Fligel, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Épinette Construction Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4275 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4081-64

Excelite (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, 12 Aberdeen Avenue, Westmount, Mary Elizabeth Spracklin, 2160 Favard Street, Montreal, Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in plastic products and products related thereto, under the name of "Excelite (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4415-64

La Ferme de tourbe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, Jacques Delisle, Lac-Delâge, et Pierre Verge, 11 des Remparts, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la tourbe et de la sphaigne de toutes sortes, sous le nom de « La Ferme de tourbe inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chemin-du-lac, Notre-Dame-du-Portage, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4295-64

Ferroni (Québec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Fred R. Mulligan, Liliana Mulligan, épouse séparée de biens dudit Fred R. Mulligan, tous deux de 70, Rosemount Crescent, Westmount, Frederick G. Flemming, 43, Balsam Drive, Baie-d'Urfé, tous trois administrateurs, et E. Anthony Price, avocat, 2430, Noury, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Ferroni (Québec) limitée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4098-64

Franklin Schieder Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Théodore H. Shapiro, 5175, chemin côte St-Luc, Earl H. Drymer, 5045, avenue Borden, tous deux avocats, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, 2705, avenue Kent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'artistes, illustrateurs architecturaux et artistes commerciaux, sous le nom de « Franklin Schieder Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4218-64

Garage F. Cossette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

the Province of Quebec, incorporating: Pierre LaRue, 3034 de la Retraite, Ste-Foy, Jacques Delisle, Lac-Delâge, and Pierre Verge, 11 des Remparts, Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To deal in peat or peat moss of all kinds, under the name of "La Ferme de tourbe inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at chemin-du-Lac, Notre-Dame-du-Portage, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4295-64

Ferroni (Québec) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fred R. Mulligan, Liliana Mulligan, wife separate as to property of the said Fred R. Mulligan, both of 70 Rosemount Crescent, Westmount, Frederick G. Flemming, 43 Balsam Drive, Baie-d'Urfé, all three executives, and E. Anthony Price, advocate, 2430 Noury, Sillery, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Ferroni (Québec) limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 10 Ste-Anne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4098-64

Franklin Schieder Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Théodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc Road, Earl H. Drymer, 5045 Borden Avenue, both advocates, and Marcia Shetzen, secretary, fille majeure, 2705 Kent Avenue, all three of Montreal, for the folllowing purposes:

To carry on business as artists, architectural illustrators and commercial artists, under the name of "Franklin Schieder Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4218-64

Garage F. Cossette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: François Cossette, garagiste, Judith Veillette, ménagère, épouse dudit François Cossette, tous deux de 800, 19e rue, Grand'Mère, et Odilon Cossette, journalier, St-Jacques-des-Piles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage F. Cossette inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand' Mère, comté de Laviolette, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4325-64

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Cossette, garageman, Judith Veillette, housewife, wife of the said François Cossette, both of 800, 19th St., Grand'Mère, and Odilon Cossette, day-labourer, St-Jacques-des-Piles, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Garage F. Cossette inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, county of Laviolette, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4325-64

Garland Plaza Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Desider Abonyi, administrateur, Ingeborg Ross, ménagère, épouse séparée de biens dudit Desider Abonyi, tous deux de 4844, chemin Mira, Montréal, Morris Levis, ingénieur, et Doreen Falovitch, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Levis, ces deux derniers de 5751, avenue Melling, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Garland Plaze Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 319, 5165, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4243-64

Garland Plaza Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Desider Abonyi, executive, Ingeborg Ross, housewife, wife separate as to property of the said Desider Abonyi, both of 4844 Mira Road, Montreal, Morris Levis, engineer, and Doreen Falovitch, housewife, wife separate as to property of the said Morris Levis, the latter two of 5751 Melling Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Garland Plaza Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 319, 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4243-64

Gestion C. G. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Charlotte Simard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Labbé, 1156, rue Beaupré, Ste-Foy, Gabriel Bouchard, contrôleur, 470, rue Marie-Louise, et Yves Demers, notaire, 210, des Lilas, est, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille ou gestion, de placement et de construction, sous le nom de « Gestion C. G. ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4278-64

Gestion C. G. ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charlotte Simard, housewife, wife contractually separate as to property of Lucien Labbé, 1156 Beaupré Street, Ste-Foy, Gabriel Bouchard, controller, 470 Marie-Louise Street, and Yves Demers, notary, 210 Lilas Street East, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a holding or manegement, investment and construction company, under the name of "Gestion C. G. ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4278-64

Girard & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Sylvio Girard, cultivateur, Dominique Girard, journalier, et François Girard, journalier, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Girard & fils ltée », avec un capital total de $27,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et en 140 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4114-64

Girard & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sylvio Girard, farmer, Dominique Girard, workman, and François Girard, workman, all three of St. Félicien, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Girard & fils ltée", with a total capital stock of $27,000, divided into 400 common shares of $50 each and 140 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4114-64

Gosselin & Lessard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Lionel Gosselin, industriel, 537, boulevard Langelier, Québec, Raymond Lessard, garagiste, 68, St-Félix, Cap-Rouge, et Nicole St-Gelais, commis comptable, fille majeure, 20, 25e rue, ouest, Orsainville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gosselin & Lessard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 537, boulevard Langelier, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4160-64

Gosselin & Lessard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Gosselin, industrialist, 537 Langelier Boulevard, Quebec, Raymond Lessard, garage keeper, 68 St-Félix, Cap-Rouge, and Nicole St-Gelais, accountant clerk, fille majeure, 20, 25th Street, West, Orsainville, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their parts and accessories, and act as garage keepers, under the name of "Gosselin & Lessard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 537 Langelier Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4160-64

J.-M. Grondin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Jean-Marie Grondin, commerçant, Berthe Fecteau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Grondin, tous deux de 5544, Charlesroi, Montréal-Nord, et Henri Loubier, commis, 8875, 2e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes, fenêtres, châssis et autres ouvertures, de meubles et divers ouvrages de boiserie, de matériaux de construction, de produits et sous-produits forestiers, sous le nom de « J.-M. Grondin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5544, rue Charlesroi, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

J.-M. Grondin ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Grondin, trader, Berthe Fecteau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Grondin, both of 5544 Charlesroi, Montreal-North, and Henri Loubier, trader, 8875, 2nd Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in doors, windows, frames and other openings, in furniture and various wood-works, construction materials, forestry products and by-products, under the name of "J.-M. Grondin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5544 Charlesroi St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4303-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4303-64

Hallé & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Réal Hallé, industriel, Marie-Rose Poulin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Réal Hallé, tous deux de St-Augustin-de-Woburn, et Fernand Beaudoin, comptable agréé, Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Hallé & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Augustin-de-Woburn, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4319-64

Hallé & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Hallé, industrialist, Marie-Rose Poulin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Réal Hallé, both of St-Augustin-de-Woburn, and Fernand Beaudoin, chartered accountant, Lac-Mégantic, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Hallé & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Augustin-de-Woburn, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4319-64

Hamel et Montminy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gilbert Hamel, menuisier, St-Gilles, Fernand Montminy, agent, et Jeannine Lehoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Montminy, ces deux derniers de St-Patrice-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Hamel et Montminy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Patrice-de-Beaurivage, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3939-64

Hamel et Montminy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Hamel, joiner, St-Gilles, Fernand Montminy, agent, and Jeannine Lehoux, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Montminy, the two latter of St-Patrice-de-Beaurivage, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Hamel et Montminy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Patrice-de-Beaurivage, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3939-64

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, avocat, 4505, avenue Plamondon, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de volaille, viande, oeufs, margarine, beurre, produits de la ferme et marchands de confitures, sous le nom de

Hellenic Poultry Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, advocate, 4505 Plamondon Avenue, Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of poultry, meat, eggs, margarine, butter, farm produce and jam merchants, under the name of "Hellenic Poultry

« Hellenic Poultry Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3451, avenue Colonial, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4174-64

Heraclitus Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Michael Drazner, 130, chemin Dufferin, Hampstead, Rosa Gualtieri, fille majeure, 80, chemin Hudson, et C.-Émile Bruchesi, 232, rue St-Jacques ouest, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Heraclitus Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4155-64

Les Hommes d'affaires de l'Ile-Jésus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Dutton, quincaillier, 1268, Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, Gaston Vaillancourt, notaire, 202, boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, Robert Chatel, courtier en placements, 266, boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, J.-Paul Racine, commerçant, 3000, boulevard Levesque, Chomedey, Claude Benoît, gérant, 1505, rue Pilon, Chomedey, J.-Guy Deslauriers, garagiste, 1201, boulevard Laurentides, Vimont, Marcel Benoît, industriel, 120, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Jean Chartrand, industriel, 4731, boulevard Levesque, St-Vincent-de-Paul, Gérard Vézina, courtier en assurance, 262, Roi du Nord, Ste-Rose, et Claude Lefebvre, avocat, 600, rue Fontainebleau, Duvernay, pour les objets suivants:

Grouper en association les hommes d'affaires de l'Ile-Jésus et des environs, sous le nom de « Les Hommes d'affaires de l'Ile-Jésus inc. ».

Le montant auquel est limitée, la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4219-64

L'hôpital général de Thetford Mines

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3451 Colonial Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4174-64

Heraclitus Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Drazner, 130 Dufferin Road, Hampstead, Rosa Gualtieri, spinster of the full age of majority, 80 Hudson Road, and C.-Émile Bruchesi, 232 St. James Street West, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Heraclitus Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4155-64

Les Hommes d'affaires de l'Ile-Jésus inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Dutton, hardware dealer, 1268 Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, Gaston Vaillancourt, notary, 202 Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, Robert Chatel, investment broker, 266 Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, J.-Paul Racine, tradesman, 3000 Levesque Blvd., Chomedey, Claude Benoît, manager, 1505 Pilon, Chomedey, J.-Guy Deslauriers, garageman, 1201, Laurentides Blvd., Vimont, Marcel Benoît, industrialist, 120 Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Jean Chartrand, industrialist, 4731 Lévesque Blvd., St-Vincent-de-Paul, Gérard Vézina, insurance broker, 262 Roi du Nord, Ste-Rose, and Claude Lefebvre, advocate, 600 Fontainebleau, Duvernay, for the following purposes:

To group into an association businessmen of Ile-Jésus and vicinity, under the name of "Les Hommes d'affaires de l'Ile-Jésus inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4219-64

L'hôpital général de Thetford Mines

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Benoît Allaire, arpenteur-géomètre, Fernand Châteauneuf, marchand, Raoul Lapierre, comptable, Dr Roch Lemieux, médecin, Armand Marceau, contremaître, J.-A.-Denis Marcotte, administrateur, tous six de Thetford Mines, et J.-René Cloutier, notaire, Black Lake, pour les objets suivants:

Maintenir et administrer un hôpital, sous le nom de « L'hôpital général de Thetford Mines ».

Le montant auquel sont limités biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $8,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3390-64

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Benoît Allaire, land surveyor, Fernand Châteauneuf, merchant, Raoul Lapierre, accountant, Dr. Roch Lemieux, physician, Armand Marceau, foreman, J.-A.-Denis Marcotte, executive, all six of Thetford Mines, and J.-René Cloutier, notary, Black Lake, for the following purposes:

To maintain and manage an hospital, under the name of "L'hôpital général de Thetford Mines".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $8,000,000.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3390-64

Les Immeubles J. R. Bergeron & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Victorin Bergeron, comptable agréé, 1325, Jean-Dequen, Ste-Foy, Maurice Lemay, comptable, 333, 15e rue, et Denise Déry, secrétaire, 1331, 3e avenue, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Immeubles J. R. Bergeron & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4186-64

Les Immeubles J. R. Bergeron & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victorin Bergeron, chartered accountant, 1325 Jean-Dequen, Ste-Foy, Maurice Lemay, accountant, 333, 15th St., and Denise Déry, secretary, 1331, 3rd Ave., the latter two of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les Immeubles J. R. Bergeron & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4186-64

Les Immeubles Maria ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Armand Mainguy, comptable agréé, Cécile Mainguy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Armand Mainguy, tous deux de 731, rue Dalquier, et Paulette Melançon, secrétaire, 2834, chemin Gomin, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Maria ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maria, comté de Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4203-64

Les Immeubles Maria ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Mainguy, chartered accountant, Cécile Mainguy, housewife, wife separate as to property of the said Armand Mainguy, both of 731 Dalquier St., and Paulette Melançon, secretary, 2834 Gomin Road, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Maria ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Maria, county of Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4203-64

Importations Mona inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Pierre Thomas, Victor Melançon et Armand Poupart fils, tous trois avocats, de 60, St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits; de mercerie, produits comestibles, minéraux, pierres précieuses, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de beauté, articles de toilette et parfum, sous le nom de « Importations Mona inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4005-64

Importations Mona inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Thomas, Victor Melançon and Armand Poupart Jr., all three advocates, of 60 St. James St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in products, articles and merchandises made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, minerals, precious stones, books and periodicals, paintings, works or art, chemical products, beauty products, toiletries and perfume, under the name of "Importations Mona inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4005-64

Imprimerie Descombes ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Jean S. Pelletier, comptable, 2938, Coin des Caps, Claude Rioux, avocat, 3072, avenue de la Promenade, tous deux de Ste-Foy, et Fernand Sirois, comptable agréé, St-Nicolas, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs et publicistes, sous le nom de « Imprimerie Descombes ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4401-64

Imprimerie Descombes ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean S. Pelletier, accountant, 2938 Coin des Caps, Claude Rioux, advocate, 3072 de la Promenade Ave., both of Ste-Foy, and Fernand Sirois, chartered accountant, St-Nicolas, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders and publicists, under the name of "Imprimerie Descombes ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each and 600 preferred shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4401-64

Institut Lafontaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gregorio Ferri, professeur, 425, Normandie, Pont-Viau, Aly-R. Hachem, gérant, 10600, Place de l'Acadie, app. 34, et Marcel-C. Lépine, administrateur, 9535, Lajeunesse, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des écoles privées, sous le nom de « Institut Lafontaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Institut Lafontaine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregorio Ferri, professor, 425 Normandie, Pont-Viau, Aly-R. Hachem, manager, 10600 Place de l'Acadie, Apt. 34, and Marcel-C. Lépine, administrator, 9535 Lajeunesse, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To operate one or several private schools, under the name of "Institut Lafontaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4320-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4320-64

International Impex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., 4850, côte St-Luc, Yoine Goldstein, 3440, Place Decelles, tous deux de Montréal, et Robert Lefcort, 250, avenue Kensington, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits composés, en tout ou en partie, de bois, métal, caoutchouc, textiles, plastique et matières premières et substances synthétiques de toutes sortes, sous le nom de « International Impex Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4296-64

International Impex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, Q.C., 4850 côte St-Luc, Yoine Goldstein, 3440 Decelles Place, both of Montreal, and Robert Lefcort, 250 Kensington Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products composed, in whole or in part, of wood, metal, rubber, textiles, plastics and raw materials and synthetic materials of all kinds, under the name of "International Impex Ltd.", with a total capital of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4296-64

J. C. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Northcote, Rosemère, Basil Danchyshyn, avocat, 6612, rue Des Érables, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « J. C. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8525, avenue Bloomfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4408-64

J. C. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Road, Rosemère, Basil Danchyshyn, advocate, 6612 Des Érables Street, Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "J. C. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8525 Bloomfield Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4408-64

Jacques-Cartier Center Mart Ltd.
Le Centre Mart Jacques-Cartier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: René Chapleau, administrateur, 50, Place Crémazie, suite 1406, Guy Charpentier, homme d'affaires, 5825, De Lorimier, tous deux de Montréal, et Dominique Niro, homme d'affaires, 588, rue Champagne, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Jacques-Cartier Center Mart Ltd.
Le Centre Mart Jacques-Cartier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Chapleau, administrator, 50 Place Crémazie, suite 1406, Guy Charpentier, businessman, 5825 De Lorimier, both of Montreal, and Dominique Niro, businessman, 588 Champagne St., Jacques-Cartier, for the following purposes:

Exploiter un magasin général, sous le nom de « Jacques-Cartier Center Mart Ltd. — Le Centre Mart Jacques-Cartier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1426, chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2417-64

To operate a general store, under the name of "Jacques-Cartier Center Mart Ltd. — Le Centre Mart Jacques-Cartier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1426 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2417-64

Les Jardins Castelneau inc.
Castelneau Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: René Chapleau, administrateur, 50, Place Crémazie, suite 1406, Montréal, Gilles Pépin, courtier d'assurances, 9315, Basile-Routhier, Montréal, et André Dénommée, assureur, 1675, Prieur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Jardins Castelneau inc. — Castelneau Gardens Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Place Crémazie, suite 1406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4210-64

Les Jardins Castelneau inc.
Castelneau Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Chapleau, executive, 50 Crémazie Place, suite 1406, Montreal, Gilles Pépin, insurance broker, 9315 Basile-Routhier, Montreal, and André Dénommée, insurance agent, 1675 Prieur, Montreal, for the following purposes.

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Jardins Castelneau inc. — Castelneau Gardens Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 50 Crémazie Place, suite 1406, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4210-64

Kaybert Construction Limited
Kaybert construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Richard Drouin, 1780, Gignac, Sillery, Roger Garneau, 35, Laporte, Québec, et Jean-Claude Royer, 522, Victoria, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Kaybert Construction Limited — Kaybert construction limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4407-64

Kaybert Construction Limited
Kaybert construction limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Drouin, 1780 Gignac, Sillery, Roger Garneau, 35 Laporte, Quebec, and Jean-Claude Royer, 522 Victoria, Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Kaybert Construction Limited — Kaybert construction limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Carleton, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4407-64

Raymond Labelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1964, constituant en

Raymond Labelle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond

corporation: Raymond Labelle, courtier d'assurances, Marthe Piau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Labelle, tous deux de 750, Parent, et J.-Guy Brissette, notaire, 745, Parent, tous trois de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Raymond Labelle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2040, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2929-64

Labelle, insurance broker, Marthe Piau, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Labelle, both of 750 Parent, and J.-Guy Brissette, notary, 745 Parent, all three of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Raymond Labelle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 2040 Rosemont Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2929-64

Laboratoire Richelieu, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: André Rancourt, comptable, 700, rue des Érables, Dolbeau, Gertrude Guy, commis, fille majeure, 136, boulevard Walberg, Dolbeau, et Marcel Hudon, voyageur de commerce, rue Principale, Albanel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Laboratoire Richelieu, inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4131-64

Laboratoire Richelieu, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Rancourt, accountant, 700 des Érables Street, Dolbeau, Gertrude Guy, clerk, fille majeure, 136 Walberg Boulevard, Dolbeau, and Marcel Hudon, travelling salesman, Main Street, Albanel, for the following purposes:

To carry on a business of medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Laboratoire Richelieu, inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4131-64

Lansdowne Dental Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Melvin Rothman, 638, avenue Roslyn, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, et Alan Golden, 4870, Jean-Brillant, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Lansdowne Dental Building Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4344-64

Lansdowne Dental Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Rothman, 638 Roslyn Avenue, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wesford Crescent, Hampstead, and Alan Golden, 4870 Jean-Brillant, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lansdowne Dental Building Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4344-64

Lecompte Excavation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Lecompte Excavation inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Bernard J. Woloshen, Jacques Chassé, tous deux avocats, et Roger Baker, étudiant, tous trois de 1155, Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et préparer des emplacements pour barrages, ponts, usines, fabriques et constructions de toutes sortes, sous le nom de « Lecompte Excavation Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9664, rue Faucher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4235-64

bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard J. Woloshen, Jacques Chassé, both advocates, and Roger Baker, student, all three of 1155 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To direct and prepare emplacements for dams, bridges, plants, mills and constructions of all kinds, under the name of "Lecompte Excavation Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9664 Faucher St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4235-64

Letiec & Roger sports incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Roger, comptable, 159A, Bernatchez, Yvon Letiec, gérant, 346, Proulx, tous deux de Québec-Ouest, et Nicole Hudon, secrétaire, 210, Berri, Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport et leurs accessoires, sous le nom de « Letiec & Roger sports incorporée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 346, rue Proulx, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4269-64

Letiec & Roger sports incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Roger, accountant, 159A Bernatchez, Yvon Letiec, manager, 346 Proulx, both of Quebec-West, and Nicole Hudon, secretary, 210 Berri, Hull, for the following purposes:

To carry on business dealing in sports equipment and their accessories, under the name of "Letiec & Roger sports incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 346 Proulx, St., Quebec-West, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4269-64

Loisirs du Mont Saint-Antoine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1964, constituant en en corporation sans capital-actions: Pierre Thomas, Victor Melançon et Armand Poupart fils, avocats, de 60, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs du Mont Saint-Antoine inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4003-64

Loisirs du Mont Saint-Antoine inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Thomas, Victor Melançon et Armand Poupart, junior, advocate, of 60, St. James St., West, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a recreation center, under the name of "Loisirs du Mont Saint-Antoine inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will re at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4003-64

Les Loisirs St-Isidore

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Les Loisirs St-Isidore

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Doyon, rentier, Roger Primeau, restaurateur, et Jean-Louis St-Marseille, électricien, tous trois de St-Isidore, comté de Laprairie, pour les objets suivants:

Organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs St-Isidore ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Isidore, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4044-64

bearing date the 1st day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gustave Doyon, annuitant, Roger Primeau, restaurateur, and Jean-Louis St-Marseille, electrician, all three of St-Isidore, county of Laprairie, for the following purposes:

The organization of recreational centers, under the name of "Les Loisirs St-Isidore".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Isidore, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4044-64

Roger Loyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Roger Loyer, constructeur, 8605, rue St-Denis, Montréal, Robert Rochon, industriel, 64, chemin Merton, Hampstead, et Jean Duchesne, avocat, Mont-St-Grégoire, comté d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Roger Loyer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8605, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4322-64

Roger Loyer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Loyer, builder, 8605 St. Denis St., Montreal, Robert Rochon, industrialist, 64 Merton Road, Hampstead, and Jean Duchesne, advocate, Mont-St-Grégoire, county of Iberville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Roger Loyer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8605 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4322-64

Madelein, Lauzon, Gauthier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Pierre Durand, 5823, McLynn, Montréal, Denis Durocher, 389, Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, et Michel Dagenais, 800, Bord du Lac, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Madelein, Lauzon, Gauthier inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407, boulevard Labelle, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3752-64

Madelein, Lauzon, Gauthier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Durand, 5823 McLynn, Montreal, Denis Durocher, 389 Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, and Michel Dagenais, 800 Bord du Lac, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Madelein, Lauzon, Gauthier inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 407 Labelle Blvd., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3752-64

Madison Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Madison Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5500, avenue Rosedale, app. 3, Côte-St-Luc, et June Sullivan, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Madison Development Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4392, avenue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4259-64

bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Martin Aaron Aster, law-student, 5500 Rosedale Avenue, Apt. 3, Côte-St-Luc, and June Sullivan, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Madison Development Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4392 Madison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4259-64

Madison Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5500 avenue Rosedale, app. 3, Côte-St-Luc, et June Sullivan, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Madison Realty Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4392, avenue Madison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4260-64

Madison Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Martin Aaron Aster, law-student, 5500 Rosedale Avenue, Apt. 3, Côte-St-Luc, and June Sullivan, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Madison Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4392 Madison Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4260-64

La Maison familiale du diocèse de St-Jean de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Brisson, avocat, 320, rue St-Georges, La Prairie, Gervaise Brisson, avocat, 320, rue St-Georges, La Prairie, et Richard Sarrasin, travailleur social professionnel, 392, rue Lévis, St-Jean, pour les objets suivants:

Travailler à la protection de la femme, sous le nom de « La Maison familiale du diocèse de St-Jean de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

La Maison familiale du diocèse de St-Jean de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Julien Brisson, advocate, 320 St-Georges, La Prairie, Gervaise Brisson, advocate, 320 St-Georges St., La Prairie, and Richard Sarrasin, professional social worker, 392 Lévis St., St-John's, for the following purposes:

To work for the protection of women, under the name of "La Maison familiale du diocèse de St-Jean de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3517-64

The head office of the corporation will be at St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3517-64

Eug. Malo construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Eugène Malo, industriel, 261, Poudrette, St-Hilaire-sur-Richelieu, Louis Legault, administrateur, 507, Delmar, Pointe-Claire, et Guy Préfontaine, administrateur, 74, Lalonde, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme excavateurs, constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Eug. Malo construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 261, rue Poudrette, St-Hilaire-sur-Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4321-64

Eug. Malo construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugène Malo, industrialist, 261 Poudrette, St-Hilaire-sur-Richelieu, Louis Legault, administrator, 507 Delmar, Pointe-Claire, and Guy Préfontaine, administrator, 74 Lalonde, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as excavators, builders and general building contractors, under the name of "Eug. Malo construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 261 Poudrette St., St-Hilaire-sur-Richelieu, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4321-64

Claude Marcoux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Claude Marcoux, directeur de funérailles, Yolande Paquet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Marcoux, tous deux de 96, de la Fabrique, St-Romuald-d'Etchemin, et Charles A. Roberge, notaire, 1140, avenue Royale, Villeneuve, pour les objets suivants:

Posséder et diriger des salons mortuaires, sous le nom de « Claude Marcoux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4316-64

Claude Marcoux ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Marcoux, funeral director, Yolande Paquet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Marcoux, both of 96 de la Fabrique, St-Romuald-d'Etchemin, and Charles A. Roberge, notary, 1140 Royale Ave., Villeneuve, for the following purposes:

To own and direct funeral parlors, under the name of "Claude Marcoux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common chares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4316-64

Mark Two Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Lawrence G. Small, agent d'immeubles, Bryna Ann Ross, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lawrence G. Small, tous deux de 5752, Wentworth, Côte-St-Luc, Jerry Jacobson, agent d'immeubles, et Hilda Simon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jerry

Mark Two Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence G. Small, real estate agent, Bryna Ann Ross, housewife, wife separate as to property of the said Lawrence G. Small, both of 5752 Wentworth, Côte-St-Luc, Jerry Jacobson, real estate agent, and Hilda Simon, housewife, wife separate as to property of the said Jerry

Jacobson, ces deux derniers de 4871, de la Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Mark Two Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5950, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4290-64

Jacobson, the latter two of 4871 de la Peltrie, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Mark Two Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5950 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4290-64

Marlap Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, Horace Friedman, 7497, chemin Brier, et Wolfe Friedman, 5750, avenue Smart, tous trois avocats, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Marlap Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4153-64

Marlap Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Phillips, 5616 Palmer Avenue, Horace Friedman, 7497 Brier Road, and Wolfe Friedman, 5750 Smart Avenue, all three attorneys, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Marlap Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 class "A" shares of a par value of $10 each, 1,500 class "B" shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4153-64

Aurèle Marmen inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Aurèle Marmen, commerçant, Madeleine Marmen, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Mont-Joli, et Gérard A. Gendron, comptable, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles, sous le nom de « Aurèle Marmen inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4021-64

Aurèle Marmen inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aurèle Marmen, tradesman, Madeleine Marmen, secretary, fille majeure, both of Mont-Joli, and Gérard A. Gendron, accountant, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To operate a business dealing in fruits, vegetables and all kinds of foodstuffs, under the name of "Aurèle Marmen inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4021-64

Mega Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Maureen McCormack at Kay Krompiec, secrétaires, céli-

Mega Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, Maureen McCormack and Kay Krompiec, secretaries, spinsters, all three

bataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles, seulement dans un but de placements, sous le nom de « Mega Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,700 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110, rue McGill, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4228-64

of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate for the purpose of investment only, under the name of "Mega Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of the par value of $1 each, 36,700 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 110 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4228-64

Merceries Élégance ltée
Élégance Men's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Rolland Vaillancourt, 7701, Wilfrid-Pelletier, Anjou, René Bourdages, 1383, Mont-Royal, est, Montréal, Réal Gendron, 152, rue St-Alexandre, Longueuil, Raymond Lefebvre, 191, rue Grenier, Ste-Rose, Gilles Poupart, 292, chemin de la Bretagne, Pont-Viau, Florent Ste-Marie, 324, Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, et Denys Casavant, 5925, 44e avenue, Montréal, tous sept marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « Merceries Élégance ltée — Élégance Men's Wear Ltd. », avec un capital total de $225,000, divisé en 75 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,175 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4261-64

Merceries Élégance ltée
Élégance Men's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Vaillancourt, 7701 Wilfrid-Pelletier, Anjou, René Bourdages, 1383 Mount-Royal East, Montreal, Réal Gendron, 152 St-Alexandre St., Longueuil, Raymond Lefebvre, 191 Grenier St., Ste-Rose, Gilles Poupart, 292 de la Bretagne Road, Pont-Viau, Florent Ste-Marie, 324 Seigneurial, St-Bruno-de-Montarville, and Denys Casavant, 5925, 44th Ave., Montreal, all seven merchants, for the following purposes:

To carry on business dealing in men's wear, under the name of "Merceries Élégance ltée — Élégance Men's Wear Ltd.", with a total capital stock of $225,000, divided into 75 common shares of a nominal value of $100 each and 2,175 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be a Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4261-64

Mercille Métro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gilles Mercille, épicier-boucher, 1685, Vimont, Henri Lavoie, comptable agréé, 4284, Boyce, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, Parc Lafontaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Mercille Métro inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5020, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4307-64

Mercille Métro inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Mercille, grocer-butcher, 1685 Vimont, Henri Lavoie, chartered accountant, 4284 Boyce, and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Mercille Métro inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5020 Ste-Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4307-64

Les Meubles Gérard Gauthier limitée
Gérard Gauthier Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gérard Gauthier, vendeur, Gisèle Camus, ménagère, épouse dudit Gérard Gauthier, tous deux de 1661, Church, et Francesco Pagliarulo, journalier, 6450, Beaulieu, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Meubles Gérard Gauthier limitée — Gérard Gauthier Furniture Limited », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2764, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4089-64

Les Meubles Gérard Gauthier limitée
Gérard Gauthier Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Gauthier, salesman, Gisèle Camus, housewife, wife of the said Gérard Gauthier, both of 1661 Church, and Francesco Pagliarulo, day-labourer, 6450 Beaulieu, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Meubles Gérard Gauthier limitée — Gérard Gauthier Furniture Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 2764 Notre-Dame St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4089-64

Norman Modlin Industries, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 6191, chemin côte-St-Luc, Hampstead, Edmund Foran, administrateur, 5055, chemin côte-St-Luc, Hampstead, et George D. Clarke, administrateur, 1340, chemin Regent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de nouveautés en plastique, plastiques, spécialités publicitaires, articles de primes en plastique et nouveautés, sous le nom de « Norman Modlin Industries, Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 200 actions privilégiées, avec droit de vote, catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie « B », sans droit de vote d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 185, avenue Fairmount, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4335-64

Norman Modlin Industries, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 6191 côte St-Luc Road, Hampstead, Edmund Foran, executive, 5055 côte St-Luc Road, Hampstead, and George D. Clarke, executive, 1340 Regent Road, Montreal, for the following purposes:

To deal in and with all kinds of plastic novelties, plastics, advertising specialties, plastic premium articles and novelties, under the name of "Norman Modlin Industries, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 200 voting class "A" preferred shares of the par value of $100 each and 1,000 non-voting class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 185 Fairmount Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4335-64

Montbec Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Errol Klock McDougall, C.R., William Tinling Stewart, C.R., Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle et Frederick William Benn, tous les cinq avocats, 507, place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Montbec Company Limited », avec un capital-actions divisé en 1,000

Montbec Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Errol Klock McDougall, Q.C., William Tinling Stewart, Q.C., Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle and Frederick William Benn, all five advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Montbec Company Limited", with a capital stock divided into 1,000

actions ordinaires sans valeur au pair et 45,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4147-64

common shares of no par value and 45,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4147-64

Montreal Cartage System Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Joseph Roy Hoffman, C.R., 4918, avenue Mayfair, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de transport et de camionnage, sous le nom de « Montreal Cartage System Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4384-64

Montreal Cartage System Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Joseph Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a trucking and cartage business, under the name of "Montreal Cartage System Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4384-64

Montreal Human Hair Center Inc.
Centre du cheveu humain de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Harold P. Toulch, avocat, 360, rue St-Jacques, ouest, chambre 1515, Montréal, Thelma Stevenson, 195, 6e avenue, St-Eustache, et Karen Sinclair, 3865, boulevard Cavendish, app. 14, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de perruques, postiches et cheveux naturels ou synthétiques de toutes sortes, sous le nom de « Montreal Human Hair Center Inc.— Centre du cheveu humain de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4302-64

Montreal Human Hair Center Inc.
Centre du cheveu humain de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold P. Toulch, advocate, 360 St. James St. West, room 1515, Montreal, Thelma Stevenson, 195, 6th Ave., St-Eustache, and Karen Sinclair, 3865 Cavendish Blvd., Apt. 14, Montreal, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business dealing in wigs, hair pieces and natural or synthetic hair of all kinds, under the name of "Montreal Human Hair Center Inc.— Centre du cheveu humain de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4302-64

Moore Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Donald Kujan, 8060, avenue de la Seine, Anjou, Raymond A. Cartwright, 71, chemin Devon, Baie d'Urfé, tous deux avocats, et Lana Switzer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4665, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Moore Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Kujan, 8060 Seine Avenue, Anjou, Raymond A. Cartwright, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, both advocates, and Lana Switzer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 4665 Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'aéroplanes, biplanes, machines, appareils volants, hydroplanes et aéronefs, sous le nom de « Moore Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune 200 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et 790 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 415, chemin de Côte Vertu, app. 40-D, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4250-64

To deal in aeroplanes, biplanes, machines, flying apparatus, hydroplanes and aircraft, under the name of "Moore Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100 000, divided into 100 common shares of $10 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 790 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 415 côte Vertu Road, Apt. 40-D, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4250-64

Mont St-Jude inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, 409, rue Vauquelin, Beloeil, Jean-Thomas Vien, avocat, 3445, côte des Neiges, app. 432, Christine Diamond, secrétaire, célibataire, 224, boulevard St-Joseph, est, app. 11, Pierrette Boyer, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Boyer, 65, boulevard Dorchester, est, Rolande Chaussé, secrétaire, épouse séparée de biens de Fernand Turcotte, 5090, rue Mont-Sabré, tous quatre de Montréal, Micheline Lalande, réceptionniste, épouse séparée de biens de H.-Guy Leduc, 8162, boulevard Viau, St-Léonard, et Jean-Pierre Hardy, notaire, 194, rue Montenach, Longueuil, pour les objets suivants:

Maintenir et diriger un foyer d'hébergement ou maison de soins de garde pour personnes agées ou adultes, sous le nom de « Mont St-Jude inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 9,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chemin Fraser, Hull-Sud, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 5457-63

Mont St-Jude inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Lemieux, advocate, 409 Vauquelin, Beloeil, Jean-Thomas Vien, advocate, 3445, Côte des Neiges, Apt. 432, Christine Diamond, secretary, fille majeure, 224 St-Joseph Blvd., East, Apt. 11, Pierrette Boyer, secretary, wife separate as to property of Pierre Boyer, 65 Dorchester Blvd., East, Rolande Chaussé, secretary, wife separate as to property of Fernand Turcotte, 5090 Mont-Sabré St., all four of Montreal, Micheline Lalande, receptionist, wife separate as to property of H.-Guy Leduc, 8162 Viau Blvd., St-Léonard, and Jean-Pierre Hardy, notary, 194 Montenach, Longueuil, for the following purposes:

To maintain and direct a home for the care of aged persons or adults, under the name of "Mont St-Jude inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 9,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Fraser road, Hull-South, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 5457-63

Montreal North Plumbing Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Marcel Landry, Montée Prévert, Beloeil, François Payette, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, et Jacques L. Auger, 2830, boulevard Rosemont, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quincaillerie, sous le nom de « Montreal North Plumbing Supplies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4695, boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4380-64

Montreal North Plumbing Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, Montée Prévert, Beloeil, François Payette, 9029 Gouin Blvd. West, Saraguay, and Jacques L. Auger, 2830 Rosemount Blvd., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware, under the name of "Montreal North Plumbing Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4695 Henri-Bourassa Blvd., Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4380-64

Nettoyeur Unic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Bertrand Cyr, commerçant, 2494, Petit Village, Giffard, Marie-Anne Catellier et Marie-Antoinette Catellier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 238, des Oblats, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Nettoyeur Unic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4332-64

Nettoyeur Unic inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bertrand Cyr, tradesman, 2494, Petit Village, Giffard, Marie-Anne Catellier and Marie-Antoinette Catellier, the latter two secretaries, filles majeures, of 238 des Oblats, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "Nettoyeur Unic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Giffard, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4332-64

Noik Bros. Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, 513, avenue Grosvenor, Westmount, Harold S. Freeman, avocat, 4578, avenue Wilson, Montréal, Irwin B. Cohen, avocat, 5617, avenue Randall, Montréal, et Ethel Bennett, secrétaire, fille majeure, 5962, avenue Westbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Noik Bros. Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4207-64

Noik Bros. Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John J. Wasserman, advocate, 513 Grosvenor Avenue, Westmount, Harold S. Freeman, advocate, 4578 Wilson Avenue, Montreal, Irwin B. Cohen, advocate, 5617 Randall Avenue, Montreal, and Ethel Bennett, secretary, spinster of the full age of majority, 5962 Westbury Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Noik Bros. Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4207-64

Océan service ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Roland Chotard, Michel Conan, commerçants, de 5420, Beaubien, Montréal, et William Keller, commerçant, 3541, Aylmer, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Océan service ltée », avec un capital total de

Océan service ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Chotard, Michel Conan, tradesmen, of 5420 Beaubien St., Montreal, and William Keller, tradesman, 3541 Aylmer, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in products, articles and merchandise made in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products; drygoods, food products, animals, minerals, previous stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the land, sea and forests, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Océan service ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into

$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4357-64

4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4357-64

Olympic Gardens Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, 513, avenue Grosvenor, Westmount, Harold S. Freeman, avocat, 4578, avenue Wilson, Montréal, et Ethel Bennett, secrétaire, fille majeure, 5962, avenue Westbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Olympic Gardens Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4270-64

Olympic Gardens Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John J. Wasserman, advocate, 513 Grosvenor Avenue, Westmount, Harold S. Freeman, advocate, 4578 Wilson Avenue, Montreal, and Ethel Bennett, secretary, spinster of the full age of majority, 5962 Westbury Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Olympic Gardens Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4270-64

Paragon Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en Loi de la reine, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 4815, chemin de la Reine-Marie, Montréal, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Paragon Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune 1,000 actions privilégiées, première catégorie, de $10 chacune et 290 actions privilégiées, deuxième catégorie de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4312-64

Paragon Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate and Queen's Counsel, 4815 Queen Mary Road, Montreal, and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Paragon Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 first preferred shares of $10 each and 290 second preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4312-64

Peak Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, C.R., 134, Finchley, tous deux

Peak Electronics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, Q.C., 134 Finchley, both advocates, of Hampstead,

avocats, de Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toues sortes de pièces, acessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et dispositifs, sous le nom de « Peak Electronics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4209-64

and Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Peak Electronics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Monreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4209-64

Peintures Unitex inc.
Unitex Paints Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Maurice D. Godbout, avocat, 16, Cambrai, Outremont, Jeanne Valentine, secrétaire, fille majeure, 2361, Madison, app. 18, Montréal, et Jacqueline Leclair, secrétaire, fille majeure, 1, chemin Ellerdale, app. 5, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peinture, sous le nom de « Peintures Unitex inc.— Unitex Paints Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4143-64

Peintures Unitex inc.
Unitex Paints Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice D. Godbout, advocate, 16 Cambrai, Outremont, Jeanne Valentine, secretary, filie majeure, 2361 Madison, Apt. 18, Montreal, and Jacqueline Leclair, secretary, fille majeure, 1 Ellerdale Road, Apt. 5, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business dealing in paint, under the name of "Peintures Unitex inc. — Unitex Paints Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 2,000 preferred class "A" shares of $10 each and 10,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4143-64

Perriwick Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, Montréal, Mark Edmund Gordon, 36, Roxborough, Westmount, et Irving Shapiro, 4750, Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchnadises, articles, effets et produits, en général, sous le nom de « Perriwick Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1239, avenue Greene, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4106-64

Perriwick Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris J. Berbrier, 4851 Fulton, Montreal, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough, Westmount, and Irving Shapiro, 4750 Plamondon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares, merchandise and products generally, under the name of "Perriwick Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1239 Greene Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4106-64

Placements du Parc inc.
Du Parc Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: R.-Guy Masse, officier de douanes, 7295, Marquette, Montréal, Joseph Lavoie, gérant de crédit, 6650, 24e avenue, Montréal, Frank Heger, comptable agréé, 6750, 12e avenue, Montréal, et Michel Guérin, comptable agréé, 808, boulevard St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements du Parc inc. — Du Parc Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1231, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4015-64

Placements du Parc inc.
Du Parc Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: R.-Guy Masse, custom officer, 7295 Marquette, Montreal, Joseph Lavoie, credit manager, 6650, 24th Avenue, Frank Heger, chartered accountant, 6750, 12th Avenue, Montreal, and Michel Guérin, chartered accountant, 808 St-Joseph Blvd., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Placements du Parc inc. — Du Parc Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1231 Notre-Dame St., Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4015-64

Les Placements Lumarc ltée
Lumarc Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Marcel Bélanger, 416, Vivian, Mont-Royal, Raymond Pagé, 1705, Lépine, St-Laurent, et Paul Mailloux, 3260, Monsabré, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Lumarc ltée — Lumarc Investments Ltd. », avec un capital total de $625,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 623,900 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4194-64

Les Placements Lumarc ltée
Lumarc Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Bélanger, 416 Vivian, Mont-Royal, Raymond Pagé, 1705 Lepine, St-Laurent, and Paul Mailloux, 3260 Monsabré, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Lumarc ltée — Lumarc Investments Ltd.", with a total capital stock of $625,000, divided into 100 common shares of $1 each, 623,900 preferred class "A" shares of $1 each and into 1,000 preferred shares class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4194-64

Les Placements Sarr inc.
Sarr Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, 3044, chemin St-Sulpice, Montréal, Bertrand Lacombe, 3620, avenue Ridgewood, Montréal, et Jacques Loranger, 235, Kensington, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de « holding », sous le nom de « Les Placements Sarr inc. — Sarr Investments Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 400 actions privilégiées de premier rang d'une valeur nominale de $10 chacune et en

Les Placements Sarr inc.
Sarr Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, 3044 St-Sulpice Rd., Montreal, Bertrand Lacombe, 3620 Ridgewood Ave., Montreal, and Jacques Loranger, 235 Kensington, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment, administration and holding company, under the name of "Les Placements Sarr inc. — Sarr Investments Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 400 preferred first range shares of a nominal value of $10 each and

9,500 actions privilégiées de second rang d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4356-64

into 9,500 preferred second range shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4356-64

Plateau Aluminium Renovation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Claude Béland, 2870, Glencoe, Montréal, Jean Badeaux, 197, Dufferin, Hampstead, et Louis-A. Toupin, 352, Meloche, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Plateau Aluminium Renovation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4276-64

Plateau Aluminium Renovation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, 2870 Glencoe, Montreal, Jean Badeaux, 197 Dufferin, Hampstead, and Louis-A. Toupin, 352 Meloche, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Plateau Aluminium Renovation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $5 each and into 4,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4276-64

Plomberie Farineau inc.
Farineau Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jacques Viau, avocat, 334, 43e avenue, Lachine, Pierre Viau, avocat, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, et Renée Auger, secrétaire, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Farineau inc. — Farineau Plumbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4169-64

Plomberie Farineau inc.
Farineau Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Viau, advocate, 334, 43rd Ave., Lachine, Pierre Viau, advocate, 11370 Bruxelles, Montreal-North, and Renée Auger, secretary, 534 Trudeau, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Farineau inc. — Farineau Plumbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4169-64

L. Poirier transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Louis Poirier, camionneur, 219, boulevard Boveri, St-Jean, Maurice Papineau, journalier, 44*a*, 4e avenue, Iberville, et Henri Lapalme, plombier, 271, Talon, St-Jean, pour les objets suivants:

L. Poirier transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Poirier, trucker, 219 Boveri Blvd., St. John, Maurice Papineau, day-labourer, 44*a*, 4th Ave., Iberville, and Henri Lapalme, plumber, 271 Talon, St. John, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « L. Poirier transport inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 219, boulevard Boveri, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3983-64

To carry on business as a transport company, under the name of "L. Poirier transport inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 219 Boveri Blvd., St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3983-64

Les Produits Fanco inc.
Fanco Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 144, chemin Finchley, Hampstead, et Linda Tatner, secrétaire, épouse séparée de biens de Bert Gould, 4780, avenue Vézina, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cuir, textile, plastique ou autres matières premières, sous le nom de « Les Produits Fanco inc.— Fanco Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4229-64

Les Produits Fanco inc.
Fanco Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, advocate, 144 Finchley Road, Hampstead, and Linda Tatner, secretary, wife separate as to property of Bert Gould, 4780 Vézina Avenue, Apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To deal in leather, textiles, plactics or other raw materials, under the name of "Les Produits Fanco inc.— Fanco Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4229-64

Provisions Le Gardeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Paul Mailloux, avocat, 3260, Monsabré, Montréal, Raymond Pagé, avocat, 1705, Lépine, St-Laurent, et Pierre Pinard, avocat, 2747, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Provisions Le Gardeur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4130-64

Provisions Le Gardeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Mailloux, advocate, 3260 Monsabré, Montreal, Raymond Pagé, advocate, 1705 Lépine, St-Laurent, and Pierre Pinard, advocate, 2747 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products of all kinds, under the name of "Provisions Le Gardeur inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 10,000 common shares of $1 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4130-64

Pierre Quoibion ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporaion: Gilles Hébert, avocat, 22, Barcelone, Candiac, Pierre Viau, avocat, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, et Renée Auger, secré-

Pierre Quoibion ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Hébert, advocate, 22 Barcelone, Candiac, Pierre Viau, advocate, 11370 Bruxelle, Montreal-North, and Renée Auger, secretary, 534 Trudeau, LaSalle,

taire, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Pierre Quoibion ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $10 chacune et en 675 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8 boulevard Montcalm, Candiac, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4170-64

for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Pierre Quoibion ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $10 each and 675 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8 Montcalm Blvd., Candiac, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4170-64

R. F. Electronic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: J.-René Paiement, 112, 9e rue, Roxboro, Tadeusz Konbrat, 2040, Notre-Dame, Montréal, Louis-Philippe Larivière, 3209, De Serigny, Montréal, tous trois avocats, et Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 556, Notre-Dame, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires et appareils électriques ou électroniques, sous le nom de « R. F. Electronic Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 2,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1724, rue Prieur, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4105-64

R. F. Electronic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, 112, 9th St., Roxboro, Tadeusz Konbrat, 2040 Notre-Dame, Montreal, Louis-Philippe Larivière, 3209 De Serigny, Montreal, all three advocates, and Louise Tremblay, secretary, fille majeure, 556 Notre-Dame, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business dealing in electrical or electronic accessories and apparatus, under the name of "R. F. Electronic Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 2,500 preferred class "A" shares of $10 each and 2,500 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1724 Prieur St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4105-64

Saul Randolph Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Asher Kahn, avocat, 489, chemin Dufferin, Hampstead, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, fille majeure, 2199, avenue Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et genres que ce soit, sous le nom de « Saul Randolph Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4206-64

Saul Randolph Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Asher Kahn, advocate, 489 Dufferin Road, Hampstead, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, and Claire Culhane, secretary, spinster of the full age of majority, 2199 Harvard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever, under the name of "Saul Randolph Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4206-64

The Reading Institute (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The Reading Institute (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, Montréal, Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Ravachol, 3590, rue Dézéry, Montréal, et Mortimer Joseph Constantine, avocat, 3455, rue Shuter, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant à enseigner la lecture rapide et compréhensive dans toutes ses branches, sous le nom de « The Reading Institute (Canada) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4018-64

bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Montreal, Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3590 Dézéry Street, Montreal, and Mortimer Joseph Constantine, advocate, 3455 Shuter Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business in all of its branches of the teaching of rapid and comprehensive reading, under the name of "The Reading Institute (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4018-64

Restaurant Méditerranée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Jimmy Kordonis, restaurateur, 6520, avenue Coolbrook, William I. Miller, avocat, 10, rue St-Jacques ouest, et Ben Glassman, étudiant, 10, rue St-Jacques ouest, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Méditerranée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4242-64

Restaurant Méditerranée inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jimmy Kordonis, restaurateur, 6520 Coolbrook Avenue, William I. Miller, advocate, 10 St. James Street West, and Ben Glassman, student, 10 St. James Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Méditerranée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4242-64

Ritel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: J.-Armand Turmel, courtier en immeubles, Roger Turmel, vendeur, tous deux de 1429, route de l'Aéroport, L'Ancienne-Lorette, Adrien Dion, 811, Monk, et Gilles Thériault, 129, 18e Rue, ces deux derniers vendeurs, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ritel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, rue de l'Espinay, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4372-64

Ritel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Armand Turmel, real estate broker, Roger Turmel, salesman, both of 1429, Airport Road, L'Ancienne-Lorette, Adrien Dion, 811 Monk, and Gilles Thériault, 129, 18th St., the latter two salesmen of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Ritel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 50 de l'Espinay St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4372-64

Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montréal, Claude E. Leduc, 1697, boulevard Graham, Mont Royal, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, Montréal, et Jean Lefrançois, 191 avenue Maplewood, Outremont, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en filtration, sous le nom de « Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4318-64

Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor Province of Quebec, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, Claude E. Leduc, 1697 Graham Boulevard, Mount Royal, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, Montreal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood Avenue, Outremont, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of filtration contractors, under the name of "Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, jduicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4318-64

Les Rois du boeuf inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Guy Angers, secrétaire, 525, boulevard Francoeur, app. 10, Alma, Michèle Simard, 410, rue Scott, est, Alma, et Viviane McCarrick, 463, rue Bourrassa, Alma, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers, sous le nom de « Les Rois du boeuf inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4331-64

Les Rois du boeuf inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Angers, secretary, 525 Francoeur Blvd., Apt. 10, Alma, Michèle Simard, 410 Scott St., East, Alma, and Viviane McCarrick, 463 Bourrassa, Alma, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as butchers, under the name of "Les Rois du boeuf inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4331-64

Roxboro Lions Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Lewis H. Chow, administrateur des contrats, 4976, rue Dollard, Pierrefonds, Eric A. Engstrom, surintendant, 7, 16e rue, Roxboro, C.-H. McAlister, comptable agréé, trésorier, 47, 16e rue, Roxboro, et R. Froud, gérant, service du personnel, 58, 17e avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Grouper les membres par les liens de l'amitié, de la camaraderie et de l'entente mutuelle, sous le nom de « Roxboro Lions Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Roxboro Lions Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lewis H. Chow, contract administrator, 4976 Dollard Street, Pierrefonds, Eric A. Engstrom, superintendent, 7, 16th Street, Roxboro, C.-H. McAlister, chartered accountant treasurer, 47, 16th Street, Roxboro, and R. Froud, manager, personnel services, 58, 17th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To unite the members in the bonds of friendship, good fellowship and mutual understanding, under the name of "Roxboro Lions Club".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Roxboro, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 2141-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 2141-64

Fred Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Fred Roy, industriel, 445, Notre-Dame, Paul-André Duquette, mécanicien en tuyauterie, 435, Notre-Dame, et René Roy, mécanicien en tuyauterie, 1816, St-Jean-Baptiste, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Fred Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social ed la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4162-64

Fred Roy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fred Roy, industrialist, 445 Notre-Dame, Paul-André Duquette, pipe factory mechanic, 435 Notre-Dame St., and René Roy, pipe factory mechanic, 1816 St-Jean-Baptiste, all three of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Fred Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4162-64

Noël St-Louis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Guy LeBrun, avocat, 13, rue Pépin, Bertrand Lamothe, avocat, 805, rue Monseigneur-Roy, et Denise Corbin, secrétaire, fille majeure, 239, chemin du Passage, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Noël St-Louis inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4037-64

Noël St-Louis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy LeBrun, advocate, 13 Pépin St., Bertrand Lamothe, advocate, 805 Monseigneur-Roy St., and Denise Corbin, secretary, fille majeure, 239 du Passage Road, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Noël St-Louis inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4037-64

Salaison Herpak ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1964, constituant en corporation: George Herscovici, gérant, Sandra Brookman, ménagère, épouse séparée de biens dudit George Herscovici, tous deux de 7523, chemin Bailey, Côte-St-Luc, et Hershie Frankel, avocat, 6297, avenue McLynn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, sous le nom de « Salaison Herpak ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Salaison Herpak ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor Province of Quebec, incorporating: George Herscovici, manager, Sandra Brookman, housewife, wife separate as to property of the said George Herscovici, both of 7523 Bailey Road, Côte-St-Luc, and Hershie Frankel, advocate, 6297 McLynn Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of alimentary products, under the name of "Salaison Herpak ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4126-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4126-64

Satellite Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, avocat, 5525, avenue Westbourne, Montréal, et Susan Wiseman, secrétaire, 6705, chemin Merton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Satellite Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé à 500 actions ordinaire de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4252-64

Satellite Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kinstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Dionysia Zerbisias, advocate, 5525 Westbourne Avenue, Montreal, and Susan Wiseman, secretary, 6705 Merton Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Satellite Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4252-64

Schubert Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Montréal, Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, célibataire, 4650, rue Madison, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et de placements, sous le nom de « Schubert Enterprises Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4119-64

Schubert Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Montreal, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Yvonne Belanger, secretary, spinster, 4650 Madison Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Schubert Enterprises Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4119-64

Seven Up (Grand'Mère) ltée
Seven Up (Grand'Mère) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Gloirs Matteau, industriel, Ghislaine Pelletier, ménagère, épouse dudit Gloirs Matteau, tous deux de 440, 3e Avenue, et Viateur Branchaud, gérant, 711, 13e Avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme embouteilleurs d'eaux gazeuses et de liqueurs douces, sous le nom de « Seven Up (Grand'Mère) ltée — Seven Up

Seven Up (Grand'Mère) ltée
Seven Up (Grand'Mère) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gloirs Matteau, industrialist, Ghislaine Pelletier, housekeeper, wife of the said Gloirs Matteau, both of 440, 3rd Ave., and Viateur Branchaud, manager, 711, 13th Ave., all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as bottlers of sparkling waters and soft drinks, under the name of 'Seven Up (Grand'Mère) ltée — Seven Up

(Grand'Mère) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4247-64

(Grand'Mère) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, dividedinto 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4247-64

Sophia Restaurant (St. Eustache) Ltd'

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Leonard I. Sabloff, 3045, avenue Brighton, Montréal, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Chomedey, et Joseph Mendelson, 5622, avenue Jelicoe, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sophia Restaurant (St. Eustache) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4154-64

Sophia Restaurant (St. Eustache) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard I. Sabloff, 3045 Brighton Avenue, Montreal, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Chomedey, and Joseph Mendelson, 5622 Jelicoe Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Sophia Restaurant (St. Eustache) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4154-64

Stanbury Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Alexander John Campbell, conseil en Loi de la reine, 60 avenue Sunnyside, Westmount, Jean-Guy Riopel, 5850, place Decelles, Montréal, et John Richard Laffoley, 204, avenue Kindersley, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Stanbury Investments Limited », avec un capital total de $151,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4227-64

Stanbury Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexander John Campbell, Queen's Counsel, 60 Sunnyside Avenue, Westmount, Jean-Guy Riopel, 5850 Decelles Place, Montreal, and John Richard Laffoley, 204 Kindersley Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Stanbury Investments Limited", with a total capital stock of $151,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4227-64

Stanley Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, Conseil en loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115, rue Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Stanley Towers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant Street, Montreal, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Stanley Towers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5510, avenue Robinson, app. 101, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4196-64

To carry on the business of an investment company, under the name of "Stanley Towers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5510 Robinson Avenue, Apt. 101, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4196-64

Star Boxing Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1964, constituant en corporation sans capital-actions: S. Laurence Serchuk, marchand, 5408, avenue Coolbrooke, Montréal, Charles Starr, marchand, 405, rue Fraser, St-Laurent, et Roger Larivée, taxi operator, 0310, rue Bergevin, LaSalle, pour les objets suivants:

Stimuler, supporter, encourager, établir, assister l'art de la boxe, de la lutte, de la culture physique et de la gymnastique en général, et développer des moyens et programmes susceptibles de les améliorer, sous le nom de « Star Boxing Club Inc. ».

Le Montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4226-64

Star Boxing Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: S. Laurence Sherchuk, merchant, 5408 Coolbrooke Avenue, Montreal, Charles Starr, merchant, 405 Fraser Street, St-Laurent, and Roger Larivée, chauffeur, 0310 Bergevin Street, LaSalle, for the following purposes:

To promote, devise, sponsor, establish, assist and develop measures and programs calculated to advance the art of boxing, wrestling, physical culture and gymnastics generally, under the name of "Star Boxing Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4226-64

Tabson Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Albert Malouf, C.R., 1100 Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, Frigon, et Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises à la verge et de garnitures, sous le nom de « Tabson Textiles Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 411 avenue Kindersley, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4249-64

Tabson Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Q.C., 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, 11818 Frigon, and Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in dry goods and trimmings, under the name of "Tabson Textiles Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 411 Kindersley Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4249-64

Taxi Boivin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1964, consti-

Taxi Boivin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

tuant en corporation: Gaétan Pilotte, contremaître, 6, Roman, St-Jean, Jean-Paul Martin, fleuriste, 5595, Marie-Victorin, Brossard, et Alain Pilotte, propriétaire de taxis, 234, de Salaberry, St-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi Boivin inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 112, rue St-Jacques, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3764-64

Gaétan Pilotte, foreman, 6 Roman, St-John's, Jean-Paul Martin, florist, 5595 Marie-Victorin, Brossard, and Alain Pilotte, tali-owner, 234 de Salaberry, St-John's, for the following purposes:

To operate a taxicab station, under the name of "Taxi Boivin inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 112 St-Jacques St., St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3764-64

Le téléphone de Garthby inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Amathe Bois, rentier, Henri Vachon, rentier, et Jean-Marc Gagnon, comptable, tous trois de Garthby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de téléphonse, sous le nom de « Le téléphone de Garthby inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Garthby, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4090-64

Le téléphone de Garthby inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Amathe Bois, annuitant, Henri Vachon, annuitant, and Jean-Marc Gagnon, accountant, all three of Garthby, for the following purposes:

To carry on business as a telephone company, under the name of "Le téléphone de Garthby inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $40 each.

The head office of the company will be at Garthby, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4090-64

Téléphone Princeville ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15 mai 1964, constituant en corporation comme compagnie régie par ladite loi, sous le nouveau nom de « Téléphoné Princeville ltée », « La Compagnie de Téléphone de Stanfold », déjà constituée en corporation le ou vers le 16 juin 1913, en vertu de la Loi des compagnies de téléphone électrique, articles 6245 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et ce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de téléphone, avec un capital total de $200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $50 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2271-64 — 1238/16

Téléphone Princeville ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: as a company governed by the said act, under the new name of "Téléphone Princeville ltée", "La Compagnie de Téléphonse de Stanfold", already incorporated on or about June 16, 1913, under The Electric Telephone Companies Act, sections 6245 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and this, for the following purposes:

To carry on business as a telephone company with a total capital stock of $200,000, divided into 3,000 common shares of $50 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2271-64 — 1238/16

Tract Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 4300, avenue Western, Westmount, Nahum Gelber, 4115, Jean-

Tract Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 4300 Western Avenue, Westmount, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, and Robert

Brillant, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Tract Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5640, avenue Westminster nord, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4273-64

S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Tract Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 38,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5640 Westminster Avenue North, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4273-64

Traders Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, C.R., 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandise générale, sous le nom de « Traders Holdings Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4056-64

Traders Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in general merchandise, under the name of "Traders Holdings Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10 common shares of $100 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4056-64

Treco (1964)ltée
Treco (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1964, constituant en corporation: René Guay, homme d'affaires, Pointe-au-Pic, Fernand Sirois, comptable agréé, St-Nicolas, et Claude Rioux, avocat, 3072, avenue de la Promenade, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Treco (1964) ltée — Treco (1964) Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 35,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 15,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4184-64

Treco (1964)ltée
Treco (1964) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Guay, businessman, Pointe-au-Pic, Fernand Sirois, chartered accountant, St-Nicolas, and Claude Rioux, advocate, 3072 de la Promenade Ave., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builers and general building contractors, under the name of "Treco (1964) ltée — Treco (1964) Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 35,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 15,000 class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Romuald, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4184-64

Ernest Tremblay & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Ernest Tremblay & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Ernest Tremblay, mécanicien, Joseph Tremblay, vendeur, tous deux de Siscoe, et Patrick Tremblay, gérant, 747, 2e Avenue, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Ernest Tremblay & fils inc. », avec un acpital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Siscoe, comté d'Abitibi-Est, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4283-64

bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Tremblay, mechanic, Joseph Tremblay, salesman, both of Siscoe, and Patrick Tremblay, manager, 747, 2nd Ave., Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on the business which consists in furnishing the public with amusements, under the name of "Ernest Tremblay & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Siscoe, county of Abitibi-East, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4283-64

I. Tucker & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 5789, avenue Melling, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Brahm L. Campbell, 5500, avenue Snowdon, et Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525, Westbourne, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits fruitiers et de volaille, sous le nom de « I. Tucker & Son Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4306-64

I. Tucker & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 5789 Melling Avenue, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon Avenue, and Dionysia Zerbisias, fille majeure, 5525 Westbourne, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in fruit and poultry products, under the name of "I. Tucker & Son Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4306-64

Unicel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes, en date du 5e jour d'octobre 1964, constituant en corporation: Pierrette Jetté, standardiste, 9855, St-Denis, Pauline Gallant, secrétaire, 500 boulevard St-Joseph, est, toutes deux célibataires majeures, de Montréal, et Raymond Barakett, avocat, 8521, boulevard LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes, fenêtres et châssis, sous le nom de « Unicel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4361-64

Unicel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1964, have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Jetté, telephone operator, 9855 St. Denis, Pauline Gallant, secretary, 500 St. Joseph Blvd. East, both spinsters of the full age of majority, of Montreal, and Raymond Barakett, advocate, 8521 LaSalle Blvd., LaSalle, for the following purposes:

To carry on business dealing in doors, windows and frames, under the name of "Unicel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4361-64

Universal Claims Agency Limited
Agence de réclamation Universelle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Monique Dupuis, dactylo, 4704, rue Adam, Montréal, Ginette Murray, secrétaire, 2351, rue Bellechasse, Montréal, toutes deux filles majeures, et Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agence de réclamation d'assurance, sous le nom de « Universal Claims Agency Limited — Agence de réclamation Universelle limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 380 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4230-64

Universal Claims Agency Limited
Agence de réclamation Universelle limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monique Dupuis, typist, 4704 Adam St., Montreal, Ginette Murray, secretary, 2351 Bellechasse, Montreal, both filles majeures, and Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an insurance claims agency, under the name of "Universal Claims Agency Limited — Agence de réclamation Universelle limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 380 common shares of a nominal value of $100 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4230-64

Vanguard Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Clarence M. Vickers, musicien, 38, rue St-Louis, Robert Hamel, maître d'hôtel, 1945, Bergemont, et Kevin Lewis, garçon de table, 1050, St-Michel, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Vanguard Restaurant Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 56, Côte de la Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4292-64

Vanguard Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence M. Vickers, musician, 38 St-Louis Street, Robert Hamel, maître d'hôtel, 1945 Bergemont, and Kevin Lewis, waiter, 1050 St-Michel, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Vanguard Restaurant Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 56 Côte de la Montagne, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4292-64

Variscope Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1964, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, 292, Iroquois Drive, Montréal, Alvin B. Jacobs, 277, Kenaston, Mont Royal, Laizer Sirota, 1185, Rainbault, St-Laurent, tous trois avocats, Miriam Bernard, 3450, Durocher, Montréal, et Grace Elwell, 1122, boulevard Brown, Verdun, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Envelopper, empaqueter, ou emballer des marchandises, produits et articles de toutes sortes, sous le nom de « Variscope Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 305, boulevard Décarie, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Variscope Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, 292 Iroquois Drive, Montreal, Alvin B. Jacobs, 277 Kenaston, Mount Royal, Laizer Sirota, 1185 Rainbault, St-Laurent, all three advocates, Miriam Bernard, 3450 Durocher, Montreal, and Grace Elwell, 1122 Brown Boulevard, Verdun, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To envelop, package, or wrap goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Variscope Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 305 Décarie Boulevard, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 4082-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 4082-64

Weslon Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1964, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 3455, rue Aylmer, #6, Montréal, Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Ravachol, 3590, rue Dézéry, app. #15, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boulebard de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Weslon Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2255, rue St. Mathew, app. 105, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 3662-64

Weslon Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1964, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, attorney, 3455 Aylmer Street, #6, Montreal, Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3590 Dézéry Street, Apt. #15, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Weslon Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2255 St. Mathew Street, Apt. 105, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 3662-64

Letters patentes supplémentaires

Abattoir de Saint-Hilaire, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de septembre 1964, à la compagnie « Abattoir de Saint-Hilaire, limitée », 1° convertissant ses 3,900 actions privilégiées de $10 chacune en 3,900 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,900 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 16081-61 — 1238/72

Supplementary Letters Patent

Abattoir de Saint-Hilaire, limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Abattoir de Saint-Hilaire, limitée", 1. converting its 3,900 preferred shares of $10 each into 3,900 preferred class "A" shares of $10 each; 2. increasing its capital stockf rom $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 5,900 preferred shares class "A" of $10 each, and into 1,000 class "B" shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 16081-61 — 1238/72

Allied Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de septembre 1964, à la compagnie « Allied Accessories Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'octobre 1956, changeant son nom en celui de « Allied Fashions Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 13196-56 — 1238/99

Allied Fashions Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Allied Accessories Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of October, 1956, changing its name to that of "Allied Fashions Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 13196-56 — 1238/99

L'Association des Technologistes agricoles inc.
Agricultural Technologists' Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de septembre 1964, à la corporation « L'Association des Techniciens en industrie laitière incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 octobre 1955, changeant son nom en celui de « L'Association des Technologistes agricoles inc.— Agricultural Technologists' Association Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10569-55 — 1238/101

L'Association des Technologistes agricoles inc.
Agricultural Technologists' Association Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association des Techniciens en industrie laitière incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated October 21, 1955, changing its name into that of "L'Association des Technologistes agricoles inc.— Agricultural Technologists' Association Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10569-55 — 1238/101

Atchison Davis Hardware Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de septembre 1964, à la compagnie « Atchison Davis Hardware Limited », convertissant et subdivisant ses 1,495 actions ordinaires de $100 chacune et 14,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 10783-56 — 1239/139

Atchison Davis Hardware Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Atchison Davis Hardware Limited", converting and subdividing its 1,495 common shares of $100 each into 14,950 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 10783-56 — 1239/139

J. E. Audet Soudure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de septembre 1964, à la compagnie « J. E. Audet Soudure inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 50599-53 — 1239/140

J. E. Audet Soudure inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. E. Audet Soudure inc.", increasing its capital stock from $40,000, to $80,000, the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 50599-53 — 1239/140

Alban Blanchette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de septembre 1964, à la compagnie « Plomberie St-Michel limitée », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de décembre 1950, changeant son nom en celui de « Alban Blanchette ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 8572-50 — 1238/102

Alban Blanchette ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Plomberie St-Michel limitée", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1950, changing its name to that of "Alban Blanchette ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 8572-50 — 1238/102

S.-R. Bourgeois & Frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de septembre 1964, à la compagnie « Bourgeois & Allard limitée », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de mars 1959, 1° changeant son nom en celui de « S.-R. Bourgeois & Frère ltée », 2° augmentant son capital de $30,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 700 actions privilégiées de $100 chacune; 3° transportant son siège social de Ste-Marcelline, comté de Joliette, au numéro 250, rue Queen, Rawdon, comté de Montcalm; 4° augmentant le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10760-59 — 1238/79

Chez Jerry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de septembre 1964, à la compagnie « Buffet Iris Robin Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Chez Jerry inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3538-64 — 1238/107

Club de la direction de L'Alcan d'Arvida, inc. (C.D.A.A.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1964, à la corporation « Club des contremaîtres incorporé section Alcan (C.C.A.) Arvida », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10e jour d'avril 1961, 1° changeant son nom en celui de « Club de la direction de L'Alcan d'Arvida, inc. (C.D.A.A.) », 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11370-61 — 1239/66

Drolet, Ressorts d'autos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de septembre 1964, à la compagnie « Léon Drolet & fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Drolet, Ressorts d'autos inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 13670-60 — 1238/108

S.-R. Bourgeois & Frère ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bourgeois & Allard limitée", incorporated by letters patent dated the 19th day of March, 1959, 1. changing its name to that of "S.-R. Bourgeois & Frère ltée", 2. increasing its capital stock from $30,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 700 preferred shares of $100 each; 3. transferring its head office from Ste-Marcelline, county of Joliette, to number 250 Queen St. Rawdon, county of Montcalm; 4. increasing the number of its directors from 3 to 4.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10760-59 — 1238/79

Chez Jerry inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Buffet Iris Robin Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1964, changing its name to that of "Chez Jerry inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3538-64 — 1238/107

Club de la direction de L'Alcan d'Arvida, inc. (C.D.A.A.)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Club des contremaîtres incorporé section Alcan (C.C.A.) Arvida", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated April 10, 1961, 1. changing its name into that of "Club de la direction de L'Alcan d'Arvida, inc. (C.D.A.A.)", 2. amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11370-61 — 1239/66

Drolet, Ressorts d'autos inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Léon Drolet & fils inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of August, 1960, changing its name to that of "Drolet, Ressorts d'autos inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 13670-60 — 1238/108

Europa-Financia Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'octobre 1964, à la compagnie « American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de février 1959, changeant son nom en celui de « Europa-Financia Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10583-59 — 1239/112

Europa-Financia Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "American Continental Real Estate and Investment Company (Ameco), Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of February, 1959, changing its name to that of "Europa-Financia Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10583-59 — 1239/112

G & S, fer ornemental inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de septembre 1964, à la compagnie « La forge idéale ornementale inc. — Ornemental Ideal Forge Inc. » constituée par lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1962, changeant son nom en celui de « G & S, fer ornemental inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11479-62 — 1238/112

G & S, fer ornemental inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La forge idéale ornementale inc.— Ornemental Ideal Forge Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of April, 1962, changing its name to that of "G & S, fer ornemental inc.".

Given at the office of tc Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11479-62 — 1238/112

Garage J. Wilfrid Morin limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1964, à la compagnie « Garage J. Wilfrid Morin limitée », augmentant son capital de $45,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 1704-49 — 1239/113

Garage J. Wilfrid Morin limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Garage J. Wilfrid Morin limitée", increasing its capital stock from $45,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 10,500 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 1704-49 — 1239/113

L'Institut Canadien des affaires publiques (ICAP)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de septembre 1964, à la corporation « L'Institut Canadien des affaires publiques (ICAP) », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10190-62 — 1239/84

L'Institut Canadien des affaires publiques (ICAP)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Institut Canadien des affaires publiques (ICAP)", amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10190-62 — 1229/84

Joliette Propane inc.
Propane Joliette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Joliette Propane inc.
Propane Joliette Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de septembre 1964, à la compagnie « Cie de gaz propane de Joliette limitée — Joliette Propane Gas Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mai 1952, changeant son nom en celui de « Joliette Propane inc.— Propane Joliette Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 8279-52 — 1239/46

September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cie de gaz propane de Joliette limitée — Joliette Propane Gas Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 23rd day of May, 1952, changing its name to that of "Joliette Propane inc.— Propane Joliette Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 8279-52 — 1239/46

Lanorac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de septembre 1964, à la compagnie « Marcel Langlois & associés ltée », constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « Lanorac inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 1134-64 — 1238/88

Lanorac inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marcel Langlois & associés ltée", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1964, changing its name to that of "Lanorac inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 1134-64 — 1238/88

Albert Levesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de septembre 1964, à la compagnie « Rivard & Levesque inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'août 1961, changeant son nom en celui de « Albert Levesque inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 13920-61 — 1238/89

Albert Levesque inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rivard & Levesque inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of August, 1961, changing its name to that of "Albert Levesque inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 13920-61 — 1238/89

La Manufacture canadienne de bureaux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1964, à la compagnie « Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd. », constituée par lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1957, changeant son nom en celui de « La Manufacture canadienne de bureaux ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11757-57 — 1239/50

La Manufacture canadienne de bureaux ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of June, 1957, changing its name to that of "La Manufacture canadienne de bureaux ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11757-57 — 1239/50

Marine Building Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de septembre 1964, à la compagnie « Marine Building Co. Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Marine Building Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marine Building Co. Ltd.", amending the provisions of its letters patent.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 1912-63 — 1238/137

Given at the office of the Provincial Secretary this 18th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 1912-63 — 1238/137

Marvel Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1964, à la compagnie « Marvel Sewing Machine Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1952, changeant son nom en celui de « Marvel Industries Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 13440-52 — 1239/52

Marvel Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marvel Sewing Machine Company Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1952, changing its name to that of "Marvel Industries Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 13440-52 — 1239/52

Jack Mignault limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de septembre 1964, à la compagnie « Jack Mignault limitée », 1° étendant ses pouvoirs: 2° augmentant son capital de $20,000 à $60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 13432-51 — 1238/138

Jack Mignault limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jack Mignault limitée", 1. extending its powers: 2. increasing its capital stock from $20,000 to $60,000, the additional share capital being divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 13432-51 — 1238/138

Monico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de septembre 1964, à la compagnie « Monico inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11928-60 — 1238/123

Monico inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Monico inc.", amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11928-60 — 1238/123

Montreal Stevedoring Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de mai 1964, à la compagnie « Montreal Stevedoring Corporation », augmentant son capital de $20,000 à $50,000, le capital additionnel étant divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 783-39 — 1240/7

Montreal Stevedoring Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Stevedoring Corporation", increasing its capital from $20,000 to $50,000, the additional capital stock being divided into 3,000 shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 783-39 — 1240/7

Normandie Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de septembre 1964, à la compagnie « Normandie Realties Ltd. », augmentant son capital de $1,000 à $501,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 14878-60 — 1238/91

Normandie Realties Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Normandie Realties Ltd.", increasing its capital from $1,000 to $501,000, the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 14878-60 — 1238/91

Placement Amical inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de septembre 1964, à la compagnie « Placement Amical inc. », augmentant son capital de $20,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11636-62 — 1239/18

Placement Amical inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Placement Amical inc.", increasing its capital stock from $20,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 200 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11636-62 — 1239/18

Placements Finco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de septembre 1964, à la compagnie « Placements Finco ltée », 1° réduisant son capital de $100,000 à $50,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions non émises classe « A » de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $50,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 50,000 actions classe « A » de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 13304-62 — 1238/92

Placements Finco ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Placements Finco ltée", 1. reducing its capital stock from $100,000 to $50,000, the cancelled capital stock being divided into 5,000 unissed shares class "A" of $10 each; 2. increasing its capital stock from $50,000 to $500,000 the additional capital stock being divided into 40,000 common shares of $5 each and into 50,000 class "A" shares of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 13304-62 — 1238/92

Plating Industries Limited
Placage industriel limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de septembre 1964, à la compagnie « Plating Industries Limited », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de février 1948, changeant son nom en celui de « Plating Industries Limited — Placage industriel limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2116-48 — 1238/127

Plating Industries Limited
Placage industriel limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Plating Industries Limited", incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1948, changing its name to that of "Plating Industries Limited — Placage industriel limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2116-48 — 1238/127

Prado limitée
Prado Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de septembre 1964, à la compagnie « La cie Prado limitée — Prado Company Limited » constituée par lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1958, 1° changeant son nom en celui de « Prado limitée — Prado Limited »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 12298-58 — 1239/56

Prado limitée
Prado Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La cie Prado limitée — Prado Company Limited", incorporated by letters patent dated the 8th day of September, 1958, 1. changing its name to that of "Prado limitée — Prado Limited"; 2. extending its powers; 3. amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 12298-58 — 1239/56

Rona Investment Co. Ltd.
La Cie d'investissements Rona ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de septembre 1964, à la compagnie « Nora Investment Co. Ltd.— La Cie d'investissements Nora ltée », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « Rona Investment Co. Ltd.— La Cie d'investissements Rona ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 2395-64 — 1239/60

Rona Investment Co. Ltd.
La Cie d'investissements Rona ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nora Investment Co. Ltd.— La Cie d'investissements Nora ltée", incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1964, changing its name to that of "Rona Investment Co. Ltd.— La Cie d'investissements Rona ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 2395-64 — 1239/60

Louis Rousseau & compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1964, à la compagnie « Louis Rousseau & compagnie limitée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 15824-61 — 1239/61

Louis Rousseau & compagnie limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Louis Rousseau & compagnie limitée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 15824-61 — 1239/61

Yves Saint-Amand ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1964, à la compagnie « Orford Management Corporation », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1958, changeant son nom en celui de « Yves Saint-Amand ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 12796-58 — 1238/129

Yves Saint-Amand ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Orford Management Corporation", incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1958, changing its name to that of "Yves Saint-Amand ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 12796-58 — 1238/129

Le séjour inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre

Le séjour inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec,

1964, à la compagnie « Le séjour inc. », 1° réduisant son capital de $90,000 à $50,000, le capital-actions annulé étant divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2649-63 — 1239/130

to "Le séjour inc.", 1. reducing its capital stock from $90,000 to $50,000, the cancelled share capital being divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each; 2. amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2649-63 — 1239/130

Sylvestre Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de septembre 1964, à la compagnie « Sylvestre and Dearden Limited », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de février 1958, changeant son nom en celui de « Sylvestre Agencies Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 14111-57 — 1238/133

Sylvestre Agencies Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sylvestre and Dearden Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1958, changing its name to that of "Sylvestre Agencies Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 14111-57 — 1238/133

Thom construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mai 1964, à la compagnie « Thom construction limitée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10716-60 — 1239/134

Thom construction limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Thom construction limitée", extending its powers,

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10716-60 — 1239/134

Vanguardia Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de septembre 1964, à la compagnie « Vanguardia Corporation », augmentant son capital de $150,000 à $250,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 2364-64 — 1238/97

Vanguardia Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vanguardia Corporation", increasing its capital stock from $150,000 to $250,000, the additional share capital being divided into 10,000 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 2364-64 — 1238/97

Voyages Panorama inc.
Panorama Tours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de septembre 1964, à la compagnie « Fannie Coffrey Travel Adviser Ltd. », constituée par lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1949, 1° changeant son nom en celui de « Voyages Panorama inc.— Panorama Tours Inc. »; 2° convertissant ses 300 actions ordinaires de $100 cacune en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de septembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 3478-49 — 1238/135

Voyages Panorama inc.
Panorama Tours Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fannie Coffrey Travel Adviser Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1949, 1. changing its name to that of "Voyages Panorama inc.— Panorama Tours Inc."; 2. converting its 300 common shares of $100 each into 300 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of September, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 3478-49 — 1238/135

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1919

Québec, le 7 octobre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Code de Plomberie de la Province de Québec.

ATTENDU QUE la section 14 du Code de Plomberie de la province de Québec, sanctionné par l'arrêté ministériel No 1189, du 19 juillet 1963, contient des dispositions relatives aux installations à gaz;

ATTENDU QUE la Régie de l'Électricité et du Gaz a adopté par l'arrêté en conseil #1491, publié dans la *Gazette officielle* du 15 août 1964, des règlements relatifs à la sécurité publique et à la prévention des accidents pouvant résulter du transport, de la possession, de la distribution et l'usage du gaz dans la province;

ATTENDU QUE les règlements #132 à 148, section 14, et le tableau 28 du Code de Plomberie de la province de Québec ne sont plus nécessaires;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les règlements #132 à 148, section 14, et le tableau 28 du Code de Plomberie de la province de Québec soient abrogés à compter du 15 novembre 1964, date de l'entrée en vigueur des règlements de la Régie de l'Électricité et du Gaz.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2051

Québec, le 28 octobre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association de l'Industrie du Verre Plat du Québec, d'une part, et,

The Glass Workers Local Union No. 1135 de Montréal, of the United Brotherhood of Painters, Decorators and Paperhangers of Ameriva, A.F.L., C.I.O., C.L.C., d'autre part,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1963;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1919

Quebec, October 7, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Plumbing Code of the Province of Quebec.

WHEREAS section 14 of the Plumbing Code of the Province of Quebec, ratified by Order in Council No. 1189 of July 19, 1963, includes provisions respecting gas installations:

WHEREAS the Electricity and Gas Board has adopted by Order in Council #1491, published in the *Quebec Official Gazette* of August 15, 1964, by-laws respecting public safety and the prevention of accidents resulting from the conveyance, possession, distribution and use of gas in the province;

WHEREAS by-laws #132 to 148, section 14, and table 28 of the Plumbing Code of the Province of Quebec are not necessary any more;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT by-laws #132 to 148, section 14, and table 28 of the Plumbing Code of the Province of Quebec be deleted from November 15, 1964, date of the coming itno force of the by-laws of the Electricity and Gas Board.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2051

Quebec, October 28, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the glass industry in the region of Montreal.

WHEREAS, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereinafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

Association of the Flat Glass Industry of Quebec; on the one part, and,

The Glass Workers Local Union No. 1135 of Montreal, of the United Brotherhood of Painters, Decorators and Paperhangers of America, (A.F.L. — C.I.O.— C.L.C.), on the other part,

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 12, 1963;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial scope indicated in the petitions;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de ladite Loi avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1963:

Article I

Juridiction territoriale: Le présent décret s'applique à l'Ile de Montréal et au territoire s'étendant dans un rayon de trente (30) milles des limites de l'Ile de Montréal.

Cependant, pour ce qui est du travail exécuté sur chantiers de construction, le champ d'application territorial du présent décret se limite à celui déterminé par l'Arrêté en Conseil No. 613 du 6 avril 1962, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 14 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction, région de Montréal.

Article II

Juridiction industrielle et professionnelle: Le décret s'applique exclusivement à tout travail exécuté normalement par les employés de l'industrie du verre et particulièrement mais sans le limiter au travail décrit ci-après:

a) Le montage, le démontage, la taille, la préparation ou la manutention de verres d'art, verres prismatiques, de verres à vitre, de verres plombés, de verres biseautés, de glaces d'automobiles, de glaces de sûreté, de glaces polies, de miroirs de toutes sortes, de verres brochés, de verres striés, de verres dépolis, de verres colorés, de verres coulés, de verres ouvrés, de vitrolite, de Carrara, de panneaux à Tympan et de toutes autres sortes de verre opaque, de glaces à tableaux (chalkboard) de verre structural, de verres trempés et laminés, de Thiokol, de néoprene, et de toutes autres sortes de scellants, de toutes espèces de ciment à verre, de toutes espèces d'unités à verre isolant, de tous plastiques et de tous matériaux semblables lorsqu'utilisés au lieu du verre et montés ou posés dans des moulures, du caoutchouc, du plomb, ou toutes espèces de mastics, sur le bois, la maçonnerie, le fer, l'aluminium, ou dans des cadres de châssis métalliques, des lucarnes faîtières, des portes, des cadres, des montres murales, des montres-comptoirs, des buffets, des cloisons et des aménagements.

Le paragraphe précédent comprend la fabrication, la manufacture et/ou l'installation temporaire ou permanent des matériaux précités, soit à l'atelier ou sur les lieux ou s'exécutent des travaux, de même que la fabrication, la manufacture et/ou l'installation (lorsque le verre ou l'un des matériaux précités fait partie intégrante et importante du produit fini par le même employeur) de tous métaux refoulés, roulés ou fabriqués, ou de tous matériaux les remplaçant ou les renforcissant, de tubes de métal, de meneaux horizontaux ou verticaux, de métaux ou autres matériaux de parement, de garnitures de fasces, de moulures, de panneaux de porcelaines architecturales, de panneaux de plastique ou de verre et de matériaux connexes, y compris tous les matériaux utilisés dans l'installation et l'érection de devantures de boutiques, de murs-rideaux, de portes (mobiles ou fixes) de cadres

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted, pursuant to the provisions of the said Act with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of October 12, 1963:

Article I

Territorial jurisdiction: The present decree extends to the Island of Montreal and to the territory extending within a radius of thirty (30) miles from the limits of the Island.

However, as regards work performed on construction sites, the territorial jurisdiction of the present decree shall be limited to the territorial jurisdiction of Order in Council No. 613 of April 6, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* of April 14, 1962, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

Article II

Industrial and professional jurisdiction: The present decree covers exclusively all work normally performed by employees in the glass industry but, without limiting the generality of the foregoing, more particularly to the work hereinafter described:

(*a*) The setting, removal, cutting, preparing or handling of art glass, prism glass, window glass, leaded glass, bevelled glass, automobile glass, protection glass, plate glass, mirrors of all types, wired glass, ribbed glass, ground glass, coloured glass, figured glass, vitrolite, carrara, spandrel panels and all other types of opaque glass, glass chalkboards, structural glass, tempered and laminated glass, thiokol, neoprene, and all other types of sealants, all types of glass cements, and all types of insulating glass units, all plastics or similar materials when used in place of glass, to be set or glazed with putty, moulding, rubber, lead and all types of mastics in wood, masonry, iron, aluminum, or sheet metal sashes, skylights, doors, frames, wall cases, show cases, sideboards, partitions and fixtures.

The foregoing includes the fabrication, manufacturing and/or temporary or permanent installation of the above materials either in the shop or at job-site, as well as the fabricating, the manufacturing and/or the installation (when glass and/or one of the aforementioned is an integral and important part of the product finished by the same employer), rolled or fabricated metals, or of any materials that replace or reinforce same, metal tubes, mullions, metal or other facing materials, muntins, fascia trim, mouldings, porcelain panels, architectural porcelain, plastic or glass panels and related materials, including all those used in the installation and erection of storefronts, curtain walls and doors, moving or fixed, door frames, window, moving or fixed, window frames, skylights, bathtub enclosures and storm sashes where the glass becomes an integral part of the finished

de portes, de châssis (mobiles ou fixes), de cadres de châssis, de lucarnes, de faîtières, d'enceinte de bains et de contre-fenêtres;

b) Le biseautage, le polissage d'égratignures, le décapage au sable, la gravure et la taille du verre plat sous toutes ses formes, la trempe, le perçage de trous, l'opération de machines à courroie et l'opération de toutes machines utilisées dans la transformation et le montage de verres, de matériaux connexes et de métaux; le biseautage automatique, l'étamage, le meulage, le polissage, le décaissement et l'entreposage des verres, l'emballage de verres, le nettoyage du verre, le nettoyage et le décapage de miroirs, la fabrication, la manufacture, le montage ou l'encadrement de toutes espèces d'unités isolantes, le montage de miroirs et l'opération de tout l'équipement, de toutes machines et de tous outils requis à ces fins;

c) Le présent décret ne s'applique pas à la fabrication et à l'installation des portes « Kalamein ».

product.

(*b*) Bevelling, scartch polishing, sand blasting, flat glass wheel cutting, mitre cutting, tempering, engraving, hole drilling, operating of belt machines and of all the machines used in the processing and the assembling of glass, related materials and metals, automatic bevelling, silvering, grinding, polishing, unpacking and racking of glass, packing glass, glass cleaning, mirror cleaning and stripping and all fabricating, manufacturing, assembling and framing of all insulating units, mounting of mirrors and the operating of all equipment, machines and tools for these operations.

(*c*) The present decree does not apply to the fabrication and to the installation of "Kalamein" doors.

Article III

Classification et salaires: a) Les classifications des employés et les taux minima qui s'y appliquent sont les suivants:

Article III

Classification and wages: (*a*) The classification of employees and the minimum wage rates applicable thereto shall be as follows:

	1/5/65	*1/11/65*	*1/11/66*
Monteur mécanicien — Setter mechanic			
Classe A — Class A	$2.10	$2.16	$2.31	$2.46
Classe B — Class B	1.80	1.85	2.00	2.15
Monteur de métier — Setter journeyman				
Classe A — Class A	2.00	2.06	2.16	2.26
Classe B — Class B	1.76	1.82	1.90	1.98
Monteur de verre et de panneaux à tympan — Setter glass and spandrel panel				
Classe A — Class A	1.88	1.94	2.04	2.14
Classe B — Class B	1.61	1.67	1.75	1.83
Monteur intérieur — Fitter inside (assembleur)				
Classe A — Class A	1.61	1.67	1.75	1.83
Classe B — Class B	1.41	1.47	1.55	1.63
Biseauteur-graveur — Beveller-engraver				
Classe A — Class A	1.81	1.87	1.95	2.03
Classe B — Class B	1.59	1.65	1.73	1.81
Coupeur de glace polie — Plate glass cutter				
Classe A — Class A	1.78	1.84	1.92	2.00
Classe B — Class B	1.56	1.62	1.70	1.78
Coupeur de verre à vitre — Window glass cutter				
Classe A — Class A	1.71	1.77	1.85	1.93
Classe B — Class B	1.51	1.57	1.65	1.73
Étameur — Silverer				
Classe A — Class A	1.73	1.79	1.87	1.95
Classe B — Class B	1.41	1.47	1.55	1.63
Poseur (glace d'automobile) (intérieur seulement) — Automobile glass setter (inside only)				
Classe A — Class A	1.66	1.72	1.80	1.88
Classe B — Class B	1.46	1.52	1.60	1.68
Biseauteur — Beveller				
Classe A — Class A	1.78	1.84	1.92	2.00
Classe B — Class B	1.56	1.62	1.70	1.78
Coupeur et vitrier de plomb — Lead cutter and lead glazier				
Classe A — Class A	1.56	1.62	1.70	1.78
Classe B — Class B	1.41	1.47	1.55	1.63
Opérateur de machine automatique à biseauter et à polir — Automatic bevelling and polishing machine operator				
Classe A — Class A	1.61	1.67	1.75	1.83
Classe B — Class B	1.41	1.47	1.55	1.63
Polisseur d'égratignures-vérificateur — Scratch polisher, examiner				
Classe A — Class A	1.61	1.67	1.75	1.83
Classe B — Class B	1.41	1.47	1.55	1.63
Polisseur-appareil à disque horizontal ou vertical de feutre ou de liège — Polisher and buffer-(horizontal or vertical, felt or cork wheel)				
Classe A — Class A	1.61	1.67	1.75	1.83
Classe B — Class B	1.51	1.57	1.65	1.73
Polisseur — machine à courroie — Belt worker				
Classe A — Class A	1.60	1.66	1.74	1.82
Classe B — Class B	1.31	1.37	1.45	1.53

		1/5/65	1/11/65	1/11/66
Opérateur d'équipement mobile pour charger et décharger — Operator for mobile equipment for loading-unloading				
Classe A — Class A	$1.51	$1.57	$1.65	$1.73
Classe B — Class B	1.31	1.37	1.45	1.53
Mastiqueur — extérieur — Glazier — outside	1.82	1.87	1.97	2.07
Mastiqueur — intérieur — Glazier — inside	1.56	1.62	1.70	1.78
Peintre au pistolet et aspergeur — Spraypainter	1.51	1.57	1.65	1.73
Traceur au sable et givreur — Draughtsman on glass sandblaster and chipped	1.51	1.57	1.65	1.73
Expéditeur — Shipping dispatcher	1.46	1.52	1.60	1.68
Aide général — G neral helper	1.31	1.37	1.45	1.53
Chauffeur de camion — Truck driver	1.51	1.57	1.65	1.73

b) Pour les fins du présent Décret seront classés « A » les employés qui:

1° auront travaillé pendant une période d'au moins quatre (4) ans comme employé classe « B » dans leur propre classification; et/ou

2° auront atteint un niveau de compétence leur permettant de prendre charge complète du travail requis dans cette classification particulière.

c) Les employés qui ne sont pas qualifiés sous l'une ou l'autre des conditions mentionnées aux sous-paragraphes 1 et 2 ci-dessus auront le droit de demander à leur employeur d'être classifiés dans la classe « B », à condition qu'ils aient été employés pendant deux (2) années consécutives ou plus à exécuter du travail visé par la classification réclamée et qu'ils aient atteint un niveau de compétence suffisant pour être considérés comme employés classe « B » dans cette classification particulière.

d) Si un employeur bien que dûment requis refuse de classifier un employé, soit dans la classe « A », soit dans la classe « B », selon le cas, l'employé aura alors le droit de référer son cas au Comité Conjoint de l'Industrie du Verre pour la région de Montréal qui nommera un bureau d'examinateurs dont la décision concernant la classification sera finale.

e) Pour les fins du présent décret, le genre de travail et les devoirs des employés de la classe « A » sont comme suit:

Monteur de verre et de panneaux a tympan: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge du montage, du démontage, de la taille, de la préparation et/ou de la manutention de verres d'art, de verres prismatiques, de verres à vitre, de verres plombés, de verres biseautés, de verres de sûreté, de glaces polies, de miroirs de toutes sortes, de verres brochés, de verres striés, de verres dépolis, de verres colorés, de verres coulés, de verres ouvrés, de vitrolite, de carrara, de panneaux à tympan et de toutes autres sortes de verre opaque, de glaces à tableaux (chalkboard), de verre structural, de verres trempés et laminés et de toutes espèces d'unités de verre isolant, de tous plastiques ou de tous matériaux connexes pour remplacer le verre, ces produits devant être installés avec des ciments à verre, du thiokol, du néoprene, ou toutes autres espèces de scellants ou devant être montés ou posés avec toutes espèces de mastics ou de moulures, du caoutchouc, du plomb, sur du bois, de la maçonnerie, du fer, de l'aluminium ou dans des cadres de châssis métalliques, des lucarnes faîtières, des portes, des cadres, des montres-murales, des montres-comptoirs, des buffets, des cloisons et des aménagements; ils doivent aussi être qualifiés pour prendre charge de l'installation, temporaire ou permanente des matériaux précités, que ce soit à l'atelier ou sur les chantiers, sur ou pour tout édifice en réparation, en transformation, altération ou construction.

(*b*) For the purpose of this decree, employees classified as class "A" shall be those employees who

(1) have worked at least four years as class "B" in their particular trade; and/or

(2) have reached a level of competency enabling them to take complete charge of work to be done in their particular classification;

(*c*) Those employees who do not qualify under one or more of the conditions outlined in subparagraphs 1 and 2 of paragraph (*b*) above, shall be entitled to request classification in class "B" from their employer provided they have been engaged for two consecutive years or more in the work of that particular classification and have attained a level of competency sufficient to be considered as a class "B" under the classification involved.

(*d*) In the event that an employer, although duly requested, refuses to classify an employee as a class "A" or a class "B" employee, as the case may be, then is such event the employee may refer the case to the Joint Committee of the Glass Industry for the region of Montreal which shall appoint a board of examiners whose decision concerning classification shall be final.

(*e*) For the purpose of this agreement, it is understood and agreed between the parties hereto that the type of work and the duties to be perfoemed by class "A" employers are as follows:

Setter glass and spandrel panel: These employees must be qualified to take complete charge of the setting, removal, cutting, preparation and/or handling of the following: art glass, prism glass, window glass, leader glass, bevelled glass, protection glass, plate glass, mirrors of all types, wired glass, ribbed glass, ground glass, coloured glass, figured glass, vitrolite, carrara, spandrel panels and all other types of opaque glass, glass chalkboards, structural glass, tempered and laminated glass and all other types of insulating glass units, all plastics or similar materials when used in place of glass, the same to be installed with the use of glass cements, thiokol, neoprene and all other types of sealants, to be set or glazed with putty, moulding, rubber, lead and all types of mastics in wood, masonry, iron, aluminum or sheet metal sashes, skylights, doors, frames, wall cases, show-cases, sideboards, partitions and fixtures and the installation, either temporary or permanent, of the above materials when in the shop or at job-site on or for any building in the course of repair, remodelling, alteration or construction.

Monteur de métier: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge complète de l'installation, lorsqu'elle se rapporte aux opérations de l'industrie du verre, de tous métaux refoulés ou fabriqués, ou de tous matériaux les remplaçant ou les renforcissant, de tubes de métal, de meneaux horizontaux ou verticaux, de métaux ou autres matériaux de parement, de garnitures, de fasces, de moulures, de panneaux de porcelaines architecturales, de panneaux de plastique ou de verre et de matériaux connexes, y compris tous les matériaux utilisés dans l'installation et l'érection de devantures de boutiques, de portes mobiles ou fixes, de cadres de portes, de châssis mobiles ou fixes, de cadres de châssis, de lucarnes faîtières, d'enceintes de bains et de contre-fenêtres où le verre devient une partie intégrale du produit fini.

Ces employés doivent de plus être capable de lire et d'interpréter les plans relatifs à ces installations.

Monteur mécanicien: En plus d'être qualifiés pour exécuter tout le travail d'un monteur de métier tel que décrit ci-dessus, ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de l'installation lorsqu'elle se rapporte aux opérations de l'industrie du verre, de tous métaux refoulés, roulés ou fabriqués, ou de tous matériaux les remplaçant ou les renforcissant, de tubes de métal, de meneaux verticaux et horizontaux, de métaux ou autres matériaux de parement, de garnitures de fasces, de moulures, de panneaux de porcelaines, de porcelaines architecturales, de panneaux de verre ou de plastique, de lucarnes faîtières, de portes d'entrée et de vestibules, de portes de montres-comptoirs, et de matériaux similaires y compris tous les matériaux dans toutes espèces de construction relative à des devantures de boutiques et dans la construction de fenêtres et de vitrines de toutes grandeurs.

Ils doivent aussi être capables de prendre charge de l'érection de tous murs-rideaux de quelque grandeur que ce soit.

Ces employés sont qualifiés pour lire et interpréter les plans relatifs à toutes les installations décrites ci-dessus.

Monteur intérieur: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de la taille, de l'assemblage, de la préparation (lorsque ces opérations se rapportent à l'industrie du verre) de tous métaux refoulés ou fabriqués, de tous matériaux les remplaçant ou les renforcissant, de tubes de métal, de meneaux verticaux et horizontaux, de métaux ou autres matériaux de parement, de garnitures de fasces, de moulures, de panneaux de porcelaine, de porcelaines architecturales, de panneaux de verre ou de plastique, de portes d'entrée et de vestibules, de portes de montres-comptoirs, de portes mobiles ou fixes et de cadres de portes, de fenêtres mobiles ou fixes et d'assemblage de cadres de fenêtre et d'enceintes de bain.

Biseauteur — graveur: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge des opérations de biseautage de toutes sortes et en toutes largeurs, du polissage des égratignures, de la taille et de la gravure sur verre plat, de tous motifs et dessins à la meule ou autrement, du perçage de trous, de l'opération des machines à courroie, du meulage et du polissage et aussi de l'opération et de l'entretien efficace de tout équipement, de toutes machines et de tous outils pour ses opérations.

Tailleur de glace polie: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de la taille de la glace polie, du verre à vitre, clair ou argenté, du verre ouvré, roulé ou broché, du vitrolite, du carrara, du verre laminé, du verre de

Setter journeyman: These employees must be qualified to take complete charge of the installation, when related to the operations of the glass industry, of all extruded, or fabricated metals, or any materials to replace or reinforce same, metal tubes, mullions, metal or other facing materials, muntins, fascia trims, mouldings, porcelain panels, architectural porcelain, plastics or glass panels or domes and related materials, including all those used in the installation and erection of storefronts, doors, moving or fixed, door frames, window moving or fixed, window frames, shylights, bathtub enclosures and sashes where the glass becomes an integral part of the finished product and the ability by the employee of reading and interpreting the plans relating to such installations.

Setter mechanic: In addition to being qualified as Setter-Journeymen, as described herein, these employees must be qualified to take complete charge of the installation when related to the operations of the glass industry of all extruded, rolled or fabricated metals, or any materials to replace or reinforce same, metal tubes, mullions, metal or other facing materials, muntins, fascia trim, mouldings, porcelain panels, architectural porcelain, plastic or glass panels, skylights, entrance doors and vestibules, show-case doors and related materials, including all those in any or all types of building related to storefront and window construction of any size.

To take charge of the erection of any size curtain wall.

Such employees must also be able to read and interpret the plans relating to such installations.

Fitters — Inside: Such employees must be qualified to take charge of the cutting, assembling and preparation when related to the glass industry of all extruded, or fabricated metals or any materials to replace or reinforce same, metal tubes, mullions, metal or other facing materials, muntins, fascia trim, mouldings, porcelain panels, architectural porcelain, plastic or glass panels, entrance doors and vestibules, show-case doors, doors and door frames, windows and window frame assemblies, including doors, moving or fixed, and bathtub enclosures.

Beveller — Engraver: Such employees must be qualified to take charge of the operations of bevelling of all types and widths, scartch polishing, flat glass wheel cutting, floral or others, mitre cutting, engraving, hole drilling, the operation of belt machines, grinding and polishing and the proper operation and care of all equipment, machines and tools for these operations.

Plate glass cutter: Such employees must be qualified to take charge of the cutting of plate glass, sheet and window glass, clear or silvered, figured glass rolled or wired, vitrolite, carrara, laminated and safety glass, corrugated glass,

sécurité et du verre cannelé, quelque soit l'épaisseur et la forme de ces verres, tout en rencontrant des normes élevées d'efficacité et d'économie dans ces coupes.

Tailleur de verre à vitre: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de la taille de verres à vitre, clairs ou argentés, du verre ouvré, du verre coulé, du verre coloré et du verre coloré et ouvré, quelles que soient l'épaisseur et la forme de ces verres.

Ils doivent de plus être capable d'exécuter des coupes en série (production cutting) avec ou sans l'aide de machines et/ou d'outils spéciaux.

Étameur: Ces employés doivent connaître à fond les diverses caractéristiques d'étamage des verres et être qualifiés pour prendre charge des procédés de lavage, de décapage et de préparation de ces verres; de la préparation efficace et économique des solutions d'étamage qu'ils appliqueront eux-mêmes et aussi de la peinture, du nettoyage et de l'emballage desdits verres.

Poseur de glace d'automobile (Intérieur seulement): Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de la coupe et de l'installation à l'atelier de toutes sortes de glaces pour l'automobile et autres véhicules et de l'opération et de l'entretien efficace de tout équipement de toutes machines et de tous outils requis pour ces opérations.

Biseauteur: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge des opérations de biseautage de toutes sortes et en toutes largeurs, du polissage des égratignures, des entailles à l'onglet, du perçage de trous, de l'opération et de l'entretien de tout équipement, de toutes machines et de tous outils pour ces opérations et de l'opération de machines à courroie pour meuler et polir.

Coupeur et vitrier de plomb: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de la préparation de tous motifs et dessins et de la taille du verre à vitre, du verre coloré, du verre ouvré, du verre ouvré et coulé et des métaux de toutes grandeurs et de toutes formes selon les exigences de leur métier.

Opérateur de machine automatiques à biseauter et à polir: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de l'opération de l'équipement, des machines et des outils utilisés dans le biseautage et le polissage automatique; ils doivent en bien connaître les mécanismes et pouvoir se charger de leur entretien.

Polisseur d'égratignures — vérificateur: Ces employés doivent être qualifiés pour déceler les égratignures et autres défauts mineurs dans toutes espèces de verres; ils doivent faire preuve d'un jugement sûr dans le choix des pièces pouvant être réparées efficacement et économiquement et pouvoir alors faire disparaître ces égratignures ou ces défauts à l'aide de l'équipement, des machines ou des outils nécessaires.

Polisseur — Appareil à disque horizontal ou vertical de feutre ou de liège: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de l'opération de l'équipement des machines, des outils à polir ou à adoucir le verre; ils doivent aussi être capable d'opérer les machines à courroie et se charger de leur entretien.

Polisseur — Machines à courroie: Ces employés doivent être qualifiés pour prendre charge de l'opération de tout équipement, de toutes machines et de tous outils à meuler, à polir et à adoucir le verre, de même que les machines à courroie et de leurs accessoires et pour se charger de leur entretien.

the said glasses being of all thicknesses and shapes the cutting of said glasses to be of a high standard of efficiency and economy.

Window glass cutter: Such employees must be qualified to take charge of the cutting of sheet and window glass, clear or silvered, figured glass, rolled glass, coloured glass and figured coloured glass, the said glasses being of all thicknesses and shapes; such employees must furthermore have the ability and capacity of performing (production cutting) with or without the help of machines and tools for these operations.

Silverer: Such employees must be fully acquainted with the different silvering qualities of glasses and be fully qualified to take charge of the operation of washing, stripping and the preparation of said glasses, of the efficient and economical preparation of silvering solutions for application by themselves personally, as well as the painting, cleaning and crating of said glasses.

Automobile glass setter (Inside only): Such employees must be qualified to take charge of the cutting and installation of all types of glass to be used in automobiles and other vehicles and to look after the proper operation, maintenance and care of all equipment, machines and tools for these operations.

Beveller: Such employees must be qualified to take charge of the operation of bevelling of all types and widths, scratch polishing, mitre cutting hole drilling, the operation of belt machine for grinding and polishing and the operation and care of all equipment, machines and tools for these operations.

Lead cutter and lead glazier: Such employees must be qualified to take charge of the operation of preparing all patterns and designs and the cutting of sheet and window glass, coloured glass, figured glass, figured rolled glass and metals in sizes and shapes as required by their trade.

Automatic bevelling and polishing machine operator: Such employees must be qualified to take charge of the operation of equipment, machines and tools for automatic bevelling and polishing operations; they must have a full knowledge of the mechanics thereof and take personal charge of the proper maintenance and care thereof.

Scratch polisher examiner: Such employees must have the experience and knowledge for detecting scratches and minor defects in all types of glasses. They must use a good judgment in the selection of such glasses as can be repaired efficiently and economically and be able thus to remove said scratches or defects with the use of equipment, machines and tools therefor.

Polisher and buffer (horizontal or vertical, felt or cork wheel): Such employees must be qualified to take charge of the operation of equipment, machines and tools for polishing and/or buffing glass; they must also be qualified in the operation of belt machines and be able to take personally charge of the proper maintenance and care thereof.

Belt worker: Such employees must be qualified to take charge of the operation of equipment, machines and tools for grinding, polishing and buffing glass as well as the operation of belt machines, of their components and take personally charge of the proper maintenance and care thereof.

Opérateur d'équipement mobile pour charger et décharger: Ces employés doivent être complètement qualifiés pour opérer en sûreté et entretenir efficacement l'équipement mobile, les machines et les outils utilisés pour charger et décharger tout matériel à l'intérieur de l'atelier ou à l'extérieur.

f) L'employeur peut exiger qu'un employé travaille temporairement dans une classification à laquelle il n'appartient pas mais dans ce cas, son taux de salaire demeure celui de sa classification régulière.

g) Lorsqu'un changement est accordé à la demande de l'employé, il est payé immédiatement au taux de sa nouvelle classification.

h) Quels que soient les taux de salaire stipulés aux présentes, il n'y aura aucune diminution dans le taux de salaire d'un employé dont le taux actuel est supérieur au taux stipulé pour sa classification.

i) Primes: a) À tout employé pendant qu'il agit comme chef d'équipe à l'extérieur de 5 autres employés ou plus,— une prime de 10¢ l'heure;

b) À tout employé pendant qu'il travaille sur un échafaudage volant (swing stage) fixé à un édifice de plus de 4 étages au-dessus du sol, une prime de 10¢ l'heure.

j) Augmentation minima: Quel que soit le taux de salaire payé à l'employé au moment de la mise en vigueur du présent décret, l'augmentation minimum qu'il devra recevoir la première année (compte tenu du taux mis immédiatement en vigueur et celui stipulé pour le 1er mai 1965) ne devra pas être inférieure

a) à 10¢ l'heure dans le cas du Monteur Mécanicien, du Monteur de Métier, classe A, du Monteur de Verre et de panneaux a tympan, classe A, et du Mastiqueur extérieur;

b) à 06¢ l'heure dans le cas de tous les autres employés.

Quel que soit le taux de salaire payé à l'employé, l'augmentation minimum qu'il devra recevoir la seconde année et l'augmentation minimum qu'il devra recevoir la 3e année, ne devra pas être inférieure à (compte tenu des taux stipulés ci-dessus pour le 1er novembre 1965 et le 1er novembre 1966)

a) 10¢ l'heure à compter du 1er novembre 1965 et 10¢ l'heure à compter du 1er novembre 1966, dans le cas du Monteur Mécanicien, du Monteur de Métier, classe A, du Monteur de Verre et de panneaux à tympan, classe A, et du Mastiqueur extérieur;

b) à 06¢ l'heure à compter du 1er novembre 1965 et à 06¢ l'heure à compter du 1er novembre 1966, dans le cas de tous les autres employés.

Article IV

Heure de travail: a) La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures;

b) Si un employé travaille plus de quarante-cinq (45) heures dans une semaine, il sera payé temps et demi pour toutes heures ou portions d'heures excédant quarante-cinq (45) heures;

c) Si un employé travaille exclusivement dans l'atelier ou l'usine de l'employeur plus de neuf (9) heures dans la même journée, il sera payé temps et demi pour toute heure ou portion d'heure excédant neuf (9) heures; dans tous les autres cas comportant un travail à l'extérieur, temps et demi sera payé pour toute heure ou portion excédant dix (10) heures;

Operator of mobile equipment for loading and unloading: Such employees shall be fully qualified in the safe operation, care and maintenance of mobile equipment, machines and tools for loading and unloading goods in or out of the premises.

(*f*) The employer may require an employee to work temporarily in a category to which he does not belong but, in such cases, his rate of wages shall be at his regular rate.

(*g*) Where a change is granted at the request of an employee, he shall be paid at the rate of his new classification.

(*h*) Notwithstanding the wage rates stipulated herein, there shall be no decrease in the wages of any employee while he remains in the same classification should his actual wage rate be in excess of the wage rate stipulated for his classification.

(*i*) *Premiums:* (*a*) To any employee while acting as outside lead-hand of 5 or more employees: a premium of 10 cents per hour;

(*b*) to any employee while working on a swing-stage used on any building of 4 or more floors: a premium of 10 cents per hour.

(*j*) *Minimum increase:* Whatever may be the rate of an employee at the time of the coming into force of the present decree, the minimum increase he shall receve during the first year of the decree (taking into account the increase resulting to him from the coming into force of the rates stipulated herein and the rates stipulated for the 1st of May 1965) shall not be inferior

(*a*) to 10 cents per hour in the case of the Setter Mechanic, the Setter Journeyman class "A", the class and spandrel panel setter class "A" and the Outside Glazier;

(*b*) to 6 cents per hour in the case of all other employees;

Whatever may be the rate of an employee, the minimum increase he shall receive during the second year and the minimum increase he shall receive during the third year, (taking into account the increases hereinabove stipulated for November 1st, 1965 and November 1st, 1966) shall not be inferior

(*a*) to ten cents per hour from the 1st of November 1965 and

to ten cents per hour from the 1st of November 1966 in the case of setter mechanic, the setter journeyman class "A", the Glass and spandrel panel setter class "A" and the outside glazier;

(*b*) to 6 cents per hour from the 1st of November 1965 and

to 6 cents per hour from the 1st of November 1966 in the case of all other employees;

Article IV

Hours of work: (*a*) The regular work week shall consist of forty-five (45) hours;

(*b*) If an employee works more than forty-five (45) hours in a week he shall be paid time and a half for each hour or portion of hour in excess of forty-five (45) hours;

(*c*) If an employee works exclusively in the shop or plant of the employer more than nine (9) hours in the same day, he shall be paid time and a half for each hour or portion of hour exceeding nine (9) hours; in all other cases including outside work, time and a half shall be paid for each hour or portion thereof, exceeding ten (10) hours;

d) Tout travail exécuté le dimanche et les jours de congé payés sera rémunéré à temps et demi;

e) Tout travail exécuté le samedi durant les mois de juillet et août sera rémunéré à temps et demi;

f) Tout travail exécuté le samedi à l'extérieur de l'atelier ou de l'usine de l'employeur relatif à une construction nouvelle, une réfection et/ou une installation nouvelle sera rémunéré à temps et demi.

g) Tout travail exécuté le samedi après-midi dans tous les cas d'autres que ceux prévus au paragraphe *f*) sera rémunéré à temps et demi;

h) *Appels d'urgence:* Lorsqu'un employé est rappelé d'urgence après sa journée de travail normale pour des travaux de réparation à l'extérieur, il sera payé temps et demi à compter de l'heure de son départ du logis jusqu'à l'heure de son retour. Le paiement minimum pour un tel travail ne devra jamais être inférieur à quatre (4) heures de travail au taux régulier;

i) *Ouvrages locaux:* Quant aux travaux à distance maximum d'un billet de tramway ou d'autobus, l'employeur fournira le transport aller et retour et paiera les employés tout leur temps jusqu'au retour à l'atelier, si le travail est achevé, ou jusqu'à l'heure de suspension du travail pour la journée sur le chantier, s'il ne l'est pas.

Quant aux travaux situés au-delà de cette zone d'un billet de tramway, s'il y a suspension de travail sur le chantier pour la journée, l'employeur fournira le transport jusqu'aux limites de la zone et comptera le temps pour s'y rendre.

j) *Ouvrages en dehors de la ville:* L'employeur fournira le transport aller et retour et paiera jusqu'à concurrence de $1.50 pour les repas; il paiera aussi les autres dépenses ordinaires ou nécessaires et il comptera le temps du voyage.

Le temps du voyage ne comprend pas cependant le voyage de nuit lorsque l'employeur fournit le prix d'une couchette ni le temps de résidence à l'hôtel si l'employeur a fourni le prix de la chambre.

k) *Allocation de repas:* Lorsqu'un employé est requis de travailler pour trois heures ou plus après l'heure où il finit normalement son travail sans avoir été avisé la veille qu'il serait ainsi requis de travailler, il aura droit à une somme de $1.50 pour son souper. S'il est ainsi avisé la veille et n'est pas ensuite requis de travailler, il aura alors droit à la somme forfaitaire de $1.50.

l) *Voyages lointains:* S'il devient nécessaire qu'un enployé voyage pour les affaires de la compagnie le dimanche, il sera payé au taux régulier jusqu'à 10 hrs p.m.

Article V

Vacances: a) Tous les employés qui auront été régulièrement à l'emploi de leur employeur pour une période d'une année ou plus au 30 avril de chaque année, auront droit à une vacance payée d'une semaine à l'époque qui conviendra à l'employeur.

Le salaire de la vacance sera calculé sur une base de 2% du salaire brut gagné par l'employé dans les douze mois précédant le 30 avril alors en cours.

b) Tous les employés qui auront été régulièrement à l'emploi de leur employeur pour une période de cinq (5) ans ou plus au 30 avril de chaque année, auront droit à une vacance payée de deux (2) semaines, à l'époque qui conviendra à l'employeur. Le salaire de la vacance sera calculé sur une base de 4% du salaire brut gagné

(*d*) Any work executed on Sunday and on paid holidays shall be renumerated at time and a half;

(*e*) Any work executed on Saturday during the months of July and August shall be renumerated at time and a half;

(*f*) Any work executed on a Saturday outside the employers' shop or plant and relating to new work, alterations and/or new installations shall be renumerated at time and a half;

(*g*) Any work executed on Saturday afternoon in all cases other than those provided for in paragraph (*f*) shall be renumerated at time and a half;

(*h*) *Emergency calls:* When an emergency call is made after the regular working day for outside repair jobs, the employee shall be paid time and a half from the time he leaves home until he returns thereto. The minimum payment for such work shall equal not less than four (4) hours time at the regular rates.

(*i*) *Local jobs:* For local jobs within one street car fare or City bus fare, the employer shall provide transportation to and from shop to jobs and pay employees at regular or overtime rates as the case may be until such time as the job is completed and the men returned to the shop or until the work is finished on the job for that particular day. When the job is outside this zone and is not completed in the day, the employer shall provide transportation and allow for time travelling to the zone limits.

(*j*) *Out of town jobs:* The employer will provide reasonable transportation to and from the job and pay for meals not exceeding $1.50 and other usual or necessary expenses and pay for travelling time.

Travelling time shall not include travelling overnight when the employer has provided a sleeping berth nor time spent overnight at any hotel room provided by the employer.

(*k*) *Meal payment:* Where employees are requested to work three hours or more beyond their regular quitting time without having been notified the preceding day that they will be required to work, the company shall pay to such employees an amount of $1.50 for supper.

If, after being so advised he is not required to work, he shall then be entitled to the amount of $1.50.

(*l*) *Out of town trips:* If it becomes necessary for an employee to travel on company business on Sunday, the employee shall be paid at straight time rates until 10:00 p.m. of that same day.

Article V

Vacations: (*a*) All employees who have been steadily employed by the company for a period of one year or more on the 30 of April of each year shall be entitled to a one week vacation with pay at a time convenient to the company.

Vacation pay shall be calculated on a basis of 2% of the gross earnings for the previous twelve-month period as at the current April 30th;

(*b*) All employees who have been steadily employed by the employer for a period of five (5) years or more on the 30th of April of each year shall be entitled to a two week (2) vacation with pay at a time convenient to the employer. Vacation pay will be calculated on a basis of 4% of the gross earnings for the previous twelve-

par l'employé dans les douze (12) mois précédant le 30 avril alors en cours.

c) Tous les employés qui auront été régulièrement à l'emploi de leur employeur pour une période de quinze (15) ans au 30 avril de chaque année, auront droit à une vacance payée de trois (3) semaines, à l'époque qui conviendra à l'employeur.

Le salaire de la vacance sera calculé sur une base de 6% du salaire brut gagné par l'employé dans les douze (12) mois précédant le 30 avril alors en cours.

d) S'il est mis fin à l'emploi d'un employé, le salaire de la vacance sera calculé et payé selon les dispositions de l'Ordonnance de la Commission du Salaire Minimum de la Province de Québec.

e) Le salaire de vacance doit être payé à l'employé avant son départ pour vacances.

Article VI

Congés payés: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le jour d'Action de Grâce et le jour de Noël seront chômés et payés à raison de neuf (9) heures par jour au taux régulier, à condition que l'employé ait travaillé le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant la fête (sauf permission accordée par l'employeur).

La fête est payable quel qu'en soit le jour.

Article VII

Paiement du salaire: Le salaire de chaque employé sera payé chaque semaine.

Article VIII

Durée du Décret: Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et se terminera le 31 octobre 1967.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins qu'un avis écrit à ce contraire ne soit transmis par l'une ou l'autre des parties avec copie dudit avis au Ministre du Travail, entre le 60ème et le 30ème jour précédant la date d'expiration du décret ou de sa date anniversaire.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2052

Section « A »

Québec, le 28 octobre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

month period as at the current April 30th;

(*c*) All employees who have been steadily employed by the employer for a period of fifteen (15) years on the 30th of April of each year shall be entitled to a three-week (3) vacation with pay at a time convenient to the employer.

Vacation pay will be calculated on a basis of 6% of the gross earnings for the previous twelve-month (12) period as at the current April 30th;

(*d*) On termination of employment, payment of vacation pay shall be in accordance with the Ordinance of the Minimum Wage Commission.

(*e*) Vacation pay shall be paid to the employee before his vacation.

Article VI

Holidays with pay: New-Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, Thanksgiving Day, and Christmas Day shall be holidays with pay for nine (9) hours at the regular rate, provided the employee has worked on the working day before and the one following the holiday, unless otherwise authorized by his employer.

The holiday shall be paid regardless of the day on which it falls.

Article VII

Payment of wages: The wages of each employee shall be paid weekly.

Article VIII

Duration of the decree: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and terminate on the 31st of October 1967.

It shall renew itself thereafter automatically from year to year unless a written notice of amendment or termination is sent by either party to the other, of which to be filed with the Minister of Labour between the 60th and the 30th day preceding the date of expiry of the decree or any anniversary thereof.

JACQUES PRÉMONT,
8291 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2052

Section "A"

Québec, October 28, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 419 of April 18, 1957 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to amend the said decree as follows;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 août 1964;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 419, soit modifié comme suit:

1° Les mots suivants sont ajoutés à la fin du 1er alinéa du paragraphe « *c* » de l'article I, après les mots « comptoirs etc., » « qui pose, concurremment avec les poseurs de lattis métallique, les montants (colombages) en métal pour murs ou divisions ».

2° Les paragraphes « *h* », « *i* », « *j* » et « *k* » de l'article I sont remplacés par les suivants:

« *h*) Le terme « poseur de terrazzo » désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour niveler, mesurer et diviser toute surface propre à recevoir le terrazzo, qui pose les baguettes de séparation à plinthes et à planchers ou qui pose le terrazzo sur les murs, plinthes, planchers et escaliers à l'intérieur ou à l'extérieur ou qui pose une bande antidérapante pour escaliers et sols ou qui pose un enduit de ciment pour recevoir le terrazzo.

Ce terme désigne aussi l'ouvrier qui prépare et fabrique sur le chantier, tout panneau, tablette ou pièce à base de terrazzo, qui doivent être posés sur tout chantier de construction ou de réparation.

i) Le terme « carreleur » désigne tout salarié qui a les connaissances nécessaires pour faire la pose de carreaux céramiques, vitrifiés et émaillés d'un pouce d'épaisseur ou moins, de carreaux mosaïques et d'ardoise avec du mortier de ciment, de la colle ou un produit chimique; qui fait la pose de tout autre accessoire s'y rapportant; ou qui prépare la fondation en ciment pour recevoir le carrelage. Toutefois, si le carrelage est collé sur un mur fait de plâtre, le plâtrage doit être fait par un plâtrier.

j) Le terme « marbrier de bâtiment » désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour mesurer la surface propre à recevoir le marbre, pour le tailler et le poser, ou qui pose toute pièce de granit d'un pouce d'épaisseur ou moins, d'ardoise pour murs intérieurs ou extérieurs ou pour sols, ou qui fait la pose de toute pièce de terrazzo préfabriqué de trois pouces d'épaisseur ou moins ou qui pose un enduit de ciment pour recevoir le marbre et le terrazzo préfabriqué.

k) Le terme « cimentier-applicateur » désigne tout salarié qui a les connaissances nécessaires pour niveler, faire la composition du béton, poser, étendre, finir et surfacer le ciment à l'aide de tout outil manuel ou mécanique sur les sols et revêtements en ciment, finir et réparer les trottoirs et pavage sen ciment, réparer les fondations et exécuter tout autre travail connexe.

Le travail sur les murs qui fait suite au travail sur le sol se limite pour le cimentier-applicateur à la hauteur de la plinthe, à l'intérieur et à la hauteur du mur de fondation (solage), à l'extérieur ».

3° Le paragraphe « *mm* » suivant est ajouté à l'article I:

« *mm*) Le terme « polisseur de terrazzo » désigne tout salarié qui a les connaissances nécessaires pour polir à sec ou par voie humide toute surface de terrazzo au moyen de machines ou d'outils mécaniques ou qui prépare tout enduit à base de terrazzo sur un chantier de construction et de réparation. Ce terme désigne aussi l'ouvrier qui a fait la cimentation et le masticage des interstices dans la surface de terrazzo. »

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 15, 1964;

WHEREAS the objections set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 419, be amended as follows:

1. The following words are added at the end of the first sub-paragraph of paragraph "*c*" of article I, after the words "equipment (shelves, counters, etc.)": "including the laying of metal lath together with wall or partition metal studs."

2. Paragraphs "*h*", "*i*", "*j*" and "*k*" of article I are replaced by the following:

"(*h*) The term "terrazzo layer" means any employee who has the competency required to level, measure and divide any surface to be covered with terrazzo, who lays floor dividers and plinths or lays terrazzo on walls, plinths, floors and staircases, either inside or outside, or lays non-skid material on staircases and floors or lays the cement base on which terrazzo is to be laid.

The term also includes the preparation and fabrication on the job of any panels, shelves or terrazzo base to be laid on any construction or repair job.

(*i*) The term "tile layer" means any employee who has the competency required to do the laying of ceramic tile, glass or enamel tile up to one (1) inch thick, of mosaic tile, slate tile. These tiles shall be laid with cement mortar or with glue or a chemical product. The term includes the employee who does the laying of any other accessory relating thereto or the laying of cement base to be covered with any kind of tile. However, should the tile be glued or cemented on a plaster wall, the plastering shall be made by a plasterer.

(*j*) The term "marble layer" means any employee who has the competency required to measure the surface to be covered with marble, to cut and lay the marble or lay any granite piece up to one (1) inch tick, of slate for inside or outside walls or for floors, or does the laying of prefabricated terrazzo pieces up to three (3) inches or does the laying of cement base to be covered with marble and prefabricated terrazzo.

(*k*) The term "cement finisher" means any employee who has the competency required to level surfaces, mix cement, spread, finish and polish cement with any hand or power instrument used for that purpose on walls and cement coatings, to finish and repair sidewalks and cement pavings, to repair foundations and execute any other related work.

The work on walls to be executed after floors work shall not extend, so far as the cement finishers are concerned, higher than the plinth for inside work and higher than the foundations for outside work."

3. The following paragraph "*mm*" is added to article I:

"(*mm*) The term "terrazzo polisher" means any employee who has the competency required to do the dry or wet polishing with power machines or accessories of any terrazzo surface or to make any terrazzo material on a construction or repair job. The term includes the cementing and puttying of any defects in terrazzo surfaces."

4° Le paragraphe « *o* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *o*) Le terme « poseur de lattis métallique » désigne tout salarié qui fait:

1° la préparation, l'assemblage et la pose de tout matériel servant au montage ou à l'installation pour plafond, de tout support métallique propre à recevoir toute latte de métal, de gypse ou de composition semblable ou servant de base pour recevoir tout traitement d'insonorisation préfabriqué;

2° la pose de montants (colombages) de métal pour murs ou cloisons propres à recevoir toute latte de métal, de gypse ou de composition semblable, ou toute planche murale, ou tout carreau de gypse ou de composition semblable.

Les charpentiers-menuisiers sont concurremment habilités à poser les montants (colombages) en métal pour murs ou divisions;

3° ou la pose de toute latte de métal, de toute latte de gypse ou de composition semblable de deux pieds de largeur et moins;

4° ou la pose de tous carreaux métalliques d'insonorisation ou tous carreaux de gypse ou de composition semblable;

5° la pose de tout treillis métallique propre à recevoir tout enduit à base de plâtre et de ciment. »

5° Le paragraphe « *p* » de l'article I est remplacé par le suivant:

« *p*) Le terme « calorifugeur » désigne tout salarié qui applique ou pose tous les matériaux insolants calorifuges ou d'insonorisation, que la pose soit faite à la main ou au moyen d'une machine:

a) sur des tuyaux de toute dimension ou servant à tout usage;

b) sur toute canalisation ou conduit aux fins de refrigération, de climatisation, de ventilation ou sur toute autre installation ainsi que sur tous les tuyaux qui s'y rattachent, que l'application soit faite à l'intérieur ou à l'extérieur;

c) sur des calorifères, des chaudières, réservoirs, appareils et tuyauterie connexes;

d) sur murs, plafonds et planchers intérieurs ou extérieurs collés à l'aide de tout produit employés à cette fin.

Ce travail est régi par le décret, qu'il soit exécuté dans les maisons ou immeubles industriels ou commerciaux, fixes ou mobiles, à l'intérieur ou à l'extérieur, qu'il s'agisse de montage, de réparation ou de rénovation d'installation nouvelle ou existante. Ce travail comprend aussi l'application de tous les enduits, mais ne s'étend pas à la pose de carreaux d'insonorisation et de laine minérale. »

6° Le troisième alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *a* » de l'article II:

« Le décret régit également les entrepreneurs ou sous-traitants qui font l'isolation ou la pose de lattes métalliques ou les deux à la fois, qui exécutent des travaux au sens déterminé au paragraphe « *a* », en régie ou à forfait, sur des chantiers maritimes, pour le compte de toute entreprise. »

7° Le paragraphe « *f* » suivant est ajouté à l'article IV:

« *f*) 1° À compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le taux de salaire du poseur de lattis métallique sera majoré de quinze ($0.15) sous l'heure;

2° À compter du 1er janvier 1965: le taux de salaire du poseur de lattis métallique sera majoré de cinq ($0.05) sous l'heure et le taux de salaire du calorifugeur sera majoré de cinq ($0.05) sous l'heure.

4. Paragraph "*o*" of article I is replaced by the following:

"(*o*) The term "metal lather" means any employee who does:

1. the preparation, assembling, laying or any material used in the erection or installation for ceilings of any metal suspension for the setting of metal laths, of any gypsum or similar composition laths or on which shall be laid any prefabricated soundproofing material;

2. the laying of metal studs or frame for walls or partitions for the setting of metal lath, of gypsum or similar composition lath, or any wallboard or gypsum or similar composition tiles;

Carpenters-joiners may also lay metal studs or frame for walls or partitions;

3. the laying of any metal lath, of any gypsum or similar composition lath up to two (2) feet wide;

4. the laying of any metal soundproofing tiles or any gypsum or similar composition tiles;

5. or the laying of any metal grillwork to be covered with a plaster or cement base coating.

5. Paragraph "*p*" of article I is replaced by the following:

"(*p*) *Insulation mechanic:* The insultation mechanic applies or lays all thermal insulation or soundproofing materials, whether the application be made by hand, by spraying or blowing, or with any appropriate tool:

(*a*) on pipes of all size and use;

(*b*) on any raceway or duct or conduit for refrigeration or air conditioning purposes, on ventilation ducts or any other apparatus, including all pipes connected therewith, whether the installation be made inside or outside;

(*c*) furnaces, boilers, tanks and related apparatus and any related piping;

(*d*) on walls, ceilings and floors, either inside or outside, glued or cemented with any product used for that purpose.

Such work is covered, whether it be executed in industrial or commercial houses or buildings, fixed or moveable, inside or outside, including the installation, repair or renovation of any new or existing systems. It includes also the application of all coatings but.

But does not include the laying of soundproofing tiles and steelwool."

6. The following third sub-paragraph is added to paragraph "*a*" of article II:

"The decree also applies to insultation and/or metal lath laying contractors or sub-contractors who execute work as determined in paragraph "*a*", on a "cost plus" or job basis in shipyards for the account of any concern."

7. The following paragraph "*f*" is added to article IV:

"(*f*) 1. From the date of coming into force of the present Order in Council, the wage rate of metal lath layers shall be increased by fifteen ($0.15) cent per hour.

2. From January 1, 1965: The wage rate of metal lathers shall be increased by five ($0,05) cent per hour and the wage rate of insulation mechanics shall be increased by five ($0.05) cent per hour.

3° À compter du 1er mars 1965: le taux de salaire du poseur de lattis métallique sera majoré de dix ($0.10) sous l'heure et le taux de salaire du calorifugeur sera majoré de dix ($0.10) sous l'heure. »

8° Le paragraphe « *g* » suivant est ajouté à l'article IV:

« *g*) *Chef d'équipe:* Tout calorifugeur qui a sous sa responsabilité cinq (5) hommes doit recevoir une prime de dix ($0.10) sous l'heure; il doit également recevoir une prime additionnelle de cinq ($0.05) sous pour tout autre groupe de cinq (5) salariés. »

9° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article VI:

« Tout travail exécuté par un calorifugeur en dehors des heures normales est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré à raison du salaire normal majoré de 50% pour les trois (3) premières heures et, par la suite, à raison du salaire normal majoré de 100%.

Si un calorifugeur est appelé à changer de chantier et qu'un tel changement de chantier a pour effet de lui faire subir une perte de temps, l'employeur doit lui payer sa pleine journée, soit l'équivalent de huit (8) heures de travail. »

10° L'alinéa suivant est ajouté au sous-paragraphe 3 du paragraphe « *j* » de l'article XI:

« La durée de l'apprentissage est de quatre (4) années et de huit mille (8,000) heures. L'apprenti doit toujours travailler sous la surveillance d'un compagnon. »

11° L'alinéa suivant est ajouté au sous-paragraphe 6 du paragraphe « *j* » de l'article XI:

« La durée de l'apprentissage pour le métier de poseur de lattis métallique est de quatre (4) années ou de huit mille (8,000) heures. »

12° Les emplois suivants sont ajoutés au paragraphe « *k* » de l'article XI:

	Jan. 1, 1965	*March 1, 1965*	*August 1, 1965*
« Calorifugeur — Insulation mechanic:			
1ère année — 1st year	$1.25	$1.30	$1.40	$1.55
2ème année — 2nd year	1.45	1.50	1.60	1.75
3ème année — 3rd year	1.65	1.70	1.80	1.95
4ème année — 4th year	2.00	2.05	2.15	2.30
Poseur de lattis métallique — Metal lather:			
1ère année — 1st year	1.25	1.30	1.40	1.55
2ème année — 2nd year	1.45	1.50	1.60	1.75
3ème année — 3rd year	1.65	1.70	1.80	1.95
4ème année — 4th year	2.00	2.05	2.15	2.30 »

13° Le paragraphe « *d* » suivant est ajouté à l'article XII:

« *d*) Tout employeur devra payer à tout calorifugeur appelé à exécuter des travaux à un endroit qui l'oblige à demeurer en pension, un montant équivalent à sept (7) jours de pension à l'hôtel, en plus des frais de transport. Cependant, l'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension.

De plus, si les travaux durent plus de trois (3) mois, l'employeur devra payer à son salarié un voyage aller et retour à son domicile à chaque telle période. »

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

3. From March 1, 1965: The wage rate of metal lathers shall be increased by ten ($0.10) cent per hour and the wage rate of insulation mechanics shall be increased by ten ($0.10) cent per hour."

8. The following paragraph "*g*" is added to article IV:

"(*g*) *Shift leading hand:* Every asbestos insulation mechanic who is in charge of five (5) men shall be paid an additional premium of ten ($0.10) cent per hour and for every additional five (5) workers, another premium of five ($0.05) cent shall be paid."

9. The following paragraphs are be added to article VI:

"For the insulation mechanic, all time worked in excess of the regular hours will be considered as overtime and paid at the rate of time and one half for the first three (3) hours and thereafter at the rate of double time based on the regular rate of pay.

Should an insulation mechanic be required to go from one job to another and should such change cause him to loose time, the employer shall pay the full day, i.e. the equivalent of eight (8) hours of work."

10. The following paragraph is added to subparagraph 3 of paragraph "*j*" of article XI:

"The duration of apprenticeship shall be four (4) years or eight thousand (8,000) hours. The apprentice shall always work under the direction of a journeyman."

11. The following paragraph is added to subparagraph 6 of paragraph "*j*" of article XI:

"The duration of apprenticeship as regards metal lathers shall be four (4) years or eight thousand (8,000) hours."

12. The following items is added to paragraph "*k*" of article XI:

	Jan. 1, 1965	*March 1, 1965*	*August 1, 1965*
« Calorifugeur — Insulation mechanic:			
1ère année — 1st year	$1.25	$1.30	$1.40	$1.55
2ème année — 2nd year	1.45	1.50	1.60	1.75
3ème année — 3rd year	1.65	1.70	1.80	1.95
4ème année — 4th year	2.00	2.05	2.15	2.30
Poseur de lattis métallique — Metal lather:			
1ère année — 1st year	1.25	1.30	1.40	1.55
2ème année — 2nd year	1.45	1.50	1.60	1.75
3ème année — 3rd year	1.65	1.70	1.80	1.95
4ème année — 4th year	2.00	2.05	2.15	2.30 »

13. The following paragraph "*d*" is added to article XII:

"(*d*) Every insulation mechanic required to work at a distant place which requires boarding besides travelling expenses shall be paid by the employer the equivalent of seven days boarding at the hotel. However, the contractor or employer who takes his employees to work and back every day is not required to pay travelling or boarding expenses.

Also, should the operations last more than three (3) months, the employer shall pay his employee a round trip home every three (3) months."

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2052
Section « B »

Québec, le 28 octobre 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2052
Section "B"

Quebec, October 28, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension to the decree relating to the ladies' hairdressing trade in the region of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 789 du 23 juillet 1952 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 2 février 1965.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2052
Section « C »

Québec, le 28 octobre 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de taverne de la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de taverne de la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 septembre 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée; contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié comme suit:

« Aux paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article III, le taux minimum de salaire indiqué pour l'assistant commis de comptoir est remplacé par le suivant:

Assistant commis de comptoir..... ..... $50.00 par semaine.
Assistant commis de comptoir..... ..... 1.07 par heure.

Les parties contractantes ont convenu d'être liées par le présent amendement à compter du 27 mars 1964 ».

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2052
Section « E »

Québec, le 28 octobre 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de la Commission Conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement de la Commission Conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1094-B du 2 juillet 1963, soit prolongé jusqu'au 2 février 1965, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 789 of July 23, 1952, and amendments, relating to the ladies' hairdressing trade in the region of Montreal, be extended until February 2, 1965.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2052
Section "C"

Quebec, October 28, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the tavern employees of the city of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the tavern employees of the city of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 695 of May 7, 1938 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 26, 1964;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, No. 695, be amended as follows:

"In paragraphs "*a*" and "*b*" of article III, the minimum rate of wages mentioned for the assistant barman is replaced by the following:

Assistant barman..... $50.00 per week.
Assistant barman..... 1.07 per hour.

The contracting parties have agreed to be bound by the present amendments from March 27, 1964."

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2052
Section "E"

Quebec, October 28, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing trade of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1094-B of July 2, 1963, be extended until February 2, 1965, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
8291-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Associations coopératives

Association coopérative féminine du Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative féminine du Québec ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à ville Duberger, Québec, dnas le district électoral de St-Sauveur, Québec.

Québec, le 27 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
8282-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association Coopérative de travail de Beaucanton

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat de travail de Beaucanton » de cesser d'être régi par la loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « L'Association Coopérative de travail de Beaucanton ».

Québec, le 28 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
8292-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Association coopérative féminine du Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative féminine du Québec".

The head office of this cooperative association is situated in the town of Duberger, Quebec, in the electoral district of St-Sauveur, Quebec.

Quebec, October 27, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
8282 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association Coopérative de travail de Beaucanton

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the application of the cooperative syndicate "Syndicat de travail de Beaucanton" to cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "L'Association Coopérative de travail de Beaucanton".

Quebec, October 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
8292 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis divers

Ville de Cowansville

Article 60

Avis de la demande du dépôt des plan et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 60 de la loi du régime des eaux courantes, que la « ville de Cowansville », dans le comté de Missisquoi, se propose de faire un barrage pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de la rivière Yamaska, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains, qui seront affectés par ces travaux a été transmise au Ministère des richesses Naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la disivion d'enregistrement de Missisquoi à Bedford.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Requérant: Ville de Cowansville, comté de Missisquoi.

8293-o *Par:* GUY MIGUÉ, ING.P., A.G.

Miscellaneous notices

Town of Cowansville

Section 60

Notice of application and deposit of plan and specifications

Public notice is hereby given is accordance with section 60 of the water-course Act, that the "Town of Cowansville", in the county of Missisquoi, intends to execute the following work a dam to store at all seasons the water of the Yamaska river, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills.

Notice is also given that a petition to that effect, accompagnied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Ressources, and that a duplicata of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Missisquoi at Bedford.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Petitioner: Town of Cowansville, county of Missisquoi.

8293-o *Per:* GUY MIGUÉ, P.ENG., Q.L.S.

Cité de Granby

Règlement No 487

Règlement à l'effet de décréter que l'élection générale du maire et des échevins, aura lieu le premier dimanche de novembre, au lieu du quatrième lundi de Janvier.

ATTENDU QU'à une séance régulière ajournée du conseil municipal de la cité de Granby, tenue à l'endroit et à l'heure ordinaires des séances sudit conseil, le 14 septembre 1964 conformément à la loi et à laquelle étaient présents: MM. J. J. B. Payne, Georges-Émile Guillette, Alphonse St-Onge, Émilien Ouellette, Gill Langlois, J. A. Bouchard, Bernard Beaudry, Orpha Choinière, tous échevins de la cité de Granby, formant quorum sous la présidence de son honneur le maire, M. Paul-O. Trépanier, un avis de présentation d'un règlement fut donné par l'échevin Gill Langlois, aux fins de décréter que l'élection générale du maire et des échevins aura lieu dorénavant, le premier dimanche de novembre et fixant la date de la prochaine élection générale au dimanche, 6 novembre 1966.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la loi 7, George V, chapitre 70, sanctionnée le 22 décembre 1916, et de l'article 2 de la loi 15-16, George VI, chapitre 75, sanctionnée le 19 décembre 1951, l'élection municipale du maire et des échevins a lieu tous les trois ans, le quatrième lundi de janvier.

ATTENDU QUE l'article 8, de la loi 11-12, Elizabeth II, chapitre 45, sanctionnée le 10 juillet 1963, donne au conseil d'une cité ou ville, le droit de décréter que l'élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre.

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Granby désire que les élections municipales soient désormais tenues le dimanche.

À une séance régulière du conseil municipal de la cité de Granby, tenue aux lieu et heures ordinaires des séances dudit conseil, conformément à la loi, en date du 5 octobre 1964, et à laquelle étaient présents: MM. J. J. B. Payne, Georges-Émile Guillette, Alphonse St-Onge, Émilien Ouellette, Gill Langlois, Bernard Beaudry, Orpha Choinière, tous échevins de la cité de Granby, formant quorum, sous la présidence du maire, M. Paul-O. Trépanier.

Sur proposition de l'échevin Langlois, appuyé par l'échevin Beaudry, il est par le présent règlement résolu et statué comme suit:

1° Nonobstant l'article 25 de la loi 7, George V, chapitre 70, l'article 2, de la loi 15-16, George VI, chapitre 75, l'élection générale du maire et des échevins de la cité de Granby a lieu tous les trois ans, le premier dimanche de novembre. La prochaine élection aura lieu le 6 novembre 1966.

2° Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Le Maire,
PAUL-O. TRÉPANIER.

Le Greffier,
DONAT BROSSEAU.

N. B.: Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 5 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
8294-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

City of Granby

By-law No. 487

By-law enacting that the general election of the mayor and aldermen will take place on the first Sunday in November, instead of on the fourth Monday in January.

WHEREAS that at a regular adjourned meeting of municipal council of the city of Granby, held at the ordinary place and time of the sittings of the said council, on September 14, 1964, in accordance with the law and at which were present: Messrs.: J. J. B. Payne, Georges-Émile Guillette, Alphonse St-Onge, Émilien Ouellette, Gill Langlois, J. A. Bouchard, Bernard Beaudry, Orpha Choinière, all aldermen of the city of Granby, forming quorum under the presidency of his Honor, the mayor, Mr. Paul-O. Trépanier, a notice of presentation of a by-law was given by alderman Gill Langlois, for purposes of enacting that the general election of the mayor and aldermen will take place hereinafter on the first Sunday in November, and fixing the date of the next, general election for Sunday, November 6, 1966.

WHEREAS that under section 25 of the Act 7, George V, chapter 70, sanctioned on December 22, 1916, and of section 2 of the Act 15-16, George VI, chapter 75, sanctioned on December 19, 1951, the municipal election of the mayor and aldermen takes place every three years, on the fourth Monday of January.

WHEREAS section 8 of the Act 11-12, Elizabeth II, chapter 45, sanctioned on July 10, 1963, gives the council of a city or town, the right to enact that the general election of the mayor and aldermen will take place on the first Sunday in November.

WHEREAS the council of the city of Granby desires that the numicipal elections shall hereinafter be held on Sunday.

A regular meeting of the municipal council of the city of Granby, held at the ordinary place and hour of the meetings of the said council, in accordance with the law, dated October 5, 1964 and at which were present: Messrs.: J. J. B. Payne, Georges-Émile Guillette, Alphonse St-Onge, Émilien Ouellette, Gill Langlois, Bernard Beaudry, Orpha Choinière, all aldermen of the city of Granby, forming quorum, under the presidency of the mayor, Mr. Paul-O. Trépanier.

Upon the proposition of aldermen Langlois, seconded by alderman Beaudry, it is by the present by-law resolved and enacted as follows:

1. Notwithstanding section 25 of the Act 7, George V, chapter 70, section 2, of the Act 15-16, George VI, chapter 75, the general election of the mayor and aldermen of the city of Granby takes place every three years, on the first Sunday of November. The next election will take place on November 6, 1966.

2. The present by-law will enter into force according to law.

PAUL-O. TRÉPANIER,
Mayor.

DONAT BROSSEAU,
Clerk.

N. B.: This by-law is published in accordance with section 173, paragraph 5 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
8294 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Collège des Médecins Vétérinaires de la Province de Québec

Par décision du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins vétérinaires de la province de Québec, le Docteur Jean-Pierre Giguère, médecin vétérinaire, C. P. 279, St-Jean-Eudes (Chicoutimi) est suspendu pour une période indéfinie.

Le Secrétaire-trésorier,
8299-o MARCEL BOURASSA, D.M.V.

College of Veterinary Surgeons of the Province of Quebec

By a decision of the Board of Governors of the College of Veterinary Surgeons of the Province of Quebec, Doctor Jean-Pierre Giguère, Veterinary Surgeon, P.O.B. 279, St-Jean-Eudes (Chicoutimi), is suspended for an indefinite period.

MARCEL BOURASSA, D.M.V.,
8299 *Secretary-Treasurer.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'établissement rural du Saguenay

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « La Caisse d'établissement rural du Saguenay », en celui de « La Caisse d'établissement de L'U.C.C. du Saguenay », et qu'il a aussi approuvé que le territoire actuel de cette caisse, qui comprend les comtés de Roberval, Lac St-Jean et Chicoutimi, soit étendu en plus aux comtés de Saguenay, Duplessis, Jonquière-Kénogami, et les villes de Chibougamau et Chapais.

Québec, le 21 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
8283-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'établissement rural du Saguenay

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Caisse d'établissement rural du Saguenay", to that of "La Caisse d'établissement de L'U.C.C. du Saguenay", and that he has also approved that the present territory of this union, which includes the counties of Roverval, Lake St. John and Chicoutimi, be extended also to the counties of Saguenay, Duplessis, Jonquière-Kénogami and the towns of Chibougamau and Chapais.

Quebec, October 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
8283 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Diecast Products Ltd.

Avis est donné que « Diecast Products Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de Manitoba, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Michael E. Hickson, avocat, 51, rue Desjardins, Québec.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 51, rue Desjardins, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
8280 56-64 — 1242/43

Rosario Exploration Company

Avis est donné que « Rosario Exploration Company », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation sous et en vertu de « General Corporation Law » de l'état du Colorado, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Companies Licensed to do Business

Diecast Products Ltd.

Notice is hereby given that "Diecast Products Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of Manitoba, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Michael E. Hickson, advocate, 51 Desjardins street, Quebec.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 51 Desjardins street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
8280-o 56-64 — 1242/43

Rosario Exploration Company

Notice is hereby given that "Rosario Exploration Company", an extra-provincial company incorporated under and by virtue of the "General Corporation Law", of the State of Colarado, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Alfred M. West, C.R., 620, rue Cathcart, chambre 700, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 620, rue Cathcart, chambre 700, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280 57-64 — 1242/97

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Alfred M. West, Q.C., 620 Cathcart street, suite 700, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 620 Cathcart street, suite 700, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280-o 57-64 — 1242/97

Chartes — Abandon de

Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec « Don-O-Lite Manufacturing Inc. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 6 octobre 1964.

Le Procureur de,
Don-O-Lite Manufacturing Inc.,
8284 JOSEPH S. CAPLAN, C.R.

T. D. Dubuc Inc.

Prenez avis, que la compagnie « T. D. Dubuc Inc. », demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 26 octobre 1964.

Les Procureurs de la requérante,
8285-o BHÉRER, JUNEAU & CÔTÉ.

Northland Acceptance Corporation

Avis est, par les présentes, donné que « Northland Acceptance Corporation », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 27ième jour d'octore 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
8286-o KATHLEEN HIGGINS.

Jos. Richard Incorporée

Prenez avis que « Jos. Richard Incorporée », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Rivière Madeleine, ce 9 octobre 1964.

Le Secrétaire,
8287-o IRÉNÉE RICHARD.

Kopla Inc.

Avis est donné que la compagnie « Kopla Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Westmount, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'octobre 1964.

Le Procureur de Kopla Inc.,
8300 LIONEL A. SPERBER, C.R.

Charters — Surrender of

Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act that "Don-O-Lite Manufacturing Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, October 6, 1964.

JOSEPH S. CAPLAN, Q.C.,
Solicitor for
8284-o *Don-O-Lite Manufacturing Inc.*

T. D. Dubuc Inc.

Take notice, that the company "T. D. Dubuc Inc.", will apply to the Provincial Secretary, for permission to surrender its charter.

Quebec, October 26, 1964.

BHÉRER, JUNEAU & CÔTÉ,
8285-o *Attorneys for the petitioner.*

Northland Acceptance Corporation

Notice is hereby that "Northland Acceptance Corporation", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of October, 1964.

KATHLEEN HIGGINS,
8286-o *Secretary-Treasurer.*

Jos. Richard Incorporée

Take notice that "Jos. Richard Incorporée", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec to obtain permission to surrender its charter.

Rivière Madeleine, October 9, 1964.

IRÉNÉE RICHARD,
8287-o *Secretary.*

Kopla Inc.

Notice is hereby given that "Kopla Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Westmount, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of October, 1964.

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,
8300-o *Attorney for Kopla Inc.*

Les Immeubles Dalma Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles Dalma Inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, 1941, et ayant son siège social en la cité de Québec, P.Q. a, le 28 octobre 1964 adopté un règlement pourvoyant à la distribution de son actif proportionnellement entre ses actionnaires.

Avis est également donné que cette compagnie s'adressera subséquemment au secrétaire de la province de Québec aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Québec, ce troisième jour de novembre 1964.

Le Président,
LOUIS-PHILIPPE BOUCHARD.

8319-o 13862-58

Les Immeubles Dalma Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles Dalma Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act, 1941, and having its head office in the city of Quebec, P.Q., has on October 28, 1964, adopted a by-law providing for the distribution of its assets proportionately between its shareholders.

Notice is also given that this company will subsequently apply to the Provincial Secretary in order to obtain permission to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Quebec, this third day of November, 1964.

LOUIS-PHILIPPE BOUCHARD,
President.

8319 13862-58

Compagnies dissoutes

Les Ateliers Duval limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Les Ateliers Duval limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 5 juin 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 4481-46

Bornstein Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bornstein Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 décembre 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 15732-60

Henri Comtois & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Henri Comtois & fils ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 mars 1960.

Companies Dissolved

Les Ateliers Duval limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Ateliers Duval limitée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 5, 1946.

Notice is also given that from and after October 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 4481-46

Bornstein Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bornstein Holdings Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 30, 1960.

Notice is also given that from and after October 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 15732-60

Henri Comtois & fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Henri Comtois & fils ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 3, 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 10802-60

Notice is also given that from and after October 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 10802-60

Garage Henri Proulx ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Garage Henri Proulx ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er juin 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 11435-54

Garage Henri Proulx ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Garage Henri Proulx ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 1, 1954.

Notice is also given that from and after October 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 11435-54

The Redpath Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « The Redpath Apartments Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er décembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 octobre 1964, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o 13283-55

The Redpath Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by sedtion 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Redpath Apartments Inc.", incroporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 1, 1955.

Notice is also given that from and after October 30, 1964, the said company has been dissolved.

Given at the office of tge Provincial Secretary, on November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280 13283-55

Divers
Compagnies

Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec

Avis est donné qu'en vertu de l'article II de la Loi 10, George VI, chapitre 87, et ses amendements, l'honorable secrétaire de la province a approuvé, le 29 septembre 1964, les modifications apportées aux règlements de la « Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec », lors d'un congrès tenu du 23 au 28 août 1964.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 21 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8288 2423-47

Miscellaneous
Companies

Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec

Notice is hereby given that pursuant to section II of Act 10, George VI, chapter 87 and is amendments, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on September 29, 1964, the amendments to the by-laws of the "Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec", at a congress held from August 23 to 28, 1964.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8288 2423-47

Charles Desjardins & cie ltée
Charles Desjardins & Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Charles Desjardins & cie ltée — Charles Desjardins & Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
PIERRE DESJARDINS.

8295-o 15438-51

Charles Desjardins & cie ltée
Charles Desjardins & Co. Ltd.

Notice is given that the company "Charles Desjardins & cie ltée — Charles Desjardins & Co. Ltd.", has changed the number of its administrators from 5 to 3.

PIERRE DESJARDINS,
Secretary.

8295 15438-51

Le Club de l'Union Nationale
(district de Montréal) inc.
National Union Club
(Montreal District) Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 octobre 1964, approuvé les règlements généraux de « Le Club de l'Union Nationale (district de Montréal) inc. — National Union Club (Montreal District) Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8309-o 12856-60

Le Club de l'Union Nationale
(district de Montréal) inc.
National Union Club
(Montreal District) Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 29, 1964, approved the general by-laws of "Le Club de l'Union Nationale (district de Montréal) inc. — National Union Club (Montreal District) Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 30, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8309 12856-60

Lakeshore General Hospital Foundation

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 octobre 1964, approuvé les règlements généraux de « Lakeshore General Hospital Foundation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8315-o 3618-64

Lakeshore General Hospital Foundation

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 30, 1964, approved the general by-laws of "Lakeshore General Hospital Foundation", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8315 3618-64

Les Oeuvres du Docteur Despatis, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 octobre 1964, approuvé les règlements de « Les Oeuvres du Docteur Despatis, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8316-o 10265-61

Les Oeuvres du Docteur Despatis, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 27, 1964, approved the by-laws of "Les Oeuvres du Docteur Despatis, inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8316 10265-61

Sièges sociaux

Perras, Chabot & Associés Inc.

Avis est donné que la compagnie « Perras, Chabot & Associés Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 juin 1964 et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 132 ouest de la rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18e jour de juin 1964.

Le Président,
ÉMILE COLAS.

8289-o 2869-64

Head Offices

Perras, Chabot & Associés Inc.

Notice is hereby given that "Perras, Chabot & Associés Inc.", company incorporated by letters patent on the June 15, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its offices at 132 St. James St. west.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of June 1964.

ÉMILE COLAS,
President.

8289-o 2869-64

Bois-Fontaine Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bois-Fontaine Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du lieutenant-gouverneur, en date du treize mars 1961, et ayant son bureau principal en la cité de Québec où elle avait son bureau situé, jusqu'aujourd'hui, à 640 Arago ouest, l'a transporté à 880 chemin Ste-Foy, cité de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce deuxième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre (1964).

(Sceau) *Le Secrétaire,*
ROBERT GRENIER.

8301-o 11240-61

Bois-Fontaine Inc.

Notice is hereby given that "Bois-Fontaine Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent of the Lieutenant-Governor, dated March thirteen, 1961, and having its principal office in the city of Quebec where its office was situated, up to to-day, at 640 Arago west, has moved it to 880 Ste-Foy road, city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Quebec, this second day of June one thousand nine hundred and sixty-four (1964).

(Seal) ROBERT GRENIER,
Secretary.

8301 11240-61

Gestion C. G. Ltée

La compagnie « Gestion C. G. Ltée », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 28 septembre 1964 a établi son bureau principal à 620, rue Arago-ouest, Québec.

Donné à Québec, ce 29e jour de septembre mil neuf cent soixante-quatre.

La Présidente de la compagnie,
CHARLOTTE SIMARD LABBÉ.

8302-o 4278-64

Gestion C. G. Ltée

The company "Gestion C. G. Ltée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated September 28, 1964, has established its head office at 620 ouest, Arago-street in Quebec.

Given at Quebec, this 29th day of September one thousand and nine hundred sixty-four.

CHARLOTTE SIMARD LABBÉ,
President of the company.

8302-o 4278-64

L. D-M Adjustment Bureau Ltd.

Avis est donné que la compagnie « L. D-M Adjustment Bureau Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24ième jour de mars 1964, et ayant son bureau principal dans Sainte-Rose, comté de Laval, a établi son bureau au numéro 266 boulevard Ste-Rose.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Rose, ce 26e jour d'octobre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY GENDRON.

8303-o 1040-64

L. D-M Adjustment Bureau Ltd.

Notice is hereby given that "L. D-M Adjustment Bureau Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1964, and having its principal office in Sainte-Rose, county of Laval, has established its office at number 266 Ste-Rose boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Ste-Rose, this 26th day of October, 1964.

JEAN-GUY GENDRON,
Secretary-Treasurer.

8303 1040-64

Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.

Avis est donné que « Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 30 septembre 1964, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au 612 ouest rue St-Jacques, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le trentième jour d'octobre 1964.

Le Secrétaire,
CLAUDE E. LEDUC.

8304-o 4318-64

Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.

Notice is hereby given that "Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 30th day of September 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 612 St-Jacques street west in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this thirtieth day of October 1964.

CLAUDE E. LEDUC,
Secretary.

8304-o 4318-64

Audem Inc.

Avis est donné que la compagnie « Audem Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de septembre 1964, et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 3440 de la rue Ontario est.

Audem Inc.

Notice is given that the company "Audem Inc.", incorporated by letters patent on the 9th day of September, 1964, and having its head office in Montreal, has established its office at number 3440 Ontario street, east.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5 octobre 1964.

Le Président,
RÉGIS TRUDEAU.

8317-o 3995-64

From and after the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on October 5, 1964.

RÉGIS TRUDEAU,
President.

8317 3995-64

Placements Sylvestre Ltée

Avis est donné que la compagnie « Placements Sylvestre Ltée », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29e jour de mai 1964, et ayant son bureau principal dans les cité et district de St-Hyacinthe, province de Québec, a établi son bureau au numéro 7880, rue Des Cascades, St-Hyacinthe, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1964.

La Secrétaire-trésorier,
LILIANE GALIPEAU.

8318-o 2455-64

Placements Sylvestre Ltée

Notice is hereby given that "Placements Sylvestre Ltée", incorporated in the province of Quebec, by letters patent issued pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, bearing date the 29th day of May, 1964, and having its head office in the city and district of St. Hyacinthe, province of Quebec, has established its office at number 7880 Des Cascades St., St. Hyacinthe, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of October, 1964.

LILIANE GALIPEAU,
Secretary-Treasurer.

8318 2455-64

Hôpital Fleur-de-Lys Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôpital-Fleur-de-Lys Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1964 et ayant son siège social dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 220 rue De la Sapinière Dorion, Limoulou, à Québec,

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 10e jour de septembre 1964.

Le Secrétaire,
J. L. DE LAUNIÈRE.

8320-o 4178-63

Hôpital Fleur-de-Lys Inc.

Notice is hereby given that "Hôpital-Fleur-de-Lys Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 30th day of March, 1964, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 220 De la Sapinière Dorion St., Limoilou, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 10th day of September, 1964.

J. L. DE LAUNIÈRE,
Secretary.

8320 4178-63

Photo Metal (1964) Inc.

Avis est donné que « Photo Metal (1964) Inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées le 28 août 1964 et que son siège social est situé à 3495 de la Montagne, Montréal, province de Québec.

Montréal, le 31 août 1964.

(Sceau) *Le Président,*
GUY MARIN.

8321-o 3859-64

Photo Metal (1964) Inc.

Notice is hereby given that "Photo Metal (1964) Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 28, 1964, has its head office at 3495 Mountain St., Montreal, Province of Quebec.

Montreal, August 31, 1964.

(Seal) GUY MARIN,
President.

8321 3859-64

Demandes à la Législature

Commune de Laprairie de la Magdeleine

Avis public est par les présentes donné que les président et syndics de la « Commune de Laprairie de la Magdeleine », corporation légalement constituée, ayant son siège social à Laprairie, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi relative à compensation obtenue pour ses droits dans la Commune de Laprairie et prévoyant un mode de distribution des actifs de la Corporation.

Le Procureur de la pétitionnaire,
DENIS DUROCHER.

8181-43-4-o

Applications to Legislature

Commune de Laprairie de la Magdeleine

Public notice is hereby given that les president et Syndics de la "Commune de Laprairie de la Magdeleine", a body politic legally constituted, having its head office in the city of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of a law concerning the compensation obtained for its rights in the Laprairie Common, and providing for the distribution of its assets.

DENIS DUROCHER,
Attorney for Petitioner.

8181-43-4-o

The Synod of the Diocese of Montreal

Avis est par les présentes donné que « The Synod of the Diocese of Montreal », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi déclarant que la description « the Anglican Church Residences for Elderly Ladies, (such as Nesbitt Residence, Cowansville) » contenue dans le testament d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre de Dame Constance E. S. Morison, épouse de Gérald Ballard, daté le 9 mars 1960 et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division de Rouville sous le numéro 94114 signifie The Synod of the diocese of Montreal et aucune défectuosité de titre au lot 67 du plan et livre de renvoi officiels du village de Richelieu ne doit résulter de ladite description.

Montréal, le 23 octobre 1964.

Les Procureurs pour le requérant,
CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS.

8240-44-4-o

The Synod of the Diocese of Montreal

Notice is hereby given that "The Synod of the Diocese of Montreal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session thereof for the passing of an Act to declare that the description "the Anglican Church Residences for Elderly Ladies, (such as Nesbitt Residence, Cowansville)" contained in the last will and testament in the form derived from the laws of England of Dame Constance E. S. Morison, wife of Gerald Ballard, dated March 9, 1960 and registered in the registry office for the registration division of Rouville under number 94114 means The Synod of the diocese of Montreal and no defect in title to lot 67 of the official plan and book of reference of the village of Richelieu shall result from the said description.

Montreal, October 23, 1964.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS,
Attorneys for the applicant.

8240-44-4-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Amyot	Normand	22	St-Paul de Joliette	Séminaire de Joliette.
Michaud	Pierre	21	St-Barthelemy	Séminaire de Joliette.

Joliette, le 30 octobre 1964. — Joliette, October 30, 1964.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
C. DUGAS,
Secretary of the Bar of Laurentides.

8322-o

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Résidence	Collège — College
Bélanger	Gilles	23	Ste-Anne de la Pocatière	Collège Ste-Anne, La Pocatière.
Leboutillier	John	20	Gaspé	Séminaire de Gaspé.
Fournier	Alcide	21	Cap-Chat	Séminaire de Gaspé.

Rimouski, ce 30 octobre 1964.— Rimouski, October 30, 1964.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent
YVON CÔTÉ, *avocat-advocate,*
Secretary of the Bar of Lower St. Lawrence.

8322-o

Liquidation — Avis de — Winding up Notices

Perfect Holding Corporation

Avis est donné que, lors d'assemblées générales spéciales des actionnaires de la compagnie « Perfect Holding Corporation », tenues le 29 octobre 1962, le 26 août et le 9 septembre 1963, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient

Perfect Holding Corporation

Notice is hereby given that at the general meetings of the shareholders of the company "Perfect Holding Corporation", held on October 29, 1962, August 26, 1963 and September 9, 1963, a resolution was adopted to the effect that the

liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Édouard Précourt a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8310-o 13680-58

affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278), and for such purposes, that Mr. Édouard Précourt has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8310 13680-58

La Coopérative d'aqueduc de Batiscan

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « La Coopérative d'aqueduc de Batiscan », tenue le 29 octobre 1964, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (*Ibid.*, chapitre 278), et que MM. Louis Grandbois, Zéphirin Croteau et Germain Brunelle ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8314-o 2565½-46

La Coopérative d'aqueduc de Batiscan

Notice is given that, at a general meeting of the members of the cooperative syndicate "La Coopérative d'aqueduc de Batiscan", held on October 29, 1964, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290) and the winding-up Act (*Ibid.*, chapter 278), and that Messrs. Louis Grandbois, Zéphirin Croteau and Germain Brunelle have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8314 2565½-46

Ministère de l'Éducation

Rivière Bleue

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Rivière Bleue, dans le comté de Témiscouata, les lots 13 à 24 inclusivement du rang IX et 1 à 20*a* du rang X du cadastre officiel du canton Cabano.

Québec, le 26 octobre 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

8258-44-2-o 352-59

St-Alexandre

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Alexandre, dans le comté d'Iberville, les lots 413, 414, 491 à 495 inclusivement du cadastre officiel de la municipalité de St-Grégoire-le-Grand, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Grégoire, dans le même comté.

Québec, le 26 octobre 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

8259-44-2-o 836-64

Department of Education

Rivière Bleue

Application is made to annex to the school municipality of Rivière Bleue, in the county of Temiscouata, lots 13 to 24 inclusively of range IX and 1 to 20*a* of range X of the official cadaster of the township of Cabano.

Quebec, October 26, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

8258-44-2 352-59

St-Alexandre

Application is made to detach from the school municipality of St-Alexandre, in the county of Iberville, lots 413, 414, 491 to 495 inclusively of the official cadaster of the municipality of St-Grégoire-le-Grand, to annex them to the school municipality of St-Grégoire, in the same county.

Quebec, October 26, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

8259-44-2 836-64

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Dolbeau

Cadastre officiel du canton de Dolbeau, municipalité de la paroisse de Mistassini, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 9-333 à 9-363 et la partie restante des lots 9-298, 9-309,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Dolbeau

Official cadastre of township of Dolbeau, municipality of the parish of Mistassini, registration division of Lac St-Jean-Ouest.

Notice is hereby given that lots 9-333 to 9-363 and the remaining part of lots 9-298, 9-309,

9-313, 9-314, 9-321, 9-322, 9-323, 9-330, 9-331 et 9-332 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 septembre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Canton de Farnham

Cadastre officiel de la partie est du canton Farnham, municipalité de Adamsville*, division d'enregistrement de Brome.

Avis est par la présente donné que les lots 513-2 et 513-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 280-2, 282-8 à 282-11 et partie des lots 280-3, 282-5, 282-6, 282-7, 282-13, 280 et 282 sont annulés et le lot 4772 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 96-349 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Préville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 267-1-A à 267-135-A, 274-2 à 274-13, 274-68 à 274-78, 274-80 à 274-88, 274-246 à 274-251, 274-260 à 274-263, 274-325 à 274-338, 274-340 à 274-342, 275-1 à 275-3, 275-9, 275-15 à 275-18, 275-23, 275-24 et parties des lots 274-228, 274-287, 274-339 et la partie restante des lots 274-1 et 274-79 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Paroisse de St-Athanase

Cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, municipalité de la paroisse de St-Athanase, division d'enregistrement d'Iberville.

Avis est par la présente donné que le lot 62-45 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

9-313, 9-314, 9-321, 9-322, 9-323, 9-330, 9-331 and 9-332 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 18, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Township of Farnham

Official cadastre of the east part of the township of Farnham, municipality of Adamsville*, registration division of Brome.

Notice is hereby given that lots 513-2 and 513-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 6, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Parish of Montreal

Official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, municipality of city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 280-2, 282-8 to 282-11 and part of lots 280-3, 282-5, 282-6, 282-7, 282-13, 280 and 282 are cancelled and lot 4772 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 8, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that of the remaining part of lot 96-349 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 22, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Préville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 267-1-A to 267-135-A, 274-2 to 274-13, 274-68 to 274-78, 274-80 to 274-88, 274-246 to 274-251, 274-260 to 274-263, 274-325 to 274-338, 274-340 to 274-342, 275-1 to 275-3, 275-9, 275-15 to 275-18, 275-23, 275-24 and part of lots 274-228, 274-287, 274-339 and the remaining part of lots 274-1 and 274-79 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 13, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Parish of St-Athanase

Official cadastre of the parish of St-Athanase, municipality of the parish of St-Athanase, registration division of Iberville.

Notice is hereby given that lot 62-45 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 6, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de St-Jean

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, municipalité de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 51-89 à 51-92, 51-105 à 51-109, 51-121 à 51-125, 51-136 à 51-140, 51-152 à 51-156, 52-36 à 52-39 et partie des lots 51-110 (rue) et 51-141 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Parish of St-Jean

Official cadastre of the parish of St. Jean, municipality of the parish of St. Jean l'Évangéliste, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 51-89 to 51-92, 51-105 to 51-109, 51-121 to 51-125, 51-136 to 51-140, 51-152 to 51-156, 52-36 to 52-39 and part of lots 51-110 (Street) and 51-141 (Street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 5, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de St-Joachim de Châteauguay

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, municipalité de la ville de Châteauguay-Centre, division d'enregistrement de Châteauguay.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 146-175 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Parish of St-Joachim de Châteauguay

Official cadastre of the parish of St-Joachim de Châteauguay, municipality of the town of Châteauguay-Centre, registration division of Châteauguay.

Notice is hereby given that a part of lot 146-175 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 1, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de St-Joseph (revisé)

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph (revisé), municipalité de la cité de Lauzon, Quartier Guay, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 88-429-1 et 93-12-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Parish of St-Joseph (Revised)

Official cadastre of the parish of St-Joseph (Revised), municipality of the city of Lauzon, Guay Ward, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lots 88-429-1 and 93-12-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 6, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de St-Joseph (revisé)

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph (revisé), municipalité de la cité de Lauzon, Quartier Routhier, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 114-A, 114-B, 119, 120-A, 122, 123, 501 et 502 et parties des lots 114 et 120 sont annulés et les lots 509 et 510 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Parish of St-Joseph (Revised)

Official cadastre of the parish of St-Joseph (Revised), municipality of the city of Lauzon, Routhier Ward, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lots 114-A, 114-B, 119, 120-A, 122, 123, 501 and 502 and part of lots 114 and 120 are cancelled and lots 509 and 510 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 8, 1964.

FERNAND BOUTIN.
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de Ste-Marie du Monnoir

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie du Monnoir, municipalité de la ville de Marieville, division d'enregistrement de Rouville.

Avis est par la présente donné que les lots 272-A et 273-A sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

8281-o

Parish of Ste-Marie du Monnoir

Official cadastre of the parish of Ste-Marie du Monnoir, municipality of the town of Marieville, registration division of Rouville.

Notice is hereby given that lots 272-A and 273-A are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 19, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

8281-o

Paroisse de St-Mathieu de Beloeil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Parish of St-Mathieu de Beloeil

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 35-68 à 35-171, 35-97-A, 36-40 à 36-106, 36-76-A et partie des lots 35-66, 35-67, 36-38 et 36-39 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.
8281-o

Notice is hereby given that lots 35-68 to 35-171, 35-97-A, 36-40 to 36-106, 36-76-A and part of lots 35-66, 35-67, 36-38 and 36-39 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 16, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.
8281-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la cité de Ste-Thérèse, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 61-110 à 61-115, 61-126, 61-127, 61-131, 61-169, 61-170 et la partie restante des lots 61-109, 61-128, 61-136, 61-151, 61-171 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 octobre 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.
8281-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the city of Ste-Thérèse, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 61-110 to 61-115, 61-126, 61-127, 61-131, 61-169, 61-170 and the remaining part of lots 61-109, 61-128, 61-136, 61-151, 61-171 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 6, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.
8281-o

Ministère du Travail

Avis

Établissements commerciaux — Rimouski

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 1721 du 16 décembre 1948 et amendements, relatif aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski et un rayon de trois (3) milles de ses limites:

Le nom de la partie contractante de première part « Fédération du Détail et des Services du Québec Inc., Section de Rimouski », sera remplacé par « L'Association des Marchands de Rimouski ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'Industrie du Camionnage de l'Ile de Montréal, déjà approuvés par les arrêtés en conseil numéros 1077 du 12 août 1948, 1129 (D) du 1er septembre 1948 et 632 (F) du 11 août 1962, ont été modifiés et revisés par

Department of Labour

Notice

Commercial Establishments — Rimouski

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor of Council the following amendment to the decree number 1721 of December 16, 1948 and amendments, relating to the commercial establishments in the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits:

The name of the contracting party of the first part "Fédération du Détail et des Services du Québec Inc., Section de Rimouski", will be replaced by "L'Association des Marchands de Rimouski".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Notice of approval of by-laws

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, already approved by Orders in Council numbers 1077 of August 12, 1948, 1129 (D) of September 1, 1948 and 632 (F) of August 11, 1962, have been modified and revised

l'arrêté en conseil numéro 2002 du 21 octobre 1964, section « A », et le nom du Comité a été changé comme suit:

« 2. *Nom:* Le nom du Comité paritaire est, en anglais: « Trucking Parity Committee for the Montreal Region » et, en français: « Comité paritaire du Camionnage de la région de Montréal ».

Toutes procédures prises sous l'ancienne désignation sont valables comme si elles avaient été faites sous la présente désignation ».

Par le même arrêté en conseil, les règlements spéciaux suivants ont été approuvés:

« 21. *Régistre* Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 913 du 16 juin 1948, et ses amendements ultérieurs doivent tenir un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le Comité paritaire.

22. *Rapport mensuel:* Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 913 du 16 juin 1948, et ses amendements ultérieurs doivent transmettre au Comité paritaire du Camionnage de la région de Montréal, un rapport mensuel, écrit, signé par l'employeur qui le soument ou par une personne responsable à son emploi de laquelle ledit employeur est tenu responsable. Ce dit rapport doit indiquer les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail faites par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail et le salaire payé chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis.

Les employeurs professionnels doivent transmettre ces rapports audit Comité paritaire le ou avant le vingt-cinquième (25ième) jour de chaque mois, pour le mois précédent, en utilisant les formules fournies, à cette fin, par ledit Comité ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

Avis de modification

Alimentation au détail — St-Hyacinthe

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la ville de St-Hyacinthe et un rayon de 5 milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1439 du 21 juin 1961, et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « *h* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *h*) Le terme « employé régulier » désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il travaille quarante (40) heures et plus par semaine ».

2° Le sous-paragraphe « *l* » du paragraphe « *a* » de l'article III sera remplacé par le suivant:

by Order in Council number 2002 du 21 octobre 1964, section "A", and the name of the Committee has been changed as follows:

"2. *Name:* The name of the Committee is in English: "Trucking Parity Committee for the Montreal Region", and in French: "Comité paritaire du Camionnage de la région de Montréal".

Any proceedings taken under the former designation are valid as if they had been taken under the new designation".

The same Order in Council approved the following special by-law:

"21. *Register:* Every professional employer governed by the decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, shall keep a registration system for all executed by him or a register in which are shown the name in full and residence of all employees in his employ, their qualification, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceaded each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and time of payment. This register must be kept as determined and prescribed by the Parity Committee.

22. *Monthly report:* Every professional employer subject to the decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, shall submit to the Trucking Parity Committee for the Montreal Region, a monthly report in writing, signed by the employer who submits it or a duly authorized person in his employ for whom the employer is held responsible. The said report shall indicate the name in full and residence of all employees in his employ, their qualification, the number of hours worked by them each with of the period for which the report is made, the nature of their work and the wages paid for each week of the period for which the report is submitted.

The professional employers shall transmit such reports to the said Parity Committee on or before the twenty-fifth (25th) day of each month, for the preceeding month, on forms supplied by the said Committee for this purposes".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Notice of amendment

Food Products Retail Trade — St-Hyacinthe

The Honourable Carrier Fortin, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the town of St-Hyacinthe and a radius of 5 miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1439 of June 21, 1961 and amendment, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "*h*" of article I will be replaced by the following:

"(*h*) The words "regular employee" mean any employee who works the regular work week of the establishment where he works fourty (40) hours or more per week".

2. Sub-paragraph "*l*" of paragraph "*a*" of article III will be replaced by the following:

« *l*) *Lundi: aucun travail.* Toutefois, s'il y a un jour chômé et payé durant la semaine, il y a possibilité de travail le lundi précédant immédiatement le dit jour chômé et payé, de 8 a.m. à 6 p.m. Dans ce cas, le travail effectué ce dit lundi devra être rémunéré à temps simple en plus du salaire de la semaine régulière de travail, calculé sur la base du salaire réel payé ».

3° Le paragraphe « *a* » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« *a*) Si un ou plusieurs de ces jours tombent un dimanche ou un lundi, ils ne sont pas rémunérés ».

4° au paragraphe « *b* » de l'article VI, les mots « six (6) jours ouvrables », seront biffés.

5° Le paragraphe « *c* » de l'article VI sera remplacé par le suivant:

« *c*) Après cinq (5) ans ou plus de service pour le même employeur assujetti au décret, le salarié a droit à deux (2) semaines de vacances payées par année ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

"(*l*) *Monday: no work.* However, if a holiday with-pay falls in the week, the Monday preceding immediately the said holiday with pay may be worked from 8:00 a.m. to 6:00 p.m. In that case, time worked on such Monday shall be remunerated at straight time in excess of the wages for the regular work week, calculated on the basis of the actual wages paid ».

3. Paragraph "*a*" of article IV will be replaced by the following:

"(*a*) When one or more of the above holidays occur on a Sunday or on a Monday, they are not remunerated ».

4. In paragraph "*b*" of article VI, the words "six (6) working days" will be deleted.

5. Paragraph "*c*" of article VI will be replaced by the following:

"(*c*) After five (5) years or more of service for the same employer governed by the decree, the employee is entitled to two (2) weeks of vacation with pay per year ».

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — Joliette, Berthier etc.

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'alinéa suivant sera ajouté à l'article 102:

« Le 26 décembre 1964 et le 2 janvier 1965, il n'y aura aucun travail dans les salons de barbiers, coiffeurs et coiffeuses. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades — Joliette, Berthier, etc.

The Honourable Carrier Fortin, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm, rendered obligatory by the decree number 343 of April 17, 1958 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

The following sub-paragraph will be added to article 102:

"On December 26, 1964 and on January 2, 1965, there shall be no work in barbers', men's and ladies' hairdressers' parlours."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Avis de modification

Industrie de la construction — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des cantons de l'Est:

1° L'article 10 sera remplacé par le suivant:

« 10° Cette partie de la juridiction territoriale s'applique aux districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi. »

2° À l'article 12 (Taux de salaires), les zones II-A et III-A seront biffés et les taux de salaires actuels de la zone I-A seront majorés de dix ($0.10) sous l'heure.

3° À l'article 12, paragraphe « *b* », les salaires minima des apprentis électriciens seront remplacés par les suivants:

« Électricien:

1ère année	60%
2ième année	65%
3ième année	70%
4ième année	75%
Compagnon junior	85% »

4° Le paragraph « *c* » de l'article 12 sera biffé.

5° Le paragraphe « *d* » de l'article 12 sera remplacé par le suivant:

« *d*) *Majorations à venir:* Tous les taux de salaires minima mentionnés au paragraphe « *a* » du présent article seront majorés cumulativement comme suit:

5½% au 1er janvier 1965;
$0.10 l'heure au 1er septembre 1965;
$0.10 l'heure au 1er mai 1966;
$0.05 l'heure au 1er septembre 1966. »

6° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article 13:

« À compter du 1er mai 1965, le taux de la rémunération de vacances est porté à 4%.

7° L'article 14 sera remplzcé par le suivant:

« 14° *Heures de travail: a*) La semaine normale régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties en cinq (5) jours à raison de neuf (9) heures par jour, entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement et cela jusqu'au 31 décembre 1964.

À compter du 1er janvier 1965, la semaine normale et régulière de travail sera de quarante-deux et demie (42½) heures réparties en cinq (5) jours à raison de huit et demie (8½) heures par jour, entre 7 a.m. et 5 p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

b) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières ci-haut mentionnées excédant huit et demie (8½) heures par jour, quarante-deux et demie (42½) heures par semaine et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du temps supplémentaire. »

8° L'article 15 sera remplacé par le suivant:

« 15° *Durée:* Le présent chapitre demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1966. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail. »

Notice of amendment

Construction Industry — Sherbrooke

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agrreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 122 of February 29, 1956 and amendments, relating to the construction industry and trades in Eastern Townships District;

1. Article 10 will be replaced by the following:

"10. This part of the territorial jurisdiction applies to the electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi".

2. In article 12, (Minimum rates of wages), zones II-A and III-A will be deleted and the actual rates of wages of zone I-A will be increased by ten ($0.10) cents per hour.

3. In article 12, paragraph "*b*", the minimum wage rates for apprentice electricians will be replaced by the following:

"Electrician:

1st year	60%
2nd year	65%
3rd year	70%
4th year	75%
Junior journeyman	85%"

4. Paragraph "*c*" of article 12 will be deleted.

5. Paragraph "*d*" of article 12 will be replaced by the following:

"(*d*) *Future increase:* All minimum wage rates mentioned in paragraph "*a*" of the present article will be increased cummulatively as follows:

5½% on January 1, 1965;
$0.10 per hour on September 1, 1965;
$0.10 per hour on May 1, 1966;
$0.05 per hour on September 1, 1966".

6. The following paragraph will be added to article 13: "From May 1, 1965, vacation pay rate is increased to 4%.

7. Article 14 will be replaced by the following:

"14. *Hours of work:* (*a*) The standard work week shall consist of forty-five (45) hours divided into five (5) days of nine (9) hours each distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inslusive, until December 31, 1964.

From January 1, 1965, the standard work week shall consist of forty-two hours and a half (42½) divided into five (5) days of eight (8½) hours and a half each distributed between 7:00 a.m. and 5:00 p.m. from Monday to Friday inclusive.

(*b*) All time worked in excess of the regular hours hereabove mentioned, i.e. eight and a half (8½) hours per day, forty-two and a half (42½) hours per week, and all time worked on Saturday shall be considered as overtime".

8. Article 15 will be replaced by the following:

"15. *Duration:* The present chapter shall remain in force until December 31, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before December 31, of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Department of Labour."

9° L'article 20 sera remplacé par le suivant:

« 20. *a*) Les salaires minima suivants doivent être payés:

	Salaires hebdomadaire
Ouvrier qualifié ou homme de métier...	$72.45
Ouvrier non qualifié ou journalier.....	68.45

b) La durée maximum hebdomadaire de travail est de quarante-cinq (45) heures, sans limitation journalière de la durée du travail. À compter du 1er janvier 1965, la durée maximum hebdomadaire de travail sera de quarante-deux et demie (42½) heures.

c) *Majorations à venir:* Les taux de salaires minima mentionnés au présent article seront majorés cumulativement comme suit:

$4.25 par semaine au 1er septembre 1965;
$4.25 par semaine au 1er mai 1966;
$2.12 par semaine au 1er septembre 1966. »

9. Article 20 will be replaced by the following:

"20. The following minimum wages shall be paid:

	Weekly wages
Skilled worker.....	$72.45
Common worker.....	68.45

(*b*) The maximum weekly duration of labour is forty-five (45) hours per week, without daily limitation. From January 1, 1965, the maximum daily duration of labour shall be forty-two and a half (42½) hours per week.

(*c*) *Future increases:* The minimum wage rates mentioned in the present article will be increased cumulatively as follows:

$4.25 per week on September 1, 1965;
$4.25 per week on May 1, 1966;
$2.12 per week, on September 1, 1966."

10° L'article 46 sera remplacé par le suivant:

« 46. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

10. Article 46 will be replaced by the following:

"46. *Minimum wage rates:* (*a*) The following minimum rates of wages shall be paid:

Métiers — Trades:

Entrepreneur (services personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie — Contractor (personal services) holding a license under the Pipe Mechanics' Act.....	$3.45
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic and steamfitter.	
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic	
Poseur de foyers mécaniques — Stoker mechanic	
Poseur de pompes à gazoline — Gasoline pump mechanic	
Ferblantier, travailleur en métal en feuilles et couvreur — Timsmith, sheet metal worker and roofer	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic:	
Compagnon senior — Senior journeyman.....	2.30
Compagnon junior — Junior journeyman.....	85%
Apprentis — Apprentices:	
1ère année — 1st year.....	60%
2ème année — 2nd year.....	65%
3ème année — 3rd year.....	70%
4ème année — 4th year.....	75%

b) *Prime d'équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail, soit sur l'équipe de 4 p.m., à minuit, ou de minuit à 8 a.m., recevront une prime de quinze ($0.15) l'heure en plus du salaire effectifement payé.

Prime du chef d'équipe: Le travailleur appelé à diriger l'équipe recevra une prime additionnelle de dix ($0.10) l'heure.

c) *Majorations à venir:* Les taux de salaires minima mentionnés au présent article seront majorés cumulativement comme suit:

5½% au 1er janvier 1965;
$0.10 l'heure au 1er septembre 1965;
$0.10 l'heure au 1er mai 1966;
$0.05 l'heure au 1er septembre 1966. »

(*b*) *Shift premium:* When the work requires the setting up of more than one shift, the workers called to work on the 4:00 p.m. to midnight or midnight to 8:00 a.m. shift shall ge paid a premiun of fifteen ($0.15) cents per hour in excess of the wages actually paid.

Shift leader premium: Workers called to lead the shift shall be paid an additional premium of ten ($0.10) cent per hour.

(*c*) *Future increases:* The minimum wage rates mentioned in the present article will be increased cumulatively as follows:

5½% on January 1, 1965;
$0.10 per hour on September 1, 1965;
$0.10 per hour on May 1, 1966;
$0.05 per hour on September 1, 1966."

11° L'article 47 sera remplacé par le suivant:

« 47. *Heures de travail:* La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties en cinq (5) jours à raison de neuf (9) heures par jour, entre 7 a.m. et 6 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. À compter du 1er janvier 1965, la semaine normale et régulière de travail sera de quarante-deux et demie (42½) heures réparties en cinq (5) jours à raison de huit et demie (8½) heures par jour, entre 7 a.m. et 5 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. »

11. Article 47 will be replaced by the following:

"47. *Hours of work:* The regular work week shall consist of forty-five (45) hours, divided in five (5) days of nine (9) hours per day, distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusive. From January 1, 1965, the standard and regular work week shall consist of forty-two and a half (42½) hours, divided in five (5) days of eight and a aff (8½) hours per day, distributed between 7:00 a.m. and 5:00 p.m. from Monday to Friday inclusive."

12° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article 48:

À compter du 1er janvier 1965 tout travail exécuté en plus de huit et demie (8½) heures par jour ou quarante-deux et demie (42½) heures

12. The following paragraph will be added to article 48:

"From January 1, 1965, all time worked in excess of eight and a half (8½) hours per day, of forty-two and a half (42½) hours per week and

par semaine, et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du temps supplémentaire. »

13° Les articles 54A et 54B suivants seront ajoutés:

« 54A. Le casque de sécurité exigé par la Loi sera fourni à l'employé aux frais de l'employeur. Cependant, un montant de cinq ($5.00) sera déduit de la première paie de l'employé lequel lui sera remboursé à la cessation de l'emploi s'il y a remise de casque. »

« 54B. Les frais de séjour et de transport des salariés appelés à résider à l'extérieur de la localité du siège social de l'employeur, sont à la charge de ce dernier en plus des taux réguliers de salaires.

Les frais de transport des salariés appelés à travailler à l'extérieur de la localité du siège social de l'employeur, sont à la charge de ce dernier en plus du taux régulier de salaire.

Dans tous les cas où l'employé n'est pas avisé la veille, ou avant, les frais de repas et de l'employé appelé à travailler à l'extérieur de la localité du siège social de l'employeur, sont à la charge de ce dernier en plus des taux réguliers de salaire. »

14° L'article 55 sera remplacé par le suivant:

« 55. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1966. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

13. The following articles 54A and 54B will be added:

"54A. The safety helmet required by law shall be supplied at the expense of the employer. However, a sum of five ($5.00) dollars shall be deducted on the first pay of the employee and shall be reimbursed when the employment ceases if the helmet is returded."

"54B. Board and travelling expenses of employees required to remain outside the locality of the place of business of the employer shall be paid by the employer in excess of the regular wage rates.

Travelling expenses of employees required to work outside the locality of the place of business of the employer shall be paid by the employer in excess of the regular wage rate.

In all cases where the employee is not notified the day before, or before that day, boarding expenses of the employee called to work outside the locality of the place of business of the employer shall be paid by the employer in excess of the regular rates of wages."

14. Article 55 will be replaced by the following:

"55. *Duration:* The present section shall remain in force until December 31, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifiel the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before December 31 of the year 1966 of of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to se forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 2052 du 28 octobre 1964, section « G », la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, revisés et refondus par l'arrêté en conseil numéro 636 du 11 juin 1958 et amendés par la suite, sont de nouveau modifiés comme suit:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article XIX est remplacé par le suivant:

« *Article XIX*

a) *Registre:* Ce Comité rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et ses amendements

Notice of approval of an amendment by-law

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 2052 of October 28, 1964, section "G", the constitution and by-laws of "Le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval" revised by Order in Council number 636 of June 11, 1958 and subsequently amended, have again been modified as follows:

1. Paragraph "*a*" of article XIX is replaced by the following:

"*Article XIX*

(*a*) *Register:* This Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1743 of July 11, 1941 and

ultérieurs, un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tout autre renseignement jugé utile à l'application du décret. »

2° Le paragraphe « *d* » de l'article XIX est radié.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

amendments, a registration system of any work under its jurisdiction, or the keeping of a register which shall indicate the name in full and residence of each employee in their employ, his qualification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and time of payment, as well as any information deemed useful in the application of the decree."

2. Paragraph "*d*" of article XIX is deleted.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

ERRATUM

La version française de l'avis d'approbation de règlements spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est, publié dans l'édition du 3 octobre 1964 de la *Gazette officielle de Québec*, page 5174, est corrigée comme suit:

Les mots « Certificat de qualification » apparaissant à l'article 23 doivent se lire « Certificat de classification ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 novembre 1964. 8291-o

ERRATUM

The French version of the notice of approval of special by-laws of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, published in the issue of October 3, 1964 of the *Quebec Official Gazette*, on page 5174, is corrected as follows:

The words "Certificat de qualification" appearing in article 23 shall read: "Certificat de classification".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1905 du 7 novembre 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2052 du 28 octobre 1964, section « D », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions et le taux ci-après donnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessus mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen établi par le Comité à $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1905 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that "Le Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay", formed under decree number 1905 of November 7, 1962, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2052 of October 28, 1964, Section "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following conditions and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from November 1, 1964 to November 1, 1965. It shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1905 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees regulated by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1905 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of an average remuneration fixed by the Committee at $50.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1905 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er novembre 1964 et le 1er novembre 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Siège social: 280, rue Morin, Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1964 et le 1er novembre 1965.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,851.00
Artisans	640.00
Salariés	3,851.00
Amendes et Pénalités	1,250.00
	$9,592.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$2,400.00
Représentation et autres frais	1,200.00
Inspections	430.00
Frais de déplacement:	
Inspections	320.00
Frais de bureau	600.00
Frais légaux	1,260.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone, télégrammes	310.00
Vérification des livres	60.00
Assurances	585.84
Assurance-garantie du secrétaire	5.00
Centre Consultatif des Comités Paritaires	75.00
Jetons de présence aux membres du Comité	360.00
Frais de déplacement des délégués	720.00
Dépenses diverses et imprévues	225.00
	$8,550.84
Surplus prévu	1,041.16
	$9,592.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 7 novembre 1964. 8291-o

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. *Financial report*

In pursuant of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire des Détaillants d'Essence du Saguenay", for the period between November 1, 1964 and November 1, 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS D'ESSENCE DU SAGUENAY

Head office: 280 Morin St., Chicoutimi

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1, 1964 and November 1, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,851.00
Artisans	640.00
Employees	3,851.00
Penalties	1,250.00
	$9,592.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$2,400.00
Representatives and other expenses	1,200.00
Inspections	430.00
Travelling expenses:	
Inspections	320.00
Office rent and other expenses	600.00
Legal fees	1,260.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	310.00
Audition	60.00
Insurances	585.84
Fidelity bond of secretary	5.00
Consulting Center of Parity Committee	75.00
Attendance fees to members of the committee	360.00
Travelling expenses of delegates	720.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	225.00
	$8,550.84
Estimated Surplus	1,041.16
	$9,592.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 7, 1964. 8291-o

Nominations

Conseils en loi de la Reine

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 732, en date du 3 mai 1963, M. Roy Fournier, avocat et membre du Barreau de la province, de Hull, conseil en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1745, en date du 16 septembre 1964, MM. Harry L. Aronovicth, Raymond Crépault, Pierre Jacques Guay, Kenneth S. Howard, Marcel Lajeunesse, Marc Lapointe, Jack Lightstone, Georges-A. Pouliot, Marvin Riback, Melvin Salmon, de Montréal, Luc-André Couture, de Hull, et Vincent Masson, de Québec, tous les douze avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 4 novembre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8280-o

Appointments

Queen's Counsel

Notice is given that the Lieutenant-Governor in council has been pleased to appoint, by order in council number 732, dated May 3, 1963, Mr. Roy Fournier, advocate and member of the Provincial Bar, of Hull, Queen's Counsel.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in council has been pleased to appoint, by order in council number 1745, dated September 16, 1964, Messrs. Harry L. Aronovitch, Raymond Crépault, Pierre Jacques Guay, Kenneth S. Howard, Marcel Lajeunesse, Marc Lapointe, Jack Lightstone, Georges-A. Pouliot, Marvin Riback, Melvin Salmon, of Montreal, Luc-André Couture, of Hull, and Vincent Masson, of Quebec, all twelve advocates and members of the Provincial Bar, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 4, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8280

Soumissions

Ville de Préville
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussignée Mme R. Gaudin, secrétaire-trésorière, 50, rue de Bretagne, Préville, comté de Chambly, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 23 novembre 1964, pour l'achat de $500,000 d'obligations de la ville de Préville, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 87 — $500,000 — Aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$14,000
1er décembre 1966	14,000
1er décembre 1967	15,000
1er décembre 1968	16,000
1er décembre 1969	17,000
1er décembre 1970	18,000
1er décembre 1971	19,000
1er décembre 1972	20,000
1er décembre 1973	22,000
1er décembre 1974	23,000
1er décembre 1975	24,000
1er décembre 1976	26,000
1er décembre 1977	27,000
1er décembre 1978	29,000
1er décembre 1979	31,000
1er décembre 1980	33,000
1er décembre 1981	35,000
1er décembre 1982	37,000
1er décembre 1983	39,000
1er décembre 1984	41,000

Tenders

Town of Préville
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. R. Gaudin, secretary-treasurer, 50 de Bretagne St., Préville, county of Chambly, until 7:30 o'clock p.m. Monday, November 23, 1964, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds for the town of Préville, county of Chambly, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 87 — $500,000 — Aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $500,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$14,000
December 1, 1966	14,000
December 1, 1967	15,000
December 1, 1968	16,000
December 1, 1969	17,000
December 1, 1970	18,000
December 1, 1971	19,000
December 1, 1972	20,000
December 1, 1973	22,000
December 1, 1974	23,000
December 1, 1975	24,000
December 1, 1976	26,000
December 1, 1977	27,000
December 1, 1978	29,000
December 1, 1979	31,000
December 1, 1980	33,000
December 1, 1981	35,000
December 1, 1982	37,000
December 1, 1983	39,000
December 1, 1984	41,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1964, à 7.30 heures du soir, 50, rue de Bretagne, Préville, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Préville, (Comté de Chambly), ce 30 octobre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme R. GAUDIN.

50, rue de Bretagne,
Préville, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5216, code 514. 8296-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudications shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 23, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at 50 de Bretagne St., Préville, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Préville, (County of Chambly), October 30, 1964.

Mrs. R. GAUDIN,
Secretary-Treasurer.

50 de Bretagne St.,
Préville, (Chambly), P.Q.
Telephone: 671-5216, code 514. 8296

Paroisse de Château-Richer
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Laplante, secrétaire-trésorier, 7830, Avenue Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 novembre 1964, pour l'achat de $33,500 d'obligations de la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 109 — $33,500 — voirie, garage municipal, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $33,500 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$1,500
1er décembre 1966	1,500
1er décembre 1967	1,500
1er décembre 1968	1,500
1er décembre 1969	2,000
1er décembre 1970	2,000
1er décembre 1971	2,000
1er décembre 1972	2,000
1er décembre 1973	2,500
1er décembre 1974	2,500
1er décembre 1975	2,500
1er décembre 1976	2,500
1er décembre 1977	3,000
1er décembre 1978	3,000
1er décembre 1979	3,500

Parish of Château-Richer
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Laplante, secretary-treasurer, 7830 Royale Ave., Château-Richer, county of Montmorency, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 24, 1964, for the purchase of an issue of $33,500 of bonds for the Parish of Château-Richer, county of Montmorency, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws No. 109 — $33,500 — roads, municipal garage, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $33,500 — 15 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$1,500
December 1, 1966	1,500
December 1, 1967	1,500
December 1, 1968	1,500
December 1, 1969	2,000
December 1, 1970	2,000
December 1, 1971	2,000
December 1, 1972	2,000
December 1, 1973	2,500
December 1, 1974	2,500
December 1, 1975	2,500
December 1, 1976	2,500
December 1, 1977	3,000
December 1, 1978	3,000
December 1, 1979	3,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Château-Richer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 novembre 1964, à 8 heures du soir, à la salle du Collège, 7976, Avenue Royale, Château-Richer, comté de Montmorency.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Château-Richer, (Comté de Montmorency), ce 29 octobre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN LAPLANTE.

7830, Avenue Royale,
Château-Richer, (Montmorency), P.Q.
Téléphone: 149. 8297-o

Ville de Courville
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. P. Laplante, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Québec 5, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 novembre 1964, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Québec, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 168 — $150,000 — aqueduc et égouts; 179 — $50,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$ 1,500
1er décembre 1966	1,500
1er décembre 1967	1,500
1er décembre 1968	1,500
1er décembre 1969	1,500
1er décembre 1970	2,000
1er décembre 1971	2,000
1er décembre 1972	2,000
1er décembre 1973	2,000
1er décembre 1974	2,000
1er décembre 1975	2,000
1er décembre 1976	2,500
1er décembre 1977	2,500
1er décembre 1978	2,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Château-Richer.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be not redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, November 24, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the College auditorium, 7976 Royale Ave., Château-Richer, county of Montmorency.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Château-Richer, (County of Montmorency), October 29, 1964.

JEAN LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

7830 Royale Ave.,
Château-Richer, (Montmorency), P.Q.
Telephone: 149. 8297

Town of Courville
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. P. Laplante, secretary-treasurer, Town Hall, 26 Vachon St., Quebec 5, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, November 23, 1964, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the town of Courville, county of Quebec, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary accroing to maturities.

By-laws Nos. 168 — $150,000 — aqueduct and sewers; 179 — $50,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$ 1,500
December 1, 1966	1,500
December 1, 1967	1,500
December 1, 1968	1,500
December 1, 1969	1,500
December 1, 1970	2,000
December 1, 1971	2,000
December 1, 1972	2,000
December 1, 1973	2,000
December 1, 1974	2,000
December 1, 1975	2,000
December 1, 1976	2,500
December 1, 1977	2,500
December 1, 1978	2,500

1er décembre 1979	$ 2,500
1er décembre 1980	3,500
1er décembre 1981	3,500
1er décembre 1982	3,500
1er décembre 1983	4,000
1er décembre 1984	156,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Québec), ce 30 octobre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
L. P. LAPLANTE.

Hôtel de Ville, 26, rue Vachon,
Courville, (Québec 5), P.Q.
Téléphone: 661-8481, code 418. 8311-o

Ville de St-Vincent-de-Paul
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Alexandre Prévost, greffier, Hôtel de ville, 1111, Ave St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 25 novembre 1964, pour l'achat de $1,191,000 d'obligations de la ville de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 404 — $6,000 — achat de terrain; 451 — $2,000 — aqueduc, égouts, voirie; 501 — $270,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc; 502 — $110,000 — aqueduc, voirie, etc; 509 — $8,000 — éclairage de rue; 510 — $43,000 — aqueduc et égouts; 514 — $72,500 — aqueduc, égouts et voirie; 517 — $6,000 — éclairage de rues; 537 — $46,500 — aqueduc et égouts; 538 — $25,500 — voirie; 539 — $5,000 — éclairage de rue; 544 — $3,100 — voirie; 550 — $6,000 — voirie; 561 — $338,400 — aqueduc et égouts; 562 — $206,000 — voirie; 563 — $43,000 — éclairage de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

December 1, 1979	$ 2,500
December 1, 1980	3,500
December 1, 1981	3,500
December 1, 1982	3,500
December 1, 1983	4,000
December 1, 1984	156,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 23, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 26 Vachon St., Courville, Quebec, 5, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville, (County of Quebec), October 30, 1964.

L. P. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 26 Vachon St.,
Courville, (Quebec 5), P.Q.
Telephone: 661-8481, code 418. 8311

Town of St-Vincent-de-Paul
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alexandre Prévost, Town Clerk, Town Hall, 1111 St-Étienne Ave., St-Vincent-de-Paul, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, November 25, 1964, for the purchase of an issue of $1,191,000. of bonds for the Town of St-Vincent-de-Paul, county of Laval, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 404 — $6,000 — purchase of land; 451 — $2,000 — aqueduct, sewers, roads; 501 — $270,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 502 — $110,000 — aqueduct, roads, etc.; 509 — $8,000 — street lighting; 510 — $43,000 — aqueduct and sewers; 514 — $72,500 — aqueduct, sewers and roads; 517 — $6,000 — street lighting; 537 — $46,500 — aqueduct and sewers; 538 — $25,500 — roads; 539 — $5,000 — street lighting; 544 — $3,100 — roads; 550 — $6,000 — roads; 561 — $338,400 — aqueduct and sewers; 562 — $206,000 — roads; 563 — $43,000 — street lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Tableau d'amortissement — $1,191,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$32,000
1er décembre 1966	34,000
1er décembre 1967	35,000
1er décembre 1968	38,000
1er décembre 1969	41,000
1er décembre 1970	44,000
1er décembre 1971	46,000
1er décembre 1972	50,000
1er décembre 1973	52,000
1er décembre 1974	55,000
1er décembre 1975	59,000
1er décembre 1976	63,000
1er décembfe 1977	66,000
1er décembre 1978	69,000
1er décembre 1979	73,000
1er décembre 1980	77,000
1er décembre 1981	81,000
1er décembre 1982	86,000
1er décembre 1983	94,000
1er décembre 1984	96,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 novembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1111, Ave Ste-Étienne, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 2 novembre 1964.

Le Greffier,
ALEXANDRE PRÉVOST.

Hôtel de ville, 1111, Ave St-Étienne,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Téléphone: 661-7743, code 514. 8312-o

Table of redemption — $1,191,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$32,000
December 1, 1966	34,000
December 1, 1967	35,000
December 1, 1968	38,000
December 1, 1969	41,000
December 1, 1970	44,000
December 1, 1971	46,000
December 1, 1972	50,000
December 1, 1973	52,000
December 1, 1974	55,000
December 1, 1975	59,000
December 1, 1976	63,000
December 1, 1977	66,000
December 1, 1978	69,000
December 1, 1979	73,000
December 1, 1980	77,000
December 1, 1981	81,000
December 1, 1982	86,000
December 1, 1983	94,000
December 1, 1984	96,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Vincent-de-Paul.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, November 25, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1111 St-Étienne Ave., St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent de-Paul, (County of Laval), November 2, 1964.

ALEXANDRE PRÉVOST,
Town Clerk.

Town Hall, 1111 St-Étienne Ave.,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Telephone: 661-7743, code 514. 8312

Village de Bois-des-Filion
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Haldo Laroche, secrétaire-trésorier, 60, 36ième Avenue, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 23 novembre 1964, pour l'achat de $885,000 d'obligations du village de Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt

Village de Bois-des-Filion
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Haldo Laroche, Secretary-Treasurer, 60, 36th Avenue, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, November 23, 1964, for the purchase of an issue of $885,000 of bonds for the village of Bois-des-Filion, county of Terrebonne, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1, of each year. The rate of interest may be the same

peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 171 — $885,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $885,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$ 5,000
1er décembre 1966	6,000
1er décembre 1967	6,000
1er décembre 1968	7,000
1er décembre 1969	7,000
1er décembre 1970	8,000
1er décembre 1971	8,000
1er décembre 1972	9,000
1er décembre 1973	9,000
1er décembre 1974	10,000
1er décembre 1975	10,000
1er décembre 1976	11,000
1er décembre 1977	11,000
1er décembre 1978	12,000
1er décembre 1979	13,000
1er décembre 1980	14,000
1er décembre 1981	15,000
1er décembre 1982	15,000
1er décembre 1983	16,000
1er décembre 1984	693,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1964, à 8.30 heures du soir, en L'École St-Maurice, 35ième Avenue, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bois-des-Filion, (Comté de Terrebonne), ce 4 novembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
HALDO LAROCHE.

60, 36ième Avenue,
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 625-1481, code 514. 8323-o

Ville de Buckingham
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Renaud, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 novembre 1964, pour l'achat de $65,500 d'obligations de la ville de Buckingham, comté de Papineau, datées du 1er décembre 1964 et rembour-

for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 171 — $885,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $885,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$ 5,000
December 1, 1966	6,000
December 1, 1967	6,000
December 1, 1968	7,000
December 1, 1969	7,000
December 1, 1970	8,000
December 1, 1971	8,000
December 1, 1972	9,000
December 1, 1973	9,000
December 1, 1974	10,000
December 1, 1975	10,000
December 1, 1976	11,000
December 1, 1977	11,000
December 1, 1978	12,000
December 1, 1979	13,000
December 1, 1980	14,000
December 1, 1981	15,000
December 1, 1982	15,000
December 1, 1983	16,000
December 1, 1984	693,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 23, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at the St-Maurice School, 35th Avenue, Bois-des-Filion, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bois-des-Filion, (County of Terrebonne), November 4, 1964.

HALDO LAROCHE,
Secretary-Treasurer.

60, 36th Avenue,
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.,
Telephone: 625-1481, code 514. 8323

Town of Buckingham
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Renaud, secretary-treasurer, Town Hall, 515 Charles St., Buckingham, county of Papineau, until 8:00 o'clock p.m., Monday, November 23, 1964, for the purchase of an issue of $65,500 of bonds for the town of Buckingham, county of Papineau, dated December 1, 1964, and redeemable serially

sables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 200 N.S. — $6,500 — égouts; 210 N.S. — $17,000 — Hôtel de Ville; 216 N.S. — $42,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $65,500 — 11 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$ 3,500
1er décembre 1966	3,500
1er décembre 1967	4,500
1er décembre 1968	4,500
1er décembre 1969	4,500
1er décembre 1970	4,500
1er décembre 1971	5,500
1er décembre 1972	6,000
1er décembre 1973	7,000
1er décembre 1974	7,000
1er décembre 1975	15,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Buckingham.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 novembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 515, rue Charles, Buckingham, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Buckingham, (Comté de Papineau), ce 4 novembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON RENAUD.

Hôtel de Ville, 515, rue Charles, C.P. 220,
Buckingham, (Papineau), P.Q.
Téléphone: 986-3351, code 819. 8324-o

Ville de Chambly
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. P. Viau, C.A., secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville, Chambly, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 24 novembre 1964, pour l'achat de $601,000 d'obligations de la ville de Chambly, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt

from December 1, 1965 to December 1, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 200 N.S. — $6,500 — sewers; 210 N.S. — $17,000 — Town Hall; 216 N.S. — $42,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $65,500 — 11 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$ 3,500
December 1, 1966	3,500
December 1, 1967	4,500
December 1, 1968	4,500
December 1, 1969	4,500
December 1, 1970	4,500
December 1, 1971	5,500
December 1, 1972	6,000
December 1, 1973	7,000
December 1, 1974	7,000
December 1, 1975	15,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Buckingham.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, November 23, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 515 Charles St., Buckingham, county of Papineau.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Buckingham, (County of Papineau), November 4, 1964.

GASTON RENAUD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 515 Charles St., P.O. Box 220,
Buckingham, (Papineau), P.Q.
Telephone: 986-3351, code 819. 8324

Town of Chambly
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. P. Viau, C.A., secretary-treasurer, Town Hall, 601 Hôtel de Ville Street, Chambly, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 24, 1964, for the purchase of an issue of $601,000 of bonds for the town of Chambly, county of Chambly, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the

peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 135 — $214,800 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 172 — $24,000 — égouts; 182 — $17,200 — voirie; 184 — $8,000 — installation d'une pompe; 186 — $337,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $601,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$19,000
1er décembre 1966	21,000
1er décembre 1967	21,000
1er décembre 1968	22,000
1er décembre 1969	23,000
1er décembre 1970	24,000
1er décembre 1971	25,000
1er décembre 1972	26,000
1er décembre 1973	27,000
1er décembre 1974	29,000
1er décembre 1975	29,000
1er décembre 1976	31,000
1er décembre 1977	32,000
1er décembre 1978	33,000
1er décembre 1979	35,000
1er décembre 1980	37,000
1er décembre 1981	37,000
1er décembre 1982	42,000
1er décembre 1983	42,000
1er décembre 1984	46,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 novembre 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville, Chambly, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Chambly), ce 4 novembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J. P. VIAU, C.A.

Hôtel de Ville, 601, rue de l'Hôtel de Ville,
Chambly, (Chambly). P.Q.,
Téléphone: 658-8788, code 514. 8325-o

whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 135 — $214,800 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 172 — $24,000 — sewers; 182 — $17,200 — roads; 184 — $8,000 — pump installation; 186 — $337,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $601,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$19,000
December 1, 1966	21,000
December 1, 1967	21,000
December 1, 1968	22,000
December 1, 1969	23,000
December 1, 1970	24,000
December 1, 1971	25,000
December 1, 1972	26,000
December 1, 1973	27,000
December 1, 1974	29,000
December 1, 1975	29,000
December 1, 1976	31,000
December 1, 1977	32,000
December 1, 1978	33,000
December 1, 1979	35,000
December 1, 1980	37,000
December 1, 1981	37,000
December 1, 1982	42,000
December 1, 1983	42,000
December 1, 1984	46,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 24, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 601 l'Hôtel de Ville Street, Chambly, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Chambly), November 4, 1964.

J. P. VIAU, C.A.,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 601 de l'Hôtel de Ville St.,
Chambly, (Chambly), P.Q.
Telephone: 658-8788, code 514. 8325

Municipalité de Ste-Thérèse-Ouest
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Omer Trudeau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 11, rue Blainville Est,

Municipality of Ste-Thérèse-Ouest
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Omer Trudeau, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 11 Blainville St. East, Ste-Thérèse, or until 8:00

Ste-Thérèse, ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'École Gustave Desjardins, Côte Nord, Ste-Thérèse-Ouest, mardi, le 24 novembre 1964, pour l'achat de $88,000 d'obligations de la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 84 — $21,800 — égouts; 85 — $40,000 — aqueduc et égouts; 104 — $26,200 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $88,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$ 1,500
1er décembre 1966	1,500
1er décembre 1967	2,000
1er décembre 1968	2,000
1er décembre 1969	2,000
1er décembre 1970	2,000
1er décembre 1971	2,000
1er décembre 1972	2,500
1er décembre 1973	2,500
1er décembre 1974	2,500
1er décembre 1975	3,000
1er décembre 1976	3,000
1er décembre 1977	3,000
1er décembre 1978	3,000
1er décembre 1979	3,000
1er décembre 1980	3,000
1er décembre 1981	4,000
1er décembre 1982	4,000
1er décembre 1983	4,000
1er décembre 1984	37,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 novembre 1964, à 8 heures du soir, en l'École Gustave Desjarins, Côte Nord, Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-ouest, (Comté de Terrebonne), ce 4 novembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
OMER TRUDEAU.

11, rue Blainville Est,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 622-7233, code 514. 8326-o

p.m., at the Gustave Desjardins School, Côte Nord, Ste-Thérèse-Ouest, Tuesday, November 24, 1964, for the purchase of an issue of $88,000 of bonds for the municipality of Ste-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 84 — $21,800 — sewers; 85 — $40,000 — aqueduct and sewers; 104 — $26,200 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $88,000 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$ 1,500
December 1, 1966	1,500
December 1, 1967	2,000
December 1, 1968	2,000
December 1, 1969	2,000
December 1, 1970	2,000
December 1, 1971	2,000
December 1, 1972	2,500
December 1, 1973	2,500
December 1, 1974	2,500
December 1, 1975	3,000
December 1, 1976	3,000
December 1, 1977	3,000
December 1, 1978	3,000
December 1, 1979	3,000
December 1, 1980	3,000
December 1, 1981	4,000
December 1, 1982	4,000
December 1, 1983	4,000
December 1, 1984	37,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 24, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Gustave Desjardins School, Côte Nord, Ste-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-Ouest, (County of Terrebonne), November 4, 1964.

OMER TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

11 Blainville St. East,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 622-7233, code 514. 8326

Ville de Villeneuve
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Letouche, secrétaire-trésorier, 5, rue Tanguay, Villeneuve, comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 25 novembre 1964, pour l'achat de $166,500 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Québec, datées du 1re décembre 1964 et remboursables par séries du 1er décembre 1965 au 1er décembre 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 123 — $51,000 — aqueduc, égouts, et voirie; 142 — $50,000 — terrains de jeux; 149 — $34,800 — aqueduc, égouts et voirie; 150 — $4,500 voirie; 151 — $26,200 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1964.

Tableau d'amortissement — $166,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1965	$3,500
1er décembre 1966	4,500
1er décembre 1967	5,000
1er décembre 1968	5,500
1er décembre 1969	5,500
1er décembre 1970	7,000
1er décembre 1971	7,000
1er décembre 1972	7,000
1er décembre 1973	7,500
1er décembre 1974	8,500
1er décembre 1975	9,000
1er décembre 1976	10,000
1er décembre 1977	10,500
1er décembre 1978	10,500
1er décembre 1979	11,500
1er décembre 1980	7,500
1er décembre 1981	7,500
1er décembre 1982	7,500
1er décembre 1983	8,000
1er décembre 1984	23,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mantionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 novembre 1964, à 8 heures du soir, en la Salle Municipale, 5, rue Tanguay, Villeneuve, comté de Québec.

Town of Villeneuve
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Latouche, secretary-treasurer, 5 Tanguay St., Villeneuve, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, November 25, 1964, for the purchase of an issue of $166,500 of bonds for the Town of Villeneuve, county of Quebec, dated December 1, 1964, and redeemable serially from December 1, 1965 to December 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 123 — $51,000 — aqueduct, sewers and roads; 142 — $50,000 — playgrounds; 149 — $34,800 — aqueduct, sewers and roads; 150 — $4,500 — roads; 151 — $26,200 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1964.

Table of redemption — $166,500 — 20 years

Year	*Capital*
December 1, 1965	$3,500
December 1, 1966	4,500
December 1, 1967	5,000
December 1, 1968	5,500
December 1, 1969	5,500
December 1, 1970	7,000
December 1, 1971	7,000
December 1, 1972	7,000
December 1, 1973	7,500
December 1, 1974	8,500
December 1, 1975	9,000
December 1, 1976	10,000
December 1, 1977	10,500
December 1, 1978	10,500
December 1, 1979	11,500
December 1, 1980	7,500
December 1, 1981	7,500
December 1, 1982	7,500
December 1, 1983	8,000
December 1, 1984	23,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, November 25, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, 5 Tanguay St., Villeneuve, county of Quebec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve, (Comté de Québec), ce 4 novembre 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES LATOUCHE.

5, rue Tanguay,
Villeneuve, (Québec), P.Q.
Téléphone: 663-6987, code 418. 8827-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve, (County of Quebec), November 4, 1964.

GEORGES LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

5 Tanguay St.,
Villeneuve, (Québec), P.Q.
Telephone: 663-6987, code 418. 8327

Syndicats professionnels

Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 26 octobre 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 28 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8290-o 70-64

L'Association des policiers de Dorval inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des policiers de Dorval inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 21 octobre 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 26 octobre 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

8298-o 38-64

Professional Syndicates

Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on October 26, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Quebec, October 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8290 70-64

L'Association des policiers de Dorval inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des policiers de Dorval inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on October 21, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Dorval, judicial district of Montreal.

Quebec, October 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

8298 38-64

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 22,089. GÉRARD RIOUX, marchand de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de Le Meuble Moderne Enr., demanderesse, *vs* ANDRÉ SIMARD, ci-devant de l'endroit appelé Grand Plaqué, district de Gaspé et maintenant de l'endroit appelé Anse St-Anne des Monts, district de Gaspé, défendeur.

« Une étendue de terre située à Ste-Anne des Monts, avec bâtisses dessus construites, désignée comme faisant partie du lot G-1 du cadastre offi-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, No. 22,089. GÉRARD RIOUX, merchant, of the place called St-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, and carrying on business alone under the style of Le Meuble Moderne Enr., plaintiff, *vs* ANDRÉ SIMARD, formely of the place called Grand Plaqué, district of Gaspé, and now of the place called Anse Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, defendant.

"A stretch of land situated at Ste-Anne des Monts, with the buildings thereon constructed, designated as forming part of lot G-1 in the

ciel du rang Ouest Rivière Ste-Anne, canton Cap-Chat, bornée au nord-ouest et au sud-ouest par Raymond Pelletier, au sud-est par Pierre Pelletier et au nord-est par le chemin du rang; »

« Une terre située à Ste-Anne des Monts, sans bâtisses, désignée comme étant les lots 1-A, -1B, 2-A du 2e rang, Canton Cap-Chat, bornée au nord-ouest par le rang arrière Pointe Ste-Anne, au nord-est par les terres du rang ouest Rivière Ste-Anne et au sud-ouest par Louis-Philippe Gagné. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne des Monts, comté et district de Gaspé, LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 7 octobre 1964.

8142-42-2-o

official cadaster of Rivière Ste-Anne range west, township of Cap-Chat, bounded on the northwest and on the southwest by Raymond Pelletier, on the southeast by Pierre Pelletier and on the northeast by the road of the range;"

" A farm situated at Ste-Anne des Monts, without buildings, designated as being lots 1-A, 1-B, 2-A on the 2nd range, township of Cap-Chat, bounded on the northwest by the back range in Pointe Ste-Anne, on the northeast by the farms on Rivière Ste-Anne range west, on the southwest by Louis-Phillippe Gagné."

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne des Monts, county and district of Gaspé, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, October 7, 1964.

8142-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 29,628. ADRIEN DIMARD & FILS INC., corps politique ayant son siège social à Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, demanderesse, *vs* DENIS LAFONTAINE, journalier, résidant à Mont-Albert, district de Gaspé, défendeur.

Lot 23-1, 25-1, 26-1, 27-1 bloc A, canton Tourelle, 2-1 rang 2, fief St-Anne des Monts, 4-B rang 4, canton Tourelle, 22-1 bloc A, canton Tourelle, 17-1 & 18-1 bloc A. canton Tourelle, 1-rang 1, fief Ste-Anne, 1-rang 2, fief Ste-Anne, 1-A rang 2, canton Tourelle, 10-rang 4, canton Tourelle.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne des Monts, comté et district de Gaspé, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 7 octobre 1964.

8143-42-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec
District of Gaspé

Superior Court, No. 29,628. ADRIEN DIMARD & FILS INC., body politic having its head office at Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, plaintiff, *vs* DENIS LAFONTAINE, labourer, residing at Mont-Albert, district of Gaspé, defendant.

Lot 23-1, 25-1, 26-1, 27-1 bloc A, township Tourelle, 2-1 range 2, fief St-Anne des Monts, 4-B range 4, township Tourelle, 22-1 bloc A, township Tourelle, 17-1 & 18-1 bloc A. township Tourelle, 1-range 1, fief Ste-Anne, 1-range 2, fief Ste-Anne, 1-A range 2, township Tourelle, 10-range 4, township Tourelle.

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne des Monts, county and district of Gaspé, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, October 7, 1964.

8143-42-2

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, No 46-014. GÉRARD RIOUX, marchand ci-devant de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, et maintenant de l'endroit appelé St-Anne des Monts, district de Gaspé, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de LE MEUBLE MODERNE, demanderesse, *vs* ADHÉMAR DION, de l'endroit appelé Ste-Marthe, district de Gaspé, défendeur.

« Lot numéro cinquante et un (51), canton Christie, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marthe, comté et district de Gaspé, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1964 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 28 octobre 1964.

8307-45-2-o

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, No. 46-014. GÉRARD RIOUX, merchant, formely of the place called St-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, and now of the place called Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, and carrying on business under the style of LE MEUBLE MODERNE, plaintiff, *vs* ADHÉMAR DION, of the place called Ste-Marthe, district of Gaspé, defendant.

"Lot number fifty-one (51), township of Christie, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ste-Marthe, county and district of Gaspé, MONDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, October 28, 1964.

8307-45-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Hauterive, à savoir: No 1745. CITÉ DES SEPT ILES, corporation légalement constituée ayant son siège social à Sept Iles, district de Hauterive, *contre* DAME ÉTIENNETTE ARSENEAULT GAUTHIER, résidant à Saint-Lazarre et autrefois de Sept Iles.

Le lot 2180 borné au nord par le lot 2191, au sud est par le lot 2181, au sud-ouest par le lot 2144, au nord-ouest par le lot 2179, ledit lot ayant une superficie de 66′ par 132′.

Le lot 2181 borné au nord-est par le lot 2190, au sud-est par le lot 2182, au sud-ouest par le lot 2144, au nord-ouest par le lot 2180, ledit lot ayant une superficie de 66′ par 132′.

Le lot 2183 borné au nord-est par le lot 2189, au sud-est par le lot 2183, au sud-ouest par le lot 2144, au nord-ouest par le lot 2181, ledit lot ayant une superficie de 66′ par 132′.

Le lot 2183 borné au nord-est par le lot 2188, au sud-est par le lot 2184 au sud-ouest par le lot 2144 et au nord-ouest par le lot 2182, ledit lot ayant une superficie de 66′ par 132′. Lesdits lots 2180, 2181, 2182 et 2183 situés rang 2 du canton Letellier, tels que décrits aux plans et levée du cadastre officiel du canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église Marie-Immaculée de Sept-Iles, district de Hauterive, comté de Duplessis, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, G. FRENETTE.
Baie Comeau, le 30 octobre 1964. 8308-45-2-o

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Hauterive, to wit: No. 1745. CITY OF SEPT ILES, body legally incorporated, having its head office in Sept-Iles, district of Hauterive, *versus* DAME ÉTIENNETTE ARSENEAULT GAUTHIER, residing at Saint Lazarre ad formerly of Sept-Iles.

Lot 2180, bounded on the north by lot 2191, on the southeast by lot 2181, on the southwest by lot 2144, on the northwest by lot 2179, the said lot having an area of 66′ by 132′.

Lot 2181, bounded on the northeast by lot 2190, on the southeast by lot 2182, on the southwest by lot 2144, on the northwest by lot 2180, the said lot having an area of 66′ by 132′.

Lot 2183, bounded on the northeast by lot 2189, on the southeast by lot 2138, on the southwest by lot 2144, on the northwest by lot 2181, the said lot having an area of 66′ by 132′.

Lot 2183, bounded on the northeast by lot 2188, on the southeast by lot 2184, on the southwest by lot 2144 and on the northwest by lot 2182, the said lot having an area of 66′ by 132′. The said lots 2180, 2181, 2182 and 2183 situated on range 2 in the township of Letellier, as described in the plan and book of reference of the official cadaster of the township of Letellier, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Marie-Immaculée de Sept Iles, district of Hauterive, county of Duplessis, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

G. FRENETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, October 30, 1964. 8308-45-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 579 659. ROGER DELORME, demandeur, *vs* WINTER HAVEN CONSTRUCTION LTD., et NU-VAL CONSTRUCTION LTD., défenderesses.

« Une partie de terre de trois arpents carrés prise sur un arpent et demi de largeur, le long du chemin public sur le côté sud par deux arpents de profondeur le long de la ligne de division du lot No 410 faisant partie d'un morceau de terre de forme irrégulière connue et désignée comme une partie du lot 412 aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Rose, division d'enregistrement de Laval, bornée en front vers le nord-ouest par le chemin public, d'un côté vers le nord-est par le lot No 413 à l'arrière vers le sud-est par une partie du lot 412 propriété de la compagnie d'électricité Shawinigan et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot 410 et la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Ce terrain représente une superficie de trois arpents carrés. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 3 novembre 1964. 8330-45-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No 579 659. ROGER DELORME, plaintiff, *vs* WINTER HAVEN CONSTRUCTION LTD., and NU-VAL CONSTRUCTION LTD., defendants.

"A piece of land of three square arpents taken from one and one-half arpent in width along the public road on the south side, by two arpents in depth along the division line of lot No. 410, forming part of a piece of land irregular in shape, known and designated as a part of lot 412 in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, registry division of Laval, bounded in front, on the northwest, by the public road, on one side, on the northeast, by lot No. 413, in the rear, on the southeast, by a part of lot 412, the property of Shawinigan Electric Company, and on the other side, on the southwest, by lot 410 and the parish of St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

This lot of land has an area of three square arpents."

To be sold at the parochial church door in the parish of Ste-Rose, county of Laval, on the TENTH day of the month of DECEMBER, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 3, 1964. 8330-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 621 668. { ERNESTINE CROTEAU, fille majeure usant de ses droits, demanderesse, *vs* PERFECT HOLDING CORPORATION, défenderesse, et ÉDOUARD PRÉCOURT, mis-en-cause, appartenant à la défenderesse Perfect Holding Corporation et en la possession du mis-en-cause.

« Un certain emplacement situé en la paroisse de St-François-de-Sales, connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro un de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quinze (No 15-1-Pt), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-François-de-Sales, mesurant cent pieds de largeur, sur le chemin public, maintenant connu comme « Boulevard Lévesque », par toute la profondeur qu'il peut y avoir du « Boulevard Lévesque » jusqu'à la « Rivière-des-Prairies », mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: au nord, par le « Boulevard Lévesque », et à l'est par le lot no 15-2 du même cadastre, appartenant à Ferdinand Legris ou représentants, au sud, par la Rivière-des-Prairies, à l'ouest, par Madame Marcel Duval, épouse de Joseph Medgyesi, ou représentants; avec une bâtisse y érigée et portant le no 9180 et ci-devant le no 6690 du Boulevard Lévesque, et autres constructions y érigées; Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve, et avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble, et notamment sujet à un droit de passage établi (servitude), aux termes d'un contrat de vente, consenti par Joseph Chartrand à Raoul Fournier, aux minutes du Notaire Roland Filion, le 15 juillet 1946, et enregistré sous no 62749, au bureau d'enregistrement du comté Laval le 20 juillet 1946 ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François-de-Sales, comté de Laval, le ONZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 3 novembre 1964. 8329-45-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 648 717. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse, *vs* CLAUDE BÉCHARD, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue Biron, dans la ville de Vimont, province de Québec, mesurant soixante pieds de largeur par une profondeur de cent pieds, formant partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, et composé de:

a) Subdivision quatre-vingt du lot trois cent soixante-quatre (364-80); et

b) Subdivision trente-sept du lot trois cent soixante-cinq (365-37).

« Les mesures ci-haut mentionnées sont des mesures anglaises et plus ou moins. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vimont, comté de Laval, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 novembre 1964. 8331-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 621 668. { ERNESTINE CROTEAU, fille majeure in use of her rights, plaintiff, *vs* PERFECT HOLDING CORPORATION, defendant, and ÉDOUARD PRÉCOURT, mis-en-cause, belonging to the defendant Perfect Holding Corporation and in the possession of the mis-en-cause.

"A certain emplacement situated in the parish of St-François-de-Sales, known and designated as being a part of lot of ground number one of the official subdivision of original subdivision number fifteen (No. 15-1-Pt.) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of St-François-de-Sales, measuring one hundred feet in width, on the public highway presently known as "Lévesque Boulevard" by the whole of the depth that there may be from "Lévesque Boulevard" as far as the "Rivière-des-Prairies", English measure, and more or less and bounded as follows, to wit: on the north, by the "Lévesque Boulevard", and on the east, by lot No. 15-2 on the same cadaster, belonging to Ferdinand Legris or representatives, on the south, by the Rivière-des-Prairies, on the west, by Mrs. Marcel Duval, wife of Joseph Medgyesi, or representatives; with a building thereon erected and bearing No. 9180 and formerly No. 6690 on Lévesque Boulevard, and other buildings thereon erected; As the whole is to be found presently, without exception nor reserve, and with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable, and specially subject to a right-of-way established (servitude) on the terms of a deed of sale, consented to by Joseph Chartrand to Raoul Fournier, on the Minutes of the Notary Roland Filion, on July 15, 1946, and registered under No. 62749, at the registration office of the county of Laval, on July 20, 1946".

To be sold at the parochial church door of the parish of St-François-de-Sales, county of Laval, on the ELEVENTH day of the month of DECEMBER 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 3, 1964. 8329-45-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 648 717. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, *vs* CLAUDE BÉCHARD, defendant.

"That certain emplacement fronting on Biron Street, in the town of Vimont, Province of Quebec, measuring sixty feet in width by a depth of one hundred feet, forming part of the official pand and book of reference of the parish of Ste. Rose, and composed of:

(*a*) Subdivision eighty of lot three hundred and sixty-four (364-80); and

(*b*) Subdivision thirty-seven of lot three hundred and sixty-five (365-37).

"The above measurements are English measure and more or less."

To be sold at the parochial church door or the parish of Vimont, county of Laval, on the TENTH day of DECEMBER 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 3, 1964. 8331-45-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 643 983. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, demanderesse, *vs* SVEN NORTRANDERS, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la Place Château, dans la municipalité de St-Bruno de Montarville, dans le comté de Chambly, composé de la subdivision du lot numéro soixante-quatorze du lot originaire numéro cent trente-et-un (No 131-74) et la subdivision du lot quatre-vingt-quinze du lot originaire numéro cent trente-trois (No 133-95) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno; ledit emplacement étant de forme irrégulière, mesurant soixante-cinq pieds et quarante-cinq centièmes de pied (65.45') sur sa ligne courbée de front, cent quarante-neuf pieds et sept dixièmes de pied (149.7') dans sa ligne arrière, cent vingt-cinq pieds (125') dans sa ligne nord-est et cent trente-huit pieds et douze centièmes de pied (138.12') dans sa ligne sud.

Avec la maison de bois et de brique y érigée en cours de construction portant le numéro civique 131 de ladite Place Château.

Les mesures ci-haut mentionnées sont toutes des mesures anglaises et en accord avec un plan préparé par J. D. Noël, A.G., daté du huitième jour d'avril, dix neuf cent cinquante-huit ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bruno de Montarville, comté de Chambly, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 novembre 1964. 8332-45-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 643 983. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, plaintiff, *vs* SVEN NORTRANDERS, defendant.

"An emplacement fronting on Château Place, in the municipality of St-Bruno de Montarville, in the county of Chambly, composed of lot subdivision number seventy-four of the original lot number one hundred and thirty-one (No. 131-74) and lot subdivision ninety-five of the original lot number one hundred and thirty-three (No. 133-95) on the official plan and book of reference of the parish of St-Bruno; said emplacement being of irregular figure, measuring sixty-five feet and forty-five hundredths of a foot (65.45') on its curved front line, one hundred and forty-nine feet and seven tenths of a foot (149.7') in its rear line, one hundred and twenty-five feet (125') in its northeasterly line and one hundred and thirty-eight feet and twelve-hundredths of a foot (138.12') in its southerly line.

With the wood and brick encased house thereon in course of construction bearing civic No. 131 of said Château Place.

The above measurements are all English measures and in accordance with a plan prepared by J. D. Noël, Q.L.S., dated the eighth day of April, nineteen hundred and fifty-eight."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Bruno de Montarville, County of Chambly, on the ELEVENTH day of DECEMBER 1964, at ELEVEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 3, 1964. 8332-45-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 641 727. TALBOT CONSTRUCTION LTÉE, demanderesse, *vs* PAUL ROBERT, défendeur.

« Un emplacement composé des subdivisions 1311 et 1366 du lot originaire No 86 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil. Situé en la cité de Jacques-Cartier. Avec les bâtisses dessus érigées, ayant front sur la rue Lavallée de ladite cité de Jacques-Cartier.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 3 novembre 1964. 8333-45-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 641 727. TALBOT CONSTRUCTION LTÉE, plaintiff, *vs* PAUL ROBERT, defendant.

"An emplacement composed of sub-divisions 1311 and 1366 of original lot No. 86 of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil. Situated in the city of Jacques-Cartier. With the buildings thereon erected fronting on Lavallée Street of said city of Jacques-Cartier."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TENTH day of the month of DECEMBER, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 3, 1964. 8333-45-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, District de Kamouraska, No 21-116. LÉON LAPLANTE, entrepreneur de St-Pascal, demandeur, *vs* GEORGES BÉRUBÉ, restaurateur et garagiste de St-Pascal, défendeur.

« Un terrain mesurant trois cents pieds est-ouest, en bordure de la voie publique numéro

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, District of Kamouraska, No. 21-116. LÉON LAPLANTE, contractor of St-Pascal, plaintiff, *vs* GEORGES BÉRUBÉ, restaurateur and garageman of St-Pascal, defendant.

"A lot of land measuring three hundred feet from east to west bordering on the public road

deux (2), deux cent quatre-vingt pieds est-ouest, au nord, trois cent pieds nord-sud à l'est et quatre cent cinquante pieds dans sa ligne nord-sud à l'ouest, circonstances, dépendances, lequel terrain fait partie du lot numéro deux cent vingt-cinq (ptie 225) du cadastre officiel de la paroisse de St-André de Kamouraska. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-André, comté de Kamouraska, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 10 octobre 1964.

8149-42-2-o

[Première insertion le 17 octobre 1964]

number two (2), two hundred and eighty feet from east to west, on the north, three hundred feet from north to south on the east and four hundred and fifty feet on its north-south line on the west, circumstances and dependencies, which terrain forms part of lot number two hundred and twenty-five (P. 225) in the official cadaster of the parish of St-André de Kamouraska."

To be sold at the church door of St-André, county of Kamouraska, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, October 10, 1964.

8149-42-2

[First insertion: October 17, 1964]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 132-579. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, *contre* HERVÉ TRÉPANIER, cultivateur, de Laurier Station, comté de Lotbinière, P.Q.

« Un emplacement avec bâtisses dessus érigées, situé à Laurier-Station, du côté nord-est du chemin central, de la forme d'un triangle isocèle, mesurant, la base cent quatre-vingt-neuf pieds et les deux autres côtés chacun cent trente pieds; connu et désigné comme étant partie du lot deux cent trente-deux (P-232) du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien, comté de Lotbinière. Borné au nord par partie du lot 231, à Ernest Bergeron, au nord-est par le résidu dudit lot 232, au sud-est par l'emplacement de Lucien Trépanier, autre partie du même lot et au sud-ouest par le chemin public.

Une terre située à St-Flavien, mesurant deux arpents de largeur sur environ quarante-sept arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent trente-deux (232) du cadastre susdit, paroisse de St-Flavien; à distraire de ce lot l'emplacement ci-haut décrit, celui de Lucien Trépanier et autres longeant du côté nord-est le chemin public.

Le lot numéro (234) deux cent trente-quatre, étant une terre située à St-Flavien, mesurant un arpent et demi de largeur sur cinquante-six arpents de profondeur: à distraire tous les emplacements qui en ont été détachés suivant titres de leurs possesseurs et spécialement:

a) Le morceau de terre cédé par Adolphe Trépanier à Firmin Dubois dans un acte d'échange passé devant Me Gérard Mercier le 5 décembre 1953, enregistré à Ste-Croix No 79123; mesurant un arpent et demi de largeur sur une profondeur de cinq arpents et trois quarts; borné au nord-est par la route des Pointes du jour, au nord par partie du lot 233, au sud par partie du lot 236 et au sud-ouest par le résidu dudit lot 234.

b) Un emplacement réservé par Adolphe Trépanier situé au nord-est de la route centrale à prendre et à détacher du lot (P-234) de St-Flavien; mesurant (55') cinquante-cinq pieds de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 132-579. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, *against* HERVÉ TRÉPANIER, farmer, of Laurier Station, county of Lotbinière, P.Q.

"An emplacement with buildings thereon erected, situated at Laurier-Station, on the northeast side of the Central Road, in the form of an isosceles triangle, measuring, the base, one hundred and eighty-nine feet and the other two sides each one hundred and thirty feet; known and designated as being part of lot two hundred and thirty-two (Pt. 232) on the official cadaster of the parish of St-Flavien, county of Lotbinière. Bounded on the north by part of lot 231, by Ernest Bergeron, on the northeast, by the residue of the said lot 232, on the southeast by the emplacement of Lucien Trépanier, another part of the same lot and on the southwest by the public road.

A farm situated at St-Flavien, measuring two arpents in width by about forty-seven arpents in depth, known and designated as being lot number two hundred and thirty-two (232) on the above mentioned cadaster, parish of St-Flavien; to withdraw from this lot the above described emplacement, that of Lucien Trépanier and others running along the northeast side of the public road.

Lot number (234) two hundred and thirty-four, being a farm situated at St-Flavien, measuring one arpent and one/half in width by fifty-six arpents in depth; to withdraw all the emplacements which have been detached therefrom according to the title-deeds of their owners and especially:

(*a*) The piece of land ceded by Adolphe Trépanier to Firmin Dubois in a deed of exchange passed before Me Gérard Mercier on December 5, 1953, registered at Ste-Croix No. 79123; measuring one arpent and one/half in width by a depth of five arpents and three/quarters; bounded on the northeast by the route of Pointes du jour, on the north, by part of lot 233, on the south, by part of lot 236 and on the southwest by the residue of the said lot 234.

(*b*) An emplacement reserved by Adolphe Trépanier situated on the northeast of the central route to take and detach from lot (P-234) of St-Flavien; measuring (55') fifty-five

largeur au chemin et (55′) cinquante-cinq pieds également de largeur en arrière de l'emplacement de Alphonse Côté, (714′) sept cent quatorze pieds dans la ligne nord, (132′) cent trente-deux pieds de largeur au bout de la profondeur de cet emplacement et (708) sept cent huit pieds dans la ligne sud-ouest, avoisinant le lot 236. Borné vers le sud-ouest partie par le chemin public et partie par l'emplacement de Alphonse Côté, vers le nord et vers le nord-est par d'autres parties dudit lot 234 et vers le sud par le lot partie de 236 appartenant à André Bergeron; avec les bâtisses et dépendances.

Un morceau de terre à bois situé à St-Flavien étant une partie du lot (P-233) deux cent trente-trois du cadastre de St-Flavien; mesurant deux arpents de largeur sur une porfondeur de quatre arpents et quart; borné au nord par partie du lot 231, au nord-est par le résidu dudit lot 233 et au sud par partie du lot 234. Sujet le susdit lot 234 à une servitude en faveur de la Compagnie Shawinigan, suivant acte enregistré No 55124. Sujet aussi le lot 232 à une servitude en faveur de la Corporation du village de Laurier, suivant acte enregistré No 82491 ».

Sauf et à distraire:

« Un emplacement sis à Laurier-Station, côté nord-est du chemin central, de la forme d'un triangle isocèle, mesurant la base 189′ et les deux autres côtés chacun 130′ ,le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné comme étant une partie du lot no 232 du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien. Ce terrain est situé à l'extrémité nord-ouest du lot 232 et la base repose sur la ligne de division des lots 231 et 232 dudit cadastre, la ligne nord de 199′ s'identifiant avec la ligne de division des lots 231 et 232; Borné: au nord par partie de 231 appartenant à Albert Mailloux, au sud-est par le résidu du terrain appartenant à Lucien Trépanier, et au sud-ouest par le chemin central; avec la maison y érigée, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Flavien, comté de Lotbinière, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 octobre 1964. 8150-42-2
[Première insertion: 17 octobre 1964]
[Deuxième insertion: 7 novembre 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 124-499. } ALPHONSE CANTIN, domicilié à Pont-Rouge, comté de Portneuf, district de Québec, *contre* ATANASE GAGNON, domicilié à Pont-Rouge, comté de Portneuf, district de Québec.

« Le lot numéro 456-30 du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Jeanne de Neuville, comté de Portneuf, village de Pont-Rouge, de figure irrégulière, borné vers le nord par le lot 456 non subdivisé, vers l'est par le lot 456-29, vers le sud par le lot 456-4 et vers l'ouest par les lots 57-2 et 57-3. Mesurant cinquante-huit pieds et six dixièmes (58.6′) au nord et cinquante-deux pieds et sept dixièmes (52.7′) au sud et cent vingt pieds (120′) de profondeur. Contenant en superficie six mille six cent soixante-dix-huit pieds carrés, M.A. (6,678′). Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

feet in width on the road and (55′) fifty-five feet also in width in rear of the emplacement of Alphonse Côté, (714′) seven hundred and fourteen feet in the north line, (132′) one hundred and thirty-two feet in width at the end of the depth of this emplacement (708′) seven hundred and eight feet in the southwest line, neighboring lot 236. Bounded on the southwest partly by the public road and partly by the emplacement of Alphonse Côté, on the north and on the northeast by other parts of the said lot 234 and on the south by the lot part of 236 belonging to André Bergeron; with the buildings and dependencies.

A lot of wooded land situated at St-Flavien being a part of lot (P-233) two hundred and thirty-three on the cadaster of St-Flavien; measuring two arpents in width along a depth of four arpents and one/quarter; bounded on the north by part of lot 231, on the northeast by the residue of the said lot 233 and on the south by part of lot 234. Subject the said lot 234 to a servitude in favor of the Shawinigan Company, according to registered deed No. 55124. Subject also the said lot 232 to a servitude in favor of the corporation of the village of Laurier, according to registered deed No. 82491."

Save and to withdraw:

"An emplacement situated at Laurier-Station, northeast side of the Central Road, in the form of an isosceles triangle, the base measuring 189′ and the other two sides each 130′, the whole more or less, English measure, known and designated as being a part of lot No. 232 on the official cadaster of the parish of St-Flavien. This lot of ground is situated at the northwest extremity of lot 232 and the base rests on the dividing line of lots 231 and 232 of the said cadaster, the north line of 199′ identifying itself with the dividing line of lots 231 and 232; Bounded: on the north by part of 231 belonging to Albert Mailloux, on the southeast, by the residue of the lot of land belonging to Lucien Trépanier, and on the southwest, by the central road; with the house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Flavien, county of Lotbinière, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, October 14, 1964. 8150-42-2
[First insertion: October 17, 1964]
[Second insertion: November 7, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 124-499. } ALPHONSE CANTIN, domiciled in Pont-Rouge, county of Portneuf, district of Quebec, *versus* ATANASE GAGNON, domiciled at Pont-Rouge, county of Portneuf, district of Quebec.

"Lot number 456-30 in the official cadaster of the parish of Ste-Jeanne de Neuville, county of Portneuf, village of Pont-Rouge, irregular in shape, bounded on the north by lot 456, not subdivided, on the east by lot 456-29, on the south by lot 456-4 and on the west by lots 57-2 and 57-3, measuring fifty-eight and six-tenths feet (58.6′) on the north and fifty-two and seventenths feet (52.7′) on the south and one hundred and twenty feet (120′) in depth, having an area of six thousand six hundred and seventy-eight square feet, E.M. (6,678′). With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Jeanne de Neuville, comté de Portneuf, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 30 octobre 1964. 8334-45-2-o
[Première insertion: 7 novembre 1964.]
[Deuxième insertion: 28 novembre 1964.]

To be sold at the church door of Ste-Jeanne de Neuville, county of Portneuf, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 30, 1964. 6334-45-2
[First insertion: November 7, 1964.]
[Second insertion: November 28, 1964.]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Sherbrooke, Cour Supérieure, No 28,291. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* ADRIEN QUIRION, cultivateur, St-Herménégilde, comté de Stanstead, P.Q., défendeur.

« Une propriété de ferme au canton de Hereford et comprenant:

Les lots vingt-six-B (26-B) de la contenance de trente-cinq acres deux rods et vingt perches en superficie, vingt-six-C (26-C) de la contenance de trente-cinq acres deux rods et vingt perches en superficie, vingt-six-D (26-D) de la contenance de soixante-sept acres deux rods en superficie, tous trois dans le cinquième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Hereford.

Le tout avec les bâtisses y érigées.

Le lot vingt-cinq-B (25-B) de la contenance de cinquante-trois acres une rod et vingt-quatre perches en superficie, vingt-cinq-C (25-C) de la contenance de cinquante-trois acres, une rod et deux perches en superficie, tous deux dans le cinquième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Hereford.

Toute cette partie du lot de cadastre No vingt-six-A (Pt. 26-A) dans le cinquième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Hereford, de la contenance de soixante-sept acres de terre en superficie plus ou moins, adjucent et adjucente au lot vingt-cinq-C dans le cinquième rang, ladite partie de soixante-sept acres de terre est bornée au nord par le sixième rang, à l'est par le lot vingt-cinq-C dans ledit cinquième rang, au sud par le quatrième rang et à l'ouest par le résidu dudit lot 26-A dans le cinquième rang;

Sauf et excepté le bois de toute grosseur croissant et se trouvant sur les lots de cadastre 25-B et 25-C, rang cinq, canton de Hereford, vendu par Louis Lebel à Eddy Riendeau par acte passé devant Me G. A. Normandin, le 1er septembre 1950, enregistré sous le No 30177, sauf et excepté le bois qui a cinq pouces de diamètre à la souche ou moins. Cette vente est faite pour cinq ans à compter du 1er septembre 1955 avec droit pour ledit Eddy Riendeau d'aller sur la propriété pour y faire son charroyage, droit de couper des petits arbres pour faire ses chemins et faire sa coupe de bois, l'empiler sur la propriété et faire son charroyage et travaux de coupe comme il l'entendra. Il est compris que ledit Eddy Riendeau ne doit faire qu'une coupe de bois mou et qu'une coupe de bois franc au même endroit.

De plus, l'emprunteur déclare qu'il a vendu audit Eddy Riendeau la maison érigée sur ses dits lots 25-B et 25-C comprenant galerie et annexe de cette maison avec droit pour ledit Eddy Riendeau de laisser cette maison sur ces dits lots pour un délai de six ans à compter du 1er

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Sherbrooke, Superior Court, No. 28,291. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ADRIEN QUIRION, farmer, St-Herménégilde, county of Stanstead, P.Q., defendant.

"A farm property in the township of Hereford and including:

Lots twenty-six-B (26-B) measuring thirty-five acres, two rods and twenty perches in area, twenty-six-C (26-C), measuring thirty-five acres, two rods and twenty perches in area, twenty-six-D (26-D), measuring sixty-seven acres, two rods in area, all three on the fifth range in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Hereford.

The whole with buildings thereon erected.

Lot twenty-five-B (25-B), having an area of fifty-three acres, one rod and twenty-four perches, twenty-five-C (25-C), having an area of fifty-three acres, one rod and two perches, both on the fifth range in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Hereford.

All that part of cadastral lot No. twenty-six-A (P. 26-A) on the fifth range in the official pland and book of reference of the cadaster of the township of Hereford, having an area of sixty-seven acres of land more or less, joining and adjacent to lot twenty-five-C on the fifth range, the said part of sixty-seven acres of land is bounded on the north by the sixth range, on the east by lot twenty-five-C on the said fifth range, on the south by the fourth range and on the west by the remainder of said lot 26-A on the fifth range.

Save and excepting wood of any size growing and being on cadastral lots 25-B and 25-C, range five, township of Hereford, sold by Louis Lebel to Eddy Riendeau by a deed drawn up before Me G. A. Normandin, on September 1, 1950, registered under No. 30177; save and excepting wood measuring five inches or less in diameter at the stump. This sale is made for five years from and after September 1, 1955 with the right in favor of Eddy Riendeau to go on the property for purposes of carting, cutting small trees to make his roads and to cut his wood, pile it on the property and to carry out his carting and works of cutting as specified therein. It is understood that the said Eddy Riendeau may make only cut of soft-wood and one cut of hardwood in the same place.

Moreover, the borrower must declare that he sold to the said Eddy Riendeau the house erected on said lots 25-B and 25-C including the gallery and annex to the house with the right in favor of the said Eddy Riendeau to leave this house on these said lots for a period of six years from

septembre 1950, et droit de passage pour se rendre à cette maison en aucun temps. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Herménégilde de Barford, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-mid.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice, Sherbrooke,
Ce 8 octobre 1964. 8944-42-2-o
[Première insertion: le 17 octobre 1964]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 27,855. { UNITED STATES FIRE INSURANCE COMPANY, corporation légalement constituée avec place d'affaires au no 465 rue St-Jean, à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* JULES BLANCHARD, de Fontainebleau, district de St-François, maintenant de no 1481 rue Maufils, apt. no 5, Québec, district de Québec, défendeur.

« Les lots numéros treize-B et quatorze-A (13-b et 14-a), dans le rang un, et le lot numéro quatorze-C (14-c), dans le rang deux, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Weedon, contenant ensemble deux cents acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances ».

Pour être vendus « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond de Pennafort de Weedon. Fontainebleau, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 9 octobre 1964. 8145-42-2-o
[Première insertion le 17 octobre 1964]

---

and after September 1, 1950, and the right of way to reach this house at any time.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Herménégilde de Barford, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House, Sherbrooke,
October 8, 1964. 8144-42-2
[First insertion: October 17, 1964]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, Sherbrooke, No. 27,855. { UNITED STATES FIRE INSURANCE COMPANY, a body legally incorporated, having a place of business at no. 465 St. John St., in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JULES BLANCHARD, of Fontainebleau, district of St. Francis, now of no. 1481 Maufils St., Apt. No. 5, Quebec, district of Quebec, defendant.

"Lots numbers thirteen-B and fourteen-A (13-b and 14-a) on range one, and lot number fourteen-C (14-c), on range two, in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Weedon, having together an area of two hundred acres, more or less, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Raymond de Pennafort de Weedon, Fontainebleau, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Sherbrooke, October 9, 1964. 8145-42-2
[First insertion: October 17, 1964]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 29060. { LA LAURENTIENNE, Compagnie d'Assurance sur la Vie, 500, Grande Allée est, Québec, province de Québec, demanderesse, *vs* JOSEPH ROBITAILLE, commis, 555, 109ème Rue, Shawinigan sud, district de St-Maurice, défendeur.

« Un emplacement situé sur le côté sud de la 109ème Rue, à Shawinigan sud, de forme irrégulière, mesurant cent pieds (100′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et un pouce (95′1″), de là, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur une profondeur de trente pieds (30′), le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné:

1° Le lot numéro huit des subdivisions du lot originaire neuf cent dix-sept (917-8) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et un pouce (95′1″), le tout plus ou moins, mesure anglaise;

2° Le lot neuf, subdivision du même lot originaire neuf cent dix-sept (917-9) du même cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quinze

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 29060. { LA LAURENTIENNE, Life Insurance Company, 500 Grande Allée East, Quebec, province of Quebec, plaintiff, *vs* JOSEPH ROBITAILLE, clerk, 555, 109th St., Shawinigan South, district of St-Maurice, defendant.

"An emplacement situated on the south side of the 109th St., at Shawinigan-South, of irregular form, measuring one hundred feet (100′) in width along a depth of ninety-five feet and one inch (95′1″), thence, measuring fifty feet (50′) in width by a depth of thirty feet (30′), the whole more or less, English measure, known and designated:

1. Lot number eight of the subdivision of the original lot nine hundred and seventeen (917-8) on the official cadaster of the parish of Notre-Dame of Mont-Carmel, measuring fifty feet (50′) in width by a depth of ninety-five feet and one inch (95′1″), the whole more or less, English measure;

2. Lot nine, subdivision of the same original lot nine hundred and seventeen (917-9) on the same official cadaster for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, measuring fifty feet (50′) in width along a depth of ninety-five feet

pieds et un pouce (95'1"), le tout plus ou moins, mesure anglaise;

Ces deux lots sont contigus et ont leur front sur la 109ème Rue;

3° Partie nord du lot numéro cinq des subdivisions du même lot originaire numéro neuf cent dix-sept (917-Pt No-5) du même cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, située en arrière et au sud du lot 917-8, et laquelle partie mesure cinquante pieds (50') de largeur sur une profondeur de trente pieds (30'), le tout plus ou moins, mesure anglaise, bornée en front vers le nord par le lot 917-8 d'un côté vers l'est par le lot 917-4 et de l'autre côté vers l'ouest par le lot 917-6, et en arrière vers le sud par le résidu dudit lot 917-5.

Cet immeuble comprend aussi une lisière à détacher du lot numéro sept des subdivisions du même lot originaire neuf cent dis-sept (917-Pt 7) du même cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, laquelle lisière mesure huit dixièmes de pied (.8') en avent vers le nord et deux dixièmes de pieds (.2') en arrière vers le sud, sur une profondeur de soixante pieds et quatre-vingt centièmes (60'.80) bornée d'un côté vers l'est par le lot 917-8, enfront, vers le nord, en arrière, vers le sud et de l'autre côté, vers l'ouest, par le résidu dudit lot 917-7.

Avec et sujet aux droits de vue contre le lot 917-7 et semblables droits de vue contre les lots numéros 917-4 et 10, tous du même cadastre. »

Le tout formant un seul et même immeuble; avec bâtisse dessus construite portant les numéros civiques 549 à 575, 109ème Rue à Shawinigan sud.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Jeanne-D'Arc, à Shawinigan sud, jeudi le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 2 novembre 1964. 8313-45-2-o

and one inch (95'1") the whole more or less, English measure;

These two lots are contiguous and have frontage on 109 th Street;

3. North part of lot number five of the subdivisions of the same original lot number nine hundred and seventeen (917-Pt. No. 5) of the same official cadaster of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, situated in rear and on the south of lot 917-8, and which part measures fifty feet (50') in width along a depth of thirty feet (30'), the whole more or less, English measure, bounded on the front on the north by lot 917-8, on one side on the east by lot 917-4 and on the other side, on the west by lot 917-6, and in rear, on the south, by the residue of the said lot 917-5.

This immoveable also includes a strip to be detached from lot number seven of the subdivisions of the same original lot nine hundred and seventeen (917-Pt. 7) on the same official cadaster for the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, which strip measures eight/tenths of a feet (.8') in front on the north and two/tenths of a foot (.2') in rear on the south, for a depth of sixty feet and eighty one hundredths (60'80) bounded on one side on the east by lot 917-8, in front, on the north, in rear, on the south and on the oher side, on the west, by the residue of the said lot 917-7.

With and subject to the rights of view against lot 917-7 and similar rights of view against lots numbers 917-4 and 10, all from the same cadaster."

The whole forming a sole and one immoveable; with building thereon erected bearing civic numbers 549 to 575, 109th Street, to Shawinigan South.

To be sold at the church door of Ste-Jeanne-D'Arc, at Shawinigan-South, on THURSDAY, the TENTH day of DECEMBER, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, November 2, 1964. 8313-45-2

Ventes pour taxes

Ville de Lac-Mégantic

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique au lieu ordinaire des séances du conseil municipal, en l'Hôtel de ville de Lac-Mégantic, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1964, à DIX heures de l'avant-midi, pour payer les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente:

Nom du propriétaire: M. Élodien Duclos, Lac-Mégantic, les lots numéros 2330-66, 2330-67, 2330-68, 2330-69, 2330-70, 2330-72, 2330-73, 2330-74, 2330-76, 2330-77, 2330-78, 2330-79, 2330-80, 2330-81, 2330-82, 2330-83, 2330-87, 2330-95, 2330-971

Plus une partie non subdivisée du lot 2330, ayant une superficie d'environ 12 acres comprises entre les bornes suivantes: en front par la rue

Sales for Taxes

Town of Lake Megantic

Public notice is hereby given to the taxpayers of the aforementioned municipality by the undersigned, secretary-treasurer of the above-mentioned municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction in the place where meetings of the municipal Council are usually held, in the Town Hall in Lake-Megantic, on the TWENTY-FIFTH day of the month of NOVEMBER, 1964, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal and school taxes, with the interest and the costs, plus the expenses subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale:

Name of proprietor: Mr. Élodien Duclos, Lake Megantic, the lots numbers 2330-66, 2330-67, 2330-68, 2330-69, 2330-70, 2330-72, 2330-73, 2330-74, 2330-76, 2330-77, 2330-78, 2330-79, 2330-80, 2330-81, 2330-82, 2330-83, 2330-87, 2330-95, 2330-97.

Plus an unsubdivided part of lot 2330, having an area of approximately 12 acres enclosed within the following boundaries: in front by

Villeneuve ou chemin de l'Aéroport; en arrière par le terrain du chemin de fer Québec Central; d'un côté vers l'est, par le ruisseau se déversant dans la rivière Chaudière; et de l'autre côté vers l'ouest, par les lots ci-dessus mentionnés, sauf et à distraire de cette partie, la partie d'icelle appartenant à Wilfrid Drouin suivant ses titres, le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Mégantic.

Taxes municipales: $1,607.85; intérêts: $366.76; total: $1,974.61; taxes scolaires: $4,188.20; intérêts: $920.24; total: $5,108.44. Grand total: $7,083.05.

Donné à Lac-Mégantic, ce vingtième jour d'octobre mil neuf cent soixante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
HERVÉ FECTEAU.

8260-44-2

Villeneuve St., or the Airport Road, in the rear by the land belonging to Quebec Central Railway, on one side, on the east, by a brook flowing into the Chaudière River, and on the other side, on the west, by the above-mentioned lots; save and to be withdrawn from this part, is the part belonging to Wilfrid Drouin according to his deeds, the whole in accordance with the official plan and book of reference of the town of Megantic.

Municipal taxes: $1,607.85; interest: $366.76; total: $1,974.61; school taxes: $4,188.20; interest: $920.24; total: $5,108.44. Grand total: $7,083.05.

Given at Lake Megantic, this twentieth day of October, one thousand nine hundred and sixty-four.

HERVÉ FECTEAU.
Secretary-Treasurer.

8260-44-2

Ville de Rosemère

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, au Poste de Police, 428 Grande Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, P.Q., MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent soixante-quatre (1964) à DIX heures de l'avant-midi (Heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 13 octobre 1964, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, (S.R.Q. 1941, chapitre 233).

Town of Rosemère

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Police Station, 428 Grande Côte, Rosemère, county of Terrebonne, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and sixty-four (1964), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated October 13, 1964, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550 of Cities and Towns Act (R.Q.S. 1941, chapter 233).

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Barbo Investment Corporation *et al*	70	17, 18, 19.
Benoit, Aimé	27	98.
Bélair, Bernard	23 P.	
Boutet, Antonio	16	30, 31, 34.
Breton, Guy	15	1 P., 2 P.
Brisebois, G., Beaudot, R. et-and Martel, E. Mmes-Mrs	241	171.
Cagliese, Jos. Succ.-Est	45	76, 75.
Chapdelaine, Jean	30	79-2.
Dufresne, Mme-Mrs. A.	43	33 P.
Corbeil, Guy	74	3 P.
Fauteux, André	42	20.
	43	7.
Fortune Construction	42	101, 100, 99, 98, 90, 89, 47, 55.
	43	103, 58, 71.
Forget, Henri	237	227, 228.
Frenière, Maurice	16	55, 54.
Farrell, A.	41	106.
Gauthier, Jacques	30	121, 122-1.
Gossack, Irwin & White, Hazel	260	79.
Jodin, René	33	26, 27.
Labelle & Hargreaves (J. & A. V.)	28	2-2, 22-2.
Labelle, Jean	235	18, 17-2, 15-2, 16, 17-1.
Labelle, Léopold	27	27, 17 P., 26, 18 P.
Labrosse, Gaston	272	28, 29.
Legault, François	33	15, 16.
	42	80, 81.
Larose, Succ.-Est., Paul	43	47.
Levesque, Marius	53	8, 7-2.
Mackey, Patrick	242	36.
Maillet, Armand et-and Michel	929	3 P.
Miville, Roger	237	167.
Marsden, Charles	35	3 P.
Pigeon, Léo	36	87, 86.
Noël, Antoine	34	24.
Poirier, Maurice	31	27 P., 31 P.
St-Amour, Arthur	42	48, 49.
Sears, Mme-Mrs. Dorothy	237	199.
Ste. Thérèse Tracteur	31	38, 20.
Sydenham, Mme-Mrs. R.	272	72.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Stein, Winston	45	104 P., 103 P.
Thrift Dev.	54 P.	
	56 P.	
	57 P.	
Waywell, Fred	237	146, 145.
Whalen, Michael	237	244.
Veinish, Charles	241	188, 260.
	42	41, 42.
Kilby, Mme-Mrs. B.	237	77.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse et situés dans la ville de Rosemère.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentées ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné à Rosemère, ce 20ème jour d'octobre 1964.

La Secrétaire-trésorière,
MME PH. GARDINER.

8261-44-2-o

The above immoveables are all on the plan and book of the parish of Ste. Thérèse, and situated in the town of Rosemère.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at Rosemère, this 20th day of October, 1964.

MRS. PH. GARDINER,
Secretary-Treasurer.

8261-44-2-o

Cité de Thetford Mines

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, au marché public, Thetford Mines, P.Q., MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent soixante-quatre (25 novembre 1964) à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), pour le paiement des taxes municipales, leurs intérêts et des frais encourus subséquemment, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente à l'Hôtel de Ville 144 sud, rue Notre-Dame, Thetford Mines, P.Q., et sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

City of Thetford Mines

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Public Market, city of Thetford Mines, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER nineteen hundred and sixty-four (November 25, 1964) at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of municipal taxes, their interest and the costs which may be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs have been paid before the sale at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, P.Q. and under reserve of mines and mining rights to belong to whomsoever may be concerned.

Numéro du compte Account number	Cadastre du village de Kingsville Cadastral of village of Kingsville	Nom du propriétaire Name of the owner
222-329	1-147-15	Denis Dion.
171-33	24-K-89-90-91	Jean-Paul Dodier.
427-1151A	541-20	Omer Dubois.
	Cadastre du Rang IV du canton de Thetford Cadastral of Range IV of Thetford township	
242-1183A	25-E-29 (machineries immeuble par destination) — (Immovable machineries by destination)	Blais Transport Ltée.
	Cadastre du Rang V du canton de Thetford Cadastral of Range V of Thetford township	
109-1129	22-512	Antonio Gagné.
109-1129	22-573 Pts.	Antonio Gagné.
109-1129	22-532	Antonio Gagné.
109-1129	24-D-27	Antonio Gagné.
109-1129	23-F-483	Antonio Gagné.
109-1129	24-C-147	Antonio Gagné.
109-1129	24-D-148	Antonio Gagné.
109-1129	24-D-147	Antonio Gagné.
157-427	24-D-85	Lucien Rémillard.

Donné en la cité de Thetford Mines, P.Q., ce vingt-et-unième jour d'octobre mil neuf cent soixante-et-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND POIRÉ.

8262-44-2-o

Given at the city of Thetford Mines, P.Q., this twenty-first day of October nineteen hundred and sixty-four.

FERNAND POIRÉ,
Secretary-Treasurer.

8262-44-2-o

Ville de Barville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Barville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au Bureau du Conseil Municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, JEUDI, le DIXIÈME (10) jour du mois de DÉCEMBRE 1964, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipale et scolaire, et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Barville

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the town of Barville, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, THURSDAY, the TENTH (10) day of DECEMBER 1964, at TWO o'clock in the afternoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incured, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms — Names	Numéro de cadastre — Cadastral number	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Int. et frais — Int. and costs	Total
Antonio Audy	VI-25-1	$ 2.76	$ 6.25	$ 1.67	$ 10.68
Maurice Thelland	VI-26-2	16.80	68.77	14.15	99.72
Jos.-A. Simard (maison-house)	VI-26-5	6.48	7.54	1.91	15.93
Léonard St-Yves (lot)	VI-26-5	12.60	42.52	9.34	64.46
François Nolet	VI-26-6	16.80	35.77	7.92	60.49
François Nolet	VI-26-7	16.80	35.77	5.97	58.54
Willie Duranseau	VI-26-9	16.80	35.77	8.83	61.40
Willie Duranseau	VI-26-10	16.80	53.77	9.27	79.84
James T. Clair	VI-26-15 E.	.....	14.41	1.51	15.92
Charles Rouleau	VI-26-15 O.-W.	5.52	28.26	6.78	40.56
Donat Gendron	VI-26-16	33.84	17.31	8.72	59.87
J.-A. St-Laurent	VI-26-25	8.58	12.01	3.43	24.02
Hébert & Frères	VI-28-2 E.	54.00	206.73	36.90	297.63
Hervé Lamarre	VI-28-6	16.20	23.49	3.80	43.49
Serv. électrique Nord Ltée	VI-28-7	29.10	45.99	11.79	86.88
Charles-H. Baribeau	VI-28-8	21.60	45.99	10.33	77.92
Lucien Leclerc	VI-28-10	37.20	98.01	18.45	153.66
Aldage Prévost	VI-28-12	10.80	12.24	2.29	25.33
Bernadette Boucher	VI-28-17	17.76	37.52	9.28	64.56
Bernadette Boucher	VI-28-18	11.52	24.52	6.29	42.33
Marcel Provost	VI-28-22	12.96	19.34	5.80	38.10
Jean-Paul Marcotte	VI-28-23	12.96	27.69	7.19	47.84
Edmond Babineau	VI-28-30	20.64	69.59	10.90	101.13
Amédée Côté	VI-28-32	16.80	27.02	5.99	49.81
Georges Desrochers	VI-28-37	11.04	6.26	2.43	19.73
Rolland Marcoux	VI-28-38	.....	10.44	1.59	12.03
Adrien Beaulieu	VI-28-44	5.52	6.25	1.81	13.58
Gérard Fortier	VI-28-46	101.28	154.46	29.18	284.92
Léo St-Yves	VI-28-47	11.04	23.51	6.00	40.55
Gilbert Gonthier	VI-28-60	11.64	18.40	5.80	35.84
Conrad Béland	VI-28-62	44.76	95.54	17.85	158.15
Amédée Côté	VI-28-67	16.80	27.02	2.87	46.69
Amédée Côté	VI-28-68	13.92	22.39	3.92	40.23
Joseph Bériault	VI-28-71	36.00	76.31	15.86	128.17
Joseph Bériault	VI-28-72	15.84	33.73	7.70	57.27
Félix Morin	VI-28-73	9.12	19.41	5.85	34.38
Charles-O. Desrochers	VI-28-79	9.12	24.17	6.75	40.04
Georges Desrochers	VI-28-80	9.12	5.17	1.01	15.30
Georges Desrochers	VI-28-81	9.12	5.17	1.01	15.30
Claude Landry	VI-28-82	12.27	26.61	7.30	46.18
Claude Landry	VI-28-83	12.27	26.61	4.70	43.58
Hector Jeansonne	VI-28-85	9.60	15.44	5.16	30.20
Félix Morin	VI-28-92	8.16	58.62	10.38	77.16
Jean-Geo. Genesse	VI-28-93	3.84	4.35	1.96	10.15
Mme-Mrs. Alzéar Beaulieu	VI-28-103	8.16	21.62	6.27	36.05
Raymond Trudel	VI-28-104	6.12	13.12	5.43	24.67
Roland Vallières	VI-28-106	10.56	22.48	6.39	39.43
Claude Landry	VI-28-108	14.16	22.48	3.90	40.54
Claude Landry	VI-28-109	14.16	22.48	3.90	40.54
Emma Boisclair	VI-28-110	11.04	12.01	3.12	26.17
R. Dupras	VI-28-115	17.49	.....	1.25	18.74
Gérard Fortier	VI-28-119	7.20	11.58	2.84	21.62
Marie-R. Trudel Lévesque	VI-28-122	1.80	.....	0.65	2.45
Gaston Délisle	VI-28-130	4.68	6.79	2.80	14.27
Hébert & Frères	VI-28-138	6.24	31.24	5.95	43.43
Gaudias Bélanger	VI-28-140	5.28	24.09	6.77	36.14
Fernand Houle	VI-28-142	11.70	13.29	5.32	30.31
R. Dupras	VI-28-149	22.56	.....	1.90	24.46
Gérard Cameron	VI-28-152	8.96	10.22	4.82	24.00
Benoit Héon	VI-28-157	24.96	10.22	6.80	41.98
Aldas Frenette	VI-28-159	15.60	32.72	10.06	58.38
R. Dupras	VI-28-162	11.52	.....	1.10	12.62
Roland Richard	VI-28-216	6.72	14.30	5.00	26.02
R. Dupras	VI-28-217	15.27	.....	1.20	16.47
Rodolphe Trépanier	VI-28-219	6.72	10.81	4.38	21.91
Hervé Lamarre	VI-28-250	5.04	10.80	2.34	18.18
R. Dupras	VI-28-386	10.83	.....	1.10	11.93
Léonard St-Yves	VI-28-457	61.44	147.76	20.23	229.43
Rolland Marcoux	VI-28-488	.....	3.65	0.34	3.99
Norbert Marcoux	VI-28-490	3.36	.....	0.35	3.71
Albert Richard	VI-28-491	14.88	3.65	2.65	21.18

Noms — Names	Numéro de cadastre — Cadastral number	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Int. et frais — Int. and costs	Total
Raoul Bernier	VI-29-8	$ 14.40	$ 31.32	$ 5.07	$ 50.79
Alfred Fortin	VI-29-9	35.62	69.11	15.15	119.88
Raoul Humbert	VI-29-10	.....	21.62	3.23	24.85
O. & L. Caron	VI-29-11	10.56	22.97	4.20	37.73
Aimé St-Pierre	VI-29-12	21.00	23.80	3.78	48.58
Alfred Fortin	VI-29-17	22.66	44.10	8.77	75.53
Alfred Fortin	VI-29-18	22.66	44.10	8.77	75.53
Groteau & Frères	VI-29-19	12.00	25.55	7.31	44.86
Raymond Marcotte	VI-29-20	42.72	112.30	21.14	176.16
Gabriel Bordeleau	VI-29-21	41.68	100.75	11.81	154.24
Thomas-Louis St-Pierre	VI-29-25	9.00	19.30	5.07	33.37
Léon Bisson	VI-29-37	.....	7.30	1.94	9.24
Wilfrid Gibson	VI-29-44	10.08	26.71	7.30	44.09
Marcel Gélinas	VI-29-47	9.12	19.42	5.89	34.43
Marcel Gélinas	VI-29-48	9.12	19.42	3.29	31.83
Maurice Beaumier	VI-29-66	9.60	20.44	6.03	36.07
Maurice Beaumier	VI-29-67	8.16	17.37	4.83	30.36
Maurice Beaumier	VI-29-68	8.16	17.37	2.88	28.41
Jules Délisle	VI-29-69	8.16	17.37	5.54	31.07
Jules Délisle	VI-29-70	8.16	17.37	2.94	28.47
Fernand Morin	VI-30-4	21.83	31.68	8.81	62.32
Armand Bernard	VI-30-6	14.88	31.68	7.95	54.51
Antonio Mailhot	VI-30-7	11.52	41.93	9.19	62.64
Arthur Mandeville	VI-30-10	12.48	.....	1.55	14.03
Jean Alarie	VI-30-11	82.85	181.05	31.85	295.75
Omer Tessier	VI-30-13	16.68	19.31	4.93	40.92
Philibert Pelchat	VI-30-14	11.04	39.51	9.43	59.98
Aimé Bastien	VI-30-36	.....	19.58	1.82	21.40
J.-G.-H. Savard	VI-30-52	5.28	13.99	5.05	24.32
Mme-Mrs. A.-D. Monarque	VI-30-53	5.28	13.99	2.50	21.77
Henri Nepton	VI-31-2	104.64	222.93	39.25	366.82
Henri Nepton	VI-31-3	12.96	27.53	6.96	47.45
Roger Moreau	VI-31-4	8.64	20.48	4.49	33.61
Louis Hardy	VI-31-8	5.76	12.52	2.81	21.09
Louis Hardy	VI-31-9	5.76	12.52	1.51	19.79
Louis Hardy	VI-31-24	3.84	8.35	0.95	13.14
Louis Hardy	VI-31-25	3.84	8.35	0.95	13.14
Roger Moreau	VI-31-29	5.76	11.00	2.55	19.31
Henri Nepton	VI-31-30	7.68	16.35	2.85	26.88
Eddy Magny	VII-25 subd.	24.48	74.42	15.54	114.44
Mme-Mrs. Thomas Lejeune	VII-25-subd.	113.82	281.66	52.29	447.77
Harold Muise	VII-25-72	10.08	21.46	6.13	37.67
Théodore Bernard	VII-26-30	5.28	11.24	3.68	20.20
Gat Hong	VII-27-6	.....	35.77	6.70	42.47
Lionel Langlois	VII-27-10	16.40	44.52	10.56	71.48
Mme-Mrs. Justin Gagnon	VII-27-11	35.76	40.52	4.90	81.18
Joseph Lépine	VII-27-12 E.	3.60	4.08	1.63	9.31
Oscor Bergeron	VII-27-14	16.80	9.52	3.12	29.44
Gaudias Nolet	VII-27-18	7.20	15.33	3.19	25.72
J.-B. Legault	VII-27-22	3.60	7.83	2.85	14.28
Albert Thibodeau	VII-27-23	7.20	12.88	4.83	24.91
Donat Comeau	VII-27-24	5.40	7.83	2.95	16.18
Claire-H. Nolet	VII-27-25	9.70	15.33	5.30	30.33
Roger Comeau	VII-27-27	13.14	28.42	3.35	44.91
Rodolphe Trépanier	VII-27-28	.....	11.42	0.69	12.11
Placide Blouin	VII-27-33	7.20	11.58	4.65	23.43
Placide Blouin	VII-27-34	7.20	11.58	2.05	20.83
Gaudias Nolet	VII-27-36	7.20	15.33	2.70	25.23
Yves Périgny	VII-27-37	5.40	11.58	4.30	21.28
François Nolet	VII-27-38	7.20	11.58	4.65	23.43
François Nolet	VII-27-39	7.20	15.33	3.34	25.87
Gaudias Nolet	VII-27-40	7.20	15.33	2.64	25.17
Gérard Cameron	VII-27-41	7.20	39.08	8.98	55.26
J. Bellerive	VII-27-42	7.20	19.08	6.10	32.38
Joseph Guay	VII-28-subd.	73.68	158.52	24.55	256.75
Joseph Guay	VII-28-¼ N.-E.	.....	3.86	0.46	4.32
De Carufel Paul	VII-35 subd.	.....	37.26	2.88	40.14

Donné à Barville, P.Q., le 28e jour d'octobre 1964.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD THERRIEN.

8305-45-2-o

Given at Barville, P.Q., this 28th day of October, 1964.

(Seal)

GÉRARD THERRIEN,
Secretary-Treasurer.

8305-45-2-o

Cité de Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la cité de Saint-Laurent, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 777 Boulevard Laurentien, Saint-Laurent, LUNDI, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante-quatre (30 novembre 1964), à DIX heures de l'avant-midi (10 A.M.), pour satisfaire au paiement des taxes

City of Saint-Laurent

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the city of Saint-Laurent, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 777, Laurentien Boulevard, Saint-Laurent, on MONDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, nineteen hundred and sixty-four (November 30, 1964), at TEN o'clock in the forenoon (10.00 A.M.), to satisfy the payment of the municipal

municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires — Name of proprietors	Cadastre — Cadastral	Subdivisions
Assistance Loan & Finance Corporation	493	3
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
MM.-Messrs Bertrand D'Amour et-and Fernand Giard	258	110
MM.-Messrs Bertrand D'Amour et-and Fernand Giard	258	138
M.-Mr. Lucien Rioux	258	118 P. 117-119

258-P. 117: — Un terrain de forme irrégulière, ayant une superficie de 1,866 pieds carrés, mesurant 25.57 pieds en front sur la rue Couvrette et borné comme suit: en front, par la rue Couvrette (lot numéro 258-248), sur sa ligne nord-ouest par le lot numéro 258-284, sur sa ligne nord-est par la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada et sur sa ligne sud-est par le lot numéro 258-118.

258-P. 117: — An emplacement of irregular form, with a total area of 1,866 sq. feet, measuring 25.57 feet in front on Couvrette Street and bounded as follows: — along its south-west line by lot number 258-248 (Couvrette Street), along its north-west line by lot number 258-284, along its north-east line by the property of the Canadian National Railways and along its south-east line by lot number 258-118.

258-P. 119: — Un terrain de forme irrégulière, ayant une superficie de 1,126.39 pieds carrés, mesurant 15.43 pieds en front sur la rue Couvrette et borné comme suit: — en front, par la rue Couvrette (lot numéro 258-248), sur sa ligne nord-ouest par le lot numéro 258-118, sur sa ligne nord-est par la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada et sur sa ligne sud-est par le lot P.S.E. 258-119.

258-P. 119: — An emplacement of irregular form, with a total area of 1,126.39 sq. feet, measuring 15.43 feet in front on Couvrette Street and bounded as follows: — along its south-west line by lot number 258-248 (Couvrette Street), along its north-west line by lot number 258-118, along its north-east line by the Canadian National Railways of Canada and along its south-east line by lot PSE 258-119.

Craydan Construction Limited	476	425
M.-Mr. MacDonald G. Scobie	242	982A
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Craydan Construction Limited	476	426
Craydan Construction Limited	476	427
Vanguard Investments Corp.	P. 239	

P. 239: — Un terrain de forme irrégulière, connu sous le numéro P. 239, ayant une superficie de 13,781 pieds carrés, mesurant 125 pieds en front sur la rue Poirier et borné comme suit: — sur sa ligne nord-ouest par partie du lot numéro 239-32 (rue Poirier), sur sa ligne sud-ouest par le lot numéro 239-55, sur sa ligne sud-est par une autre partie du lot numéro 239 et sur sa ligne nord-est par le lot numéro 240-9.

P. 239: — An emplacement of irregular form known as part of lot number 239, with a total area of 13,781 sq. feet, measuring 125 feet on Poirier Street and bounded as follows: — along its north-west line by part of lot number 239-32 (Poirier Street), along its south-west line by lot number 239-55, along its south-east line by another part of lot number 239 and along its north-east line by lot number 240-9.

Elmridge Investment Corp.	78	197
Elmridge Investment Corp.	78	196
Landed Investment Ltd.	P. 71-73	

P. 71: — Un terrain de forme trapézoïdale, reconnu comme droit de passage vers le Boulevard Laurentien, ayant une superficie de 6,270 pieds carrés, mesurant 33 pieds en front sur le Boulevard Laurentien et borné comme suit: en front par le Boulevard Laurentien, sur ses lignes nord-ouest et sud-est par d'autres parties du lot numéro 71 et sur sa ligne sud-ouest par une partie du lot numéro 73.

P. 71: — An emplacement of trapezoidal form, known as a right of way towards Laurentien Boulevard, with a total area of 6,270 sq. feet, measuring 33 feet in front on Laurentien Boulevard and bounded as follows: — in front, by Laurentien Boulevard, along its north-west and south-east lines by other parts of lot number 71 and along its south-west line by a part of lot number 73.

P. 73: — Un terrain de forme trapézoïdale, reconnu comme droit de passage vers le Boulevard Laurentien, d'une largeur de 33 pieds et d'une superficie de 3,200 pieds carrés et borné comme suit: — sur ses lignes nord-ouest, sud-est et sud-ouest, par d'autres parties du lot numéro 73 et sur sa ligne nord-est par partie du lot numéro 71.

P. 73: — An emplacement of trapezoidal form, known as a right of way towards Laurentien Boulevard, 33 feet wide, with a total area of 3,200 sq. feet, and bounded as follows: — along its north-west, south-east and south-west lines, by other parts of lot number 73 and along its north-east line by part of lot number 71.

Belcourt Construction Co.	P. 88

P. 88: — Un terrain de forme trapézoïdale ayant une superficie de 3,432 pieds carrés, mesurant 160 pieds en front sur la rue McCarthy et borné comme suit: — sur sa ligne nord-est par le lot numéro 88-188 (Rue McCarthy), sur sa ligne sud-est par le lot numéro 88-192, sur sa ligne sud-ouest par le lot numéro 89 et sur sa ligne nord-ouest par le lot numéro 88-255.

P. 88: — An emplacement of trapezoidal form with a total area of 3,432 seq. feet, measuring 160 feet in front on McCarthy Street and bounded as follows: — along its north-east line by lot number 88-188 (McCarthy Street), along its south-east line by lot number 88-192, along its south-west line by lot number 89 and along its north-west line by lot number 88-255.

Belcourt Construction Co.	P. 88

P. 88: — Un emplacement de forme trapézoïdale ayant une superficie de 3,912 pieds carrés, mesurant 160 pieds en front sur la rue McCarthy et borné comme suit: — sur sa ligne nord-est par le lot numéro 88-188 (Rue McCarthy), sur sa ligne sud-est par le lot numéro 88-255, sur sa ligne sud-ouest par le lot numéro 89 et sur sa ligne nord-ouest par le lot numéro 88-254.

P. 88: — An emplacement of trapezoidal form with a total area of 3,912 sq. feet, measuring 160 feet in front on McCarthy Street and bounded as follows: — along its north-east line by lot number 88-188 (Mc Carthy Street), along its south-east line by lot number 88-255, along its south-west line by lot number 89 and along its north-west line by lot number 88-254.

Belcourt Construction Co.	P. 88

P. 88: — Un emplacement de forme trapézoïdale ayant une superficie de 4,510 pieds carrés, mesurant 164 pieds en front sur la rue McCarthy et borné comme suit: — sur ses lignes nord-ouest et nord-est par le lot numéro 88-188 (Rue McCarthy), sur sa ligne sud-est par le lot numéro 88-254 et sur sa ligne sud-ouest par le lot numéro 89.

P. 88: — An emplacement of trapezoidal form with a total area of 4,510 sq. feet, measuring 164 feet in front on McCarthy Street and bounded as follows: — along its north-west and north-east lines by lot number 88-188 (McCarthy Street), along its south-east line by lot number 88-254 and along its south-west line by lot number 89.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse Saint-Laurent et situés dans la cité de Saint-Laurent.

Donné à Saint-Laurent, ce deuxième jour de novembre mil neuf cent soixante-quatre (2 novembre 1964).

Le Greffier,
ADRIEN LIMOGES.

8306-45-2-o

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Given at Saint-Laurent, this second day of November nineteen hundred and sixty-four (November 2, 1964).

ADRIEN LIMOGES,
City Clerk.

8306-45-2-o

Ville de Pointe-Gatineau

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Pointe-Gatineau que les propriétés ci-dessous décrites seront rendues à l'nchère publique à l'Hôtel-de-Ville de la susdite municipalité, 17 rue Jacques-Cartier, MARDI, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1964, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, à moins que ces taxes et intérêts ne soient payés avant la vente.

Town of Pointe-Gatineau

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the town of Pointe-Gatineau, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the above mentioned municipality, 17 Jacques-Cartier street, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1964, at TWO o'clock in the afternoon, for the non payment of municipal and school taxes and interest, unless said taxes and interest are paid before the sale.

No Rôle — Roll No.	Nom des propriétaires — Owner's name	Numéro de cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Intérêt — Interest	Total
8	Gustave Wendzick	P. 550, P. 549	$ 156.81	$ 154.26	$ 8.11	$ 319.18

Un immeuble portant le numéro civique, 303 Jacques-Cartier, Pointe-Gatineau, Qué., connu et désigné comme étant la partie ouest du lot numéro 550 et la partie ouest du lot numéro 549 tous au livre de renvoi du village de Pointe-Gatineau, étant une lisière de terrain mesurant 40′ de largeur en front sur le chemin public et la rivière Outaouais par la profondeur, existant entre la rivière Outaouais et la baie bornée comme suit: vers l'ouest par la propriété d'Alfred Diotte ou représentants, vers le nord par la baie, vers le sud par la rivière Outaouais, et vers l'est par le résidu du même lot, propriété de Napoléon Blais ou représentants.

All that property bearing civic number 303 Jacques-Cartier street, Pointe-Gatineau, P. Que. known and designated as being the west part of lot number 550 and the west part of lot number 549 for the plan and book of reference for the village of Pointe-Gatineau, being a strip of land measuring 40 feet in width fronting the Public Road and the Ottawa River, by the depth existing between the Ottawa River, by the Bay, bounded as follows: to the west by the property of Alfred Diotte or representatives, to the north by the Bay, to the south by Ottawa River and to the east by the residu of the same lots, the property of Napoléon Blais or representatives.

222	Ronald Strasbourg	577-74	$ 322.91	$ 216.49	$ 16.39	$ 555.79
370	Jean Dubois	P. 575	279.03	154.45	13.95	447.43

Un emplacement connu comme étant partie du lot de terre No 575 au cadastre du village maintenant ville de Pointe-Gatineau. De forme irrégulière et ayant toute la contenance entre la rue St-Rodolphe, la propriété de M. Marc Renaud et celle de M. Aurèle Bélanger ou représentants, respectivement pouvant se décrire plus particulièrement comme suit: à savoir: commençant à un point situé sur la rue St-Rodolphe à 120 pieds plus ou moins au sud de la limite sud du Boul. Archambault, de ce point dans une direction ouest longeant la limite sud de la propriété de M. Marcel Renaud, une distance approximative de 80 pieds, de là, dans une direction sud en droite ligne, jusqu'à la propriété de Aurèle Bélanger ou représentants, une distance approximative de 65 pieds, de là, dans une direction est, longeant ladite propriété d'Aurèle Bélanger ou représentants, une distance approximative de 140 pieds, de là, dans une direction nord longeant la propriété de Dollard Desormeaux ou représentants une distance approximative de 30 pieds, de là, dans une direction ouest étant la limite sud de la rue St-Rodolphe, une distance approximative de 45 pieds soit jusqu'au point de départ.

A property, lnown as being a part of lot 575 cadastral number of village (now a town) of Pointe-Gatineau. Irregular form and being located between St-Rodolphe street, the property of Marc Renaud and the property of Aurèle Bélanger or representatives, respectively more particularly described as follow: starting at a point situated on St-Rodolphe St, at 120 feet more or less to the south from the south limit of Archambault Blvd, from that point to a west direction running along the south limit of the property of Marcel Renaud, an approximative distance of 80 feet, from that point to a south direction in straight line to the property of Aurèle Bélanger or representatives, a distance of 65 feet more or less, from that point to an east direction, running along the said property of Aurèle Bélanger or representatives, a distance of 140 feet more or less, from that point to a north direction running along the property of Dollard Desormeaux or representatives a distance of 30 feet more or less from that point to a west direction being the south limit of St-Rodolphe street, an approximative distance of 45 feet, in other words to the starting point.

374	Rodolphe Millette	P. 575	$ 923.07	$ 60.03	$ 46.40	$1,029.50

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 575 au plan du cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau, mesurant 50 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur. Le tout étant borné par le nord par une rue projetée, vers l'est par la rue St-Rodolphe, vers le sud par partie du lot 575, propriété de M. Édouard St-Amour, ou représentants, et vers l'ouest par partie du lot 575, propriété de Joseph Sabourin ou représentants.

A property known and designated as being part of lot 575 from the official cadastre of village of Pointe-Gatineau, measuring 50 feet in width, by 90 feet in depth. All the property being bounded to the north by projected street to the east by St-Rodolphe street to the south by part of lot 575, property of Édouard St-Amour, or representatives, and to the west by part of lot 575, property of Joseph Sabourin or representatives.

389	Bélanger	P. 575	$ 357.53	$ 25.94	$ 17.87	$ 401.34

Un emplacement situé sur le côté est de la rue St-Rodolphe du village de Pointe-Gatineau désigné comme étant partie du lot 575 du cadastre du village de Pointe-Gatineau division d'enregistrement de Hull, peut-être plus particulièrement désigné comme suit: borné vers le nord par partie du lot 575 et mesurant 80 pieds, vers

A property situated on the east side of St-Rodolphe street of the village of Pointe-Gatineau designated as being part of lot 575 from official cadastre of the village of Pointe-Gatineau, can be more particularly designated as follows: bounded to the north by part of lot 575 and measuring 80 feet to the east by part of lot 579 and

l'est par partie du lot 579 et mesurant 40 pieds, vers le sud par partie du lot 575 et mesurant 80 pieds, vers l'ouest par la rue St-Rodolphe et mesurant 40 pieds. La limite sud de ladite propriété étant située à 100 pieds au nord de la limite nord de la rue Archambault.

measuring 40 feet to the south by part of lot 575 and measuring 80 feet to the west by the St-Rodolphe street and measuring 40 feet. The south limit of the said property being situated at 100 feet north of the north limit of Archambault Blvd.

No Rôle — Roll No.	Nom des propriétaires — Owner's name	Numéro de cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Intérêt — Interest	Total
504	Vital Gauvreau	572-47, 235-7, 238-18-11	$ 514.41	$ 87.83	$ 27.81	$ 630.05

Un emplacement connu comme étant composé des lots de terre numéro 47 de la subdivision officielle du lot originaire 572, 7 de la subdivision officielle du lot originaire 235, 11 de la resubdivision officielle du lot 18 de la subdivision officielle du lot originaire 236, tous au cadastre officiel du village (maintenant ville) de Pointe-Gatineau division d'enregistrement de Hull; le tout contenant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 94.5 pieds.

A property known as being composed with lots of land, 47 of the official subdivision of original lot 572, 7 of the official subdivision of original lot 236, all at the official cadastre of village (known town) of Pointe-Gatineau; the said lot measuring 50 feet in width by 94.5 feet in depth.

682	Albert Massie	254-5	$ 260.86	$ 139.42	$ 13.30	$ 413.58
733	James McAuliff	572-44	332.56	42.19	16.88	391.63
739	Léon Bigras	P. 575	252.97	38.15	13.97	305.09

Un lopin de terre connu comme étant partie du lot 575 mesurant 40 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur et borné comme suit: au nord, par partie du même lot propriété de M. Édouard St-Amour, à l'est par partie du même lot propriété de M. Patrick Samson, au sud par le Boul. Archambault, et à l'ouest par partie du même lot partie par la propriété de R. Cadieux et partie par la propriété de M. Gilbert Bigras.

A part of land known as being part of lot 575 measuring 40 feet in width by 80 feet in depth and bounded as follow: to the north by part of the same lot property of Édouard St-Amour, to the east by part of the same lot property of Patrick Samson, to the south by Archambault Blvd, and to the west by part of the same lot property of R. Cadieux and part by the property of Gilbert Bigras or representatives.

755	Léo Girard	P. 191, 192, 193.	$ 272.93	$ 80.09	$ 14.27	$ 367.29

Un lopin de terre sis à Pointe-Gatineau, Boul. Archambault connu et désigné comme étant parties de 191, 192, 193 au cadastre du village de Pointe-Gatineau mesurant 45 pieds de largeur par 83 pieds de profondeur, borné comme suit: au nord par le Boul. Archambault, à l'est et au sud par parties des mêmes lots propriété de Mme Lamarche et à l'ouest par parties des mêmes lots propriété de Lionel Bigras ou représentants.

Part of land situated at Pointe-Gatineau, Archambault Blvd known and designated as being parts of 191, 192, 193 on the cadastre of village of Pointe-Gatineau measuring 45 feet in width by 83 feet in depth, bounded as follow: to the north by the Archambault Blvd, to the east and to the south by parts of the same lots property of Mme Lamarche and to the west parts of the same lots property of Lionel Bigras or representatives.

764	Rhéal Denis	P. 575	$ 318.91	$ 181.23	$ 16.19	$ 516.33

Un immeuble connu et désigné comme étant formé d'une partie du lot 575 et plus particulièrement borné comme suit: au nord par partie du lot 575 devant servir comme prolongement du Boul. Archambault, à l'est par partie du lot 575 devant être la rue St-Rodolphe, au sud par une autre partie du même lot 575 faisant partie de la propriété d'Elzéar Beaudin ou représentants, à l'ouest par une autre partie du lot 575 étant la propriété de Louis A. Dion ou ses ayants droit.

A property known and designated as being formed by part of lot 575 and bounded as follow: to the north by part of the same lot 575 to be used for futur continuation of Archambault Blvd, and to the east by part of lot 575 which should be the St-Rodolphe street to the south by another part of the same lot 575 being part of the property of Elzéar Beaudin or representative to the west by another part of lot 575 being the property of Louis A. Dion or representatives.

849	Georges Stafford	289-1, 296-7	$ 576.05	$ 72.35	$ 29.05	$ 677.45
870	Gilles Lefebvre	103-5, 103-6	883.85	.....	44.44	928.29
1001	Guy Lacroix	P. 344	170.15	98.95	9.62	278.72

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 344 cadastre officiel du village de Pointe-Gatineau, mesurant 45 pieds de largeur en front sur la rue St-Antoine, par 200 pieds de profondeur et borné comme suit: au nord par partie du même lot, à l'est par partie du lot 393, au sud par les 45 pieds sud du même lot et à l'ouest par le chemin Brûlé soit la rue St-Antoine.

A property known and designated as being part of lot 344 of the official cadastre of village de Pointe-Gatineau, measuring 45 feet in width on St-Antoine street, by 200 feet in depth and bounded as follow: north by part of the same lot, east by part of lot 393, south by the 45 feet of the same lot, and west by "le chemin Brûlé" now St-Antoine street.

1092	Ulysse Richard	P. 436	$ 382.38	$ 246.85	$ 19.37	$ 648.60

Un emplacement situé dans la ville de Pointe-Gatineau connu comme étant partie du lot de terre numéro 436 au cadastre du village (maintenant Ville) de Pointe-Gatineau, contenant 50 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, donnant au nord à la rue Champlain, à l'est à la partie du même lot, propriété de Robert Richard ou représentant, au sud à la partie du même lot propriété de la Ville de Pointe-Gatineau, à l'ouest dans le chemin, propriété de ladite Ville de Pointe-Gatineau.

A property situated in town of Pointe-Gatineau known as being part of lot 436 on the cadastre of village of Pointe-Gatineau, measuring 50 feet in width by 150 feet in depth, bounded north by Champlain street, east by part of the same lot, property of Robert Richard or representatives, south to the part of the same lot property of Ville de Pointe-Gatineau, west by the street property of the said town of Pointe-Gatineau.

1107	Jacques Pilon	556-187	$ 28.77	.....	$ 1.44	$ 30.21
1116	Robert Guertin	323	1,017.43	.....	51.12	1,068.55
1171	Paul-André Sauvé	554-38	494.94	$ 162.82	28.36	686.12
1268	Roger Simon	562-24	409.42	.....	20.72	430.14
1271	Edgar Desormeaux	556-17	53.73	.....	2.92	56.65
1278	Roméo Villeneuve	562-26	39.04	19.90	2.84	61.78
1415	Eugène Charron	559-1	920.88	315.84	46.02	1,282.74
1447	Claude Mineault	546-2	181.92	89.40	9.33	280.65
1624	Honoré Cadieux	555-59	79.54	.....	4.23	83.77
1681	Henri Hubert	555-120	283.93	131.30	14.45	429.68
1689	Rhéal Séguin	555-128	360.53	130.59	18.27	509.39
1800	Armand Labelle	587-1	68.45	.....	3.42	71.87

No Rôle — Roll No.	Nom des propriétaires — Owner's nzme	Numéro de cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Intérêt — Interest	Total
1985	Donaldo Pilon	557-77	$ 324.59	$ 76.13	$ 16.47	$ 417.19
2005	Roland Bonenfant	557-68	359.82	82.38	18.23	460.43
2080	Ulysse Richard	546-P. 8, P. 9, P. 11	330.93	160.34	16.77	508.04

Un emplacement connu comme étant composé de la partie ouest du lot de terre No 8, partie du lot No 9, une partie du lot No 11, tous de la subdivision officielle du lot originaire No 546 au cadastre du village de Pointe-Gatineau, contenant 50 pieds de largeur sur une profondeur de 139 pieds en sa limite ouest le tout tenant du sud-est à la rue Michaud, au nord à la partie du lot 12 à la subdivision officielle du lot originaire 546, à l'est à la partie ou résidu du même lot, à l'ouest au lot 27 du même lot de la subdivision officielle du lot originaire 546.

A property known as being composed from the west part of lot 8 part of lot 9, and part of lot 11, all from the official subdivision of original lot 546 of the cadastre of village of Pointe-Gatineau containing 50 feet in width by a depth of 139 feet in his west limit, bounded as follow: southeast to the Michaud street, north to the part of lot 12 from the official subdivision of original lot 546 east to the part or residu of the same lot, west by lot 27 of the same lot of the official subdivision from original lot 546.

2082	Georges Sylvestre	537-27	$ 255.76	$ 185.95	$ 13.02	$ 454.73
2096	Corinne Nault	537-12, 537-13	967.09	510.66	48.60	1,526.35
2111	Gérard Beauvais	P. 58-1 (447 N.O.-W.)	48.98	53.00	3.25	105.23
2112	Florent Roy	P. 58-1	68.26	28.32	3.65	100.23

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot 58 subdivision 1 cadastre officiel de Pointe-Gatineau, comme étant la subdivision non-officielle 428 dudit lot et étant borné comme suit: en front vers l'ouest par la rue Michaud, vers le nord par autre partie du même lot comme la subdivision non-officielle No 427, vers l'est par une autre partie du même lot comme la subdivision non-officielle No 436, vers le sud par une autre partie du même lot comme la subdivision non-officielle No 429.

A property known and designated as being part of lot 58 subdivision official cadastre of Pointe-Gatineau, as being the subdivision non-official 428 of the said lot and bounded as follow: west by Michaud street, north by another part of the same lot as the non-official subdivision 427, east by another part of the same lot as the non-official subdivision 436, south by another part of the same lot as the non-official subdivision 429.

2122	Gérard Beauvais	P. 58-1 (448 N.O.-W.)	$ 24.98	.....	$ 1.24	$ 26.22
2141	Georgiana Barnaby	P. 58-1	28.95	.....	2.22	31.17

Un lopin de terre sis à Pointe-Gatineau, dans le lot 58-1 cadastre du village de Pointe-Gatineau connu comme la subdivision non-officielle 439 dudit lot et étant borné comme suit: à l'est par la rue Richer, à l'ouest, au sud et au nord par autre partie dudit lot 58-1 connu comme 426 n.o., 438 n.o., 440 n.o. propriétés de Nilphas Richer ou représentants, maintenant connu comme la subdivision No 483 n.o.

A part of land situated in Pointe-Gatineau, in the lot 58-1 cadastre of village of Pointe-Gatineau known as the non-official subdivision 439 of the said lot and bounded as follow: east by Richer street, west, south and north by other parts of the said lot 58-1 known as the non-official subdivision 426, 438 and 440, all property of Nilphas Richer or representatives, now known as the subdivision number 483 N.W.

2158	Armand Labelle	587-2	$ 83.91	$ 24.23	$ 4.20	$ 112.34
2238	C.C.B. Construction	559-21	76.32	18.08	3.68	98.08

Donné à Pointe-Gatineau, Qué., ce vingt-neuvième jour d'octobre, 1964.

Le Greffier,

LOUIS LAMARCHE.

8328-45-2-o

Given at Pointe-Gatineau, Que., this twenty-ninth day of October, 1964.

LOUIS LAMARCHE,

Town Clerk.

8328-45-2-o

INDEX No 45

ARRÊTÉS en Conseil — *ORDERS in Council*

1919 – Code de Plomberie de la Province de Québec 5715
1919 – Plumbing Code of the Province of Quebec 5715
2051 – Verre, Montréal 5715
2051 – Glass, Montreal 5715
2052-A – Construction, Québec 5723
2052-B – Coiffeurs pour dames, Montréal 5726
2052-B – Ladies' hairdressers, Montreal 5726
2052-C – Employés de taverne, Québec 5727
2052-C – Tavern employees, Quebec 5727
2052-E – Coiffeurs pour dames, Montréal 5727
2052-E – Ladies' hairdressers, Montreal 5727

ASSOCIATIONS Coopératives — *COOPERATIVE Associations*

Association coopérative féminine du Québec (*Form.*) 5728
Association coopérative de travail de Beaucanton (*Nom – Name ch.*) 5728

AVIS — *NOTICES*

Collège des Médecins Vétérinaires de la Province de Québec (*Suspension*) 5730
College of Veterinary Surgeons of the Province of Quebec (*Suspension*) 5730
Cowansville, ville – town (*Barrage – Dam*) 5728
Granby, cité – city (*Règl.– By-law 487*) 5729

CAISSES *SAVINGS*
d'épargne et de crédit *and credit unions*
Caisse d'établissement rural du Saguenay (La) - (*Nom - Name ch.*) 5730

COMPAGNIES *COMPANIES*
Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*
Autorisées à faire des affaires *Licensed to do Business*
Diecast Products Ltd. 5730
Rosario Exploration Company 5730

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*
Don-O-Lite Manufacturing Inc. 5731
Dubuc (T. D.) Inc. 5731
Immeubles Dalma Inc. (Les) 5731
Kopla Inc. 5731
Northland Acceptance Corporation 5731
Richard (Jos.) Incorporée 5732

Dissoutes *Dissolved*
Ateliers Duval limitée (Les) 5732
Bornstein Holdings Ltd. 5732
Comtois (Henri) & fils ltée 5732
Garage Henri Proulx ltée 5733
Redpath Apartments Inc. (The) 5733

Divers *Miscellaneous*
Club de l'Union Nationale (District de Montréal) inc. (*Règl.*) 5734
Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec (*Règl.- By-laws*) 5733
Desjardins (Charles) & cie ltée (*Dir.*) .. 5734
Desjardins (Charles) & Co. Ltd. (*Dir.*). 5734
Lakeshore General Hospital Foundation (*Règl.- By-laws*) 5734
National Union Club (Montreal District) Inc. (*By-Laws*) 5734
Oeuvres du Docteur Despatis, inc. (Les) - (*Règl.- By-laws*) 5734

Lettres patentes *Letters Patent*
Acier Bernier inc 5648
Adriatic International Trading Co. Ltd. 5648
Agence de réclamation Universelle, limitée 5705
Agence de sécurité Phillips inc. (L') 5649
Agents de réclamation de l'Est ltée 5666
Agesco Ltd. 5649
Agesco ltée 5649
Alimentation Pelletier (1964) inc 5650
Allen Children's Wear Co. Ltd. 5650
Allfood Services Ltd 5650
Ameublement Idéal (Sherbrooke) inc ... 5651
Argenteuil Stables Inc 5667
Artisanat des vétérans du Québec inc. (L') 5651
Association des directeurs de théâtre inc. (L') 5651
Association des propriétaires de Rivière-du-Loup inc. (L') 5652
Association des propriétaires du domaine Montagnard (L') 5652
Aurora Gardens Inc 5653
B.M. Electrical Ltd 5653
B.M. électrique ltée 5653
Beaumark Agencies Inc 5653
Belle Canadienne cheveux chics ltée (La) 5654
Berger Fruit Co. Ltd. 5654
Bouchard (J.) & fils ltée 5654
Boulangerie La Miche inc 5655
Boulevard Gaz-Bar Inc 5655
Brunet & Cloutier inc 5655
Camp Vive la Joie inc 5656
Canadian Communications Equipment Ltd 5656
Castelneau Gardens Inc. 5678
Catega ltée 5656
Centre culturel de Grand'Mère inc 5657
Centre du cheveu humain de Montréal inc 5687
Centre Mart Jacques-Cartier ltée (Le) .. 5677
Chanteclerc Apartments Development Company Limited 5657
Charette (L.) & fils inc 5658
Chez Hervé inc 5658
Chic Garment Inc 5658
Chomedey Caterers Inc. 5659
Club de chasse aux brigands (Le) 5659
Club de hockey de l'Ile Jésus inc. (Le) .. 5659
Club Paulo 5660
Coaticook express inc. 5660
Colin's Gift & Ski Shops Inc. 5661
Compagnie de béton du Saguenay ltée .. 5661
Compagnie de finance Hochelaga inc. (La) 5661
Confection Meilleure inc. 5662
Consolidated Elastic Braid and Web Corporation 5662
Copoloff Insurance Agencies Inc. 5662
Cunningham (A & H) Ltd. 5663
Custom Kitchen and Sheet Metal Works Ltd. 5663
Denico Inc. 5664
Diplomate Motel (1964) inc. (Le) 5664
Diplomat Motel (1964) Inc. 5664
Distributions Pélican ltée (Les) 5664
Dolphin Missisquoi Bay Country Club Inc. 5665
Domaine du ski Mont-Bruno inc. 5665
Dubé (A.) & fils ltée 5666
Du Parc Investments Inc 5692
Duro Stone Ltd. 5666
Eastern Claims Adjusters Ltd. 5666
Écuries Argenteuil inc. (Les) 5667
Éditions Chenier inc. (Les) 5667
Éditions Sillery ltée (Les) 5667
Élégance Men's Wear Ltd. 5685
Entreprises Concorde inc. (Les) 5668
Entreprises forestières de Bellechasse incorporée (Les) 5668
Entreprises Utilité inc. (Les) 5668
Épinette Construction Corp. 5669
Excelite (Quebec) Ltd. 5669
Fanco Products Inc. 5694
Farineau Plumbing Inc. 5693
Ferme de tourbe inc. (La) 5669
Ferroni (Québec) limitée 5670
Franklin Schieder Associates Inc. 5670
Garage F. Cossette inc. 5670
Garland Plaza Ltd. 5671
Gauthier (Gérard) Furniture Limited .. 5686
Gestion C. G. ltée 5671
Girard & fils ltée. 5672
Gosselin & Lessard ltée 5672
Grondin (J.-M.) ltée. 5672
Hallé & fils inc. 5673
Hamel et Montminy inc. 5673
Hellenic Poultry Co. Ltd. 5673
Heraclitus Corp. 5674
Hommes d'affaires de l'Ile-Jésus inc. (Les) 5674
Hôpital général de Thetford Mines (L') . 5674
Immeubles J. R. Bergeron & fils ltée (Les) 5675
Immeubles Maria ltée (Les) 5675
Importations Mona inc. 5676
Imprimerie Descombes ltée 5676
Institut Lafontaine inc. 5676

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

International Impex Ltd. 5677
J. C. Construction Inc. 5677
Jacques-Cartier Center Mart Ltd. 5677
Jardins Castelneau inc. (Les) 5678
Kaybert Construction Limited 5678
Kaybert construction limitée 5678
Labelle (Raymond) inc. 5678
Laboratoire Richelieu, inc. 5679
Lansdowne Dental Building Ltd. 5679
Lecompte Excavation Inc. 5679
Letiec & Roger sports incorporée 5680
Loisirs du Mont Saint-Antoine inc. 5680
Loisirs St-Isidore (Les) 5680
Loyer (Roger) inc. 5681
Lumarc Investments Ltd. 5692
Madelein, Lauzon, Gauthier inc. 5681
Madison Development Co. Ltd. 5681
Madison Realty Inc. 5682
Magasins de cadeaux et de ski Colin inc. 5661
Maison familiale du diocèse de St-Jean de Québec (La) 5682
Malo (Eug.) construction inc. 5683
Marcoux (Claude) ltée 5683
Mark Two Corp. 5683
Marlap Corporation 5684
Marmen (Aurèle) inc. 5684
Mega Limited 5684
Merceries Élégance ltée 5685
Mercille Métro inc. 5685
Meubles Gérard Gauthier limitée (Les). 5686
Miche Bakery inc. (La) 5655
Modlin (Norman) Industries, Ltd. 5686
Montbec Company Limited 5686
Montreal Cartage System Ltd. 5687
Montreal Human Hair Center Inc. 5687
Moore Enterprises Ltd. 5687
Mont St-Jude inc. 5688
Montreal North Plumbing Supplies Ltd. 5688
Nettoyeur Unic inc. 5689
Noik Bros. Construction Co. Ltd. 5689
Océan service ltée 5689
Olympic Gardens Limited 5690
Paragon Enterprises Ltd. 5690
Peak Electronics Ltd. 5690
Peintures Unitex inc. 5691
Perriwick Trading Co. Ltd. 5691
Phillips Security Agency Inc. 5649
Placements du Parc inc. 5642
Placements Lumarc ltée (Les) 5692
Placements Sarr inc. (Les) 5692
Plateau Aluminium Renovation Inc. 5693
Plomberie Farineau inc. 5693
Poirier (L.) transport inc. 5693
Produits Fanco inc. (Les) 5694
Provisions Le Gardeur inc. 5694
Quoibion (Pierre) ltée 5694
R. F. Electronic Inc. 5695
Randolph (Saul) Inc. 5695
Reading Institute (Canada) Ltd. (The) 5695
Restaurant Méditerranée inc. 5696
Ritel inc. 5696
Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd. 5697
Rois du boeuf inc. (Les) 5697
Roxboro Lions Club 5697
Roy (Fred) inc. 5698
St-Louis (Noël) inc. 5698
Salaison Herpak ltée 5698
Sarr Investments Inc. 5692
Satellite Restaurant Inc. 5699
Schubert Enterprises Limited 5699
Seven Up (Grand'Mère) Ltd. 5699
Seven Up (Grand'Mère) Lée. 5699
Sophia Restaurant (St. Eustache) Ltd. 5700
Stanbury Investments Limited 5700
Stanley Towers Inc. 5700
Star Boxing Club Inc. 5701
Tabson Textiles Ltd. 5701
Taxi Boivin inc. 5701
Téléphone de Garthby inc. (Le) 5702
Téléphone Princeville ltée 5702
Tract Construction Co. Ltd. 5702
Traders Holdings Ltd. 5703
Treco (1964) Ltd. 5703
Treco (1964) ltée 5703
Tremblay (Ernest) & fils inc. 5703
Tucker (I.) & Son Inc. 5704
Unicel inc. 5704
Unifex Paints Inc. 5691
Universal Claims Agency Limited 5705
Vanguard Restaurant Inc. 5705
Variscope Corporation 5705
Weslon Limited 5706

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Abattoir de Saint-Hilaire, limitée. 5706
Agricultural Technologists' Association Inc. 5707
Allied Fashions Ltd. 5706
Association des Technologistes agricoles inc. (L') 5707
Atchison Davis Hardware Limited 5707
Audet (J. E.) Soudure inc. 5707
Blanchette (Alban) ltée 5707
Bourgeois (S.-R.) & Frère ltée 5708
Chez Jerry inc. 5708
Cie d'investissements Rona ltée (La) 5713
Club de la direction de L'Alcan d'Arvida, inc. (C.D.A.A.) 5708
Drolet, Ressorts d'autos inc. 5708
Europa-Financia Limited 5709
G & S, fer ornemental inc. 5709
Garage J. Wilfrid Morin limitée. 5709
Institut Canadien des affaires publiques (ICAP) (L') 5709
Joliette Propane inc. 5709
Lanorac inc. 5710
Levesque (Albert) inc. 5710
Manufacture canadienne de bureaux ltée (La) 5710
Marine Building Co. Ltd. 5710
Marvel Industries Ltd. 5711
Mignault (Jack) limitée 5711
Monico inc. 5711
Montreal Stevedoring Corporation 5711
Normandie Realties Ltd. 5712
Panorama Tours Inc. 5714
Placage industriel limitée 5712
Placement Amical inc. 5712
Placements Finco ltée 5712
Plating Industries Limited 5712
Prado Limited 5713
Prado limitée 5713
Propane Joliette Inc. 5709
Rona Investment Co. Ltd. 5713
Rousseau (Louis) & compagnie limitée 5713
Saint-Amand (Yves) ltée 5713
Séjour inc. (Le) 5713
Sylvestre Agencies Ltd. 5714
Thom construction limitée 5714
Vanguardia Corporaion 5714
Voyages Panorama inc. 5714

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Audem Inc. 5735
Bois-Fontaine Inc. 5735
Gestion C. G. Ltée 5735
Hôpital Fleur-de-Lys Inc. 5736
L. D-M Adjustment Bureau Ltd 5735
Perras, Chabot & Associés Inc. 5734
Photo Metal (1964) Inc. 5736

Sièges sociaux *Head Offices*
(*suite*) (*continued*)
Placements Sylvestre Ltée 5736
Roberts Filter Co. of Quebec, Ltd..... 5735

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*
Commune de Laprairie de la Magdeleine 5736
Synod of the Diocese of Montréal (The). 5737

EXAMENS *EXAMINATIONS*
du Barreau *Bar*
Bas St-Laurent, étude 5737
Laurentides, étude – study 5737
Lower St. Lawrence, study 5737

LIQUIDATION *WINDING*
Coopérative d'aqueduc de Batiscan (La) 5738
Perfect Holding Corporation 5737

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*
Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Rivière-Bleue (*Dem.– Appl.*) 5738
St-Alexandre (*Dem.– Appl.*) 5738

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Dolbeau, canton – township 5738
Farnham, canton – township 5739
Montréal, par. 5739
St-Antoine de Longueuil, par. 5739
St-Antoine de Longueuil, par. 5739
St-Athanase, par. 5739
St-Jean, par. 5740
St-Joachim de Châteauguay, par. 5740
St-Joseph (Rev.), par. 5740
St-Joseph (Rev.), par. 5740
Ste-Marie du Monnoir, par. 5740
St-Mathieu de Beloeil, par. 5740
Ste-Thérèse de Blainville, par. 5741

Travail *Labour*
Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*
Alimentation au détail, St-Hyacinthe (*Mod.*) 5742
Automobile, Cantons de l'Est (*Erratum*) 5747
Automobile, Eastern Townships (*Erratum*) 5747
Barbers and hairdressers, Joliette (*Amend.*) 5743
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Joliette (*Mod.*) 5743
Camionnage, Montréal (*Appr.*) 5741
Commercial establishments, Rimouski (*Notice*) 5741
Construction, Chicoutimi *et al* (*Appr.*). 5746
Construction, Sherbrooke (*Mod.–Amend.*) 5744
Détaillants d'essence, Saguenay (*Prél.–Levy*) 5747
Établissements commerciaux, Rimouski (*Avis*) 5741
Food products, Retail (St-Hyacinthe) (*Amend*) 5742
Trucking, Montreal (*Appr.*) 5741

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*
Conseils en loi de la Reine 5749
Queen's Counsel 5749

SOUMISSIONS *TENDERS*
Bois-des-Filion, village 5753
Buckingham, ville – town 5754
Chambly, ville – town 5755
Château-Richer, par. 5750
Courville, ville – town 5751
Préville, ville – town 5749
St-Vincent-de-Paul, ville – town. 5752
Ste-Thérèse-Ouest, munic. 5756
Villeneuve, ville – town 5758

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*
Association des policiers de Dorval inc. (L') – (*Const.– Inc.*) 5759
Syndicat des producteurs de bois du comté de Labelle (U.C.C.) – (*Const.–Inc.*) 5759

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*
Gaspé *Gaspé*
Rioux *vs* Dion 5760
Rioux *vs* Simard 5759
Simard (Adrien) & Fils Inc. *vs* Lafontaine 5760

Hauterive *Hauterive*
Sept Iles, cité – city *vs* Gauthier. 5761

Kamouraska *Kamouraska*
Laplante *vs* Bérubé 5763

Montréal *Montreal*
Croteau *vs* Perfect Holding Corporation *et al* 5762
Delorme *vs* Winter Haven Construction Ltd. 5761
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Béchard. 5762
Prudential Insurance Company of Ameriva *vs* Nortranders 5763
Talbot Construction Ltée *vs* Robert... 5763

Québec *Quebec*
Cantin *vs* Gagnon 5765
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Trépanier 5764
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Trépanier 5764

Saint-François *Saint Francis*
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Quirion 5766
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Quirion 5766
United States Fire Insurance Company *vs* Blanchard 5767

Trois-Rivières *Trois-Rivières*
Laurentienne (La) Compagnie d'Assurance sur la Vie *vs* Robitaille 5767

Taxes *Taxes*
Barville, ville – town 5771
Lac-Mégantic, ville 5768
Lake Megantic, town 5768
Pointe-Gatineau, ville – town 5774
Rosemère, ville – town 5769
Saint-Laurent, cité – city 5772
Thetford Mines, cité – city 5770

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.